UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

Des concepts de "mouvement "et de "révolution " dans le discours politique Burundais : 1962-1993

Bukware Jean; Sous la direction de Dr Nimubona Julien

2008-12
UB,
https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/699

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

UNIVERSITE DU BURUNDI
FACULTE DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES
DEPARTEMENT D'HISTOIRE
OPTION SCIENCE POLITIQUE

DES CONCEPTS DE "MOUVEMENT" ET DE "REVOLUTION" DANS LE DISCOURS POLITIQUE BURUNDAIS : 1962-1993.

Par
BUKWARE Jean

Sus la direction de :
D: NIMUBONA Julien.

Mémoire présenté et défendu publiquement pour l'obtention du diplôme de Licencié en Histoire.
Option : Science Politique.

Bujumbura, Décembre 2008

DEDICACE.

A mes parents pour m'avoir montré le chemin de l'école,

A mes frères et soeurs pour votre sympathie envers moi,

A mon ami Méthode,

A tous ceux qui se réjouissent de ce pas franchi,

A toi Cédric,

A tous mes amis,

A tous mes cousins et cousines,

Je dédie ce mémoire.

REMERCIEMENTS.

Au terme de ce travail, c'est un grand honneur pour nous d'adresser nos sincères remerciements à toutes les personnes qui ont contribué à sa réalisation.

Nos vifs remerciements vont à l'endroit de Monsieur Julien NIMUBONA, Professeur de Science Politique à la Faculté des Lettres et Sciences Humaines dans le Département d'Histoire, pour nous avoir guidé dans le choix du Sujet et surtout pour avoir gentiment accepté de diriger ce travail malgré ses multiples sollicitations. Il n'a jamais montré un signe de lassitude toutes les fois que nous avons sollicité son assistance. Ses remarques pertinentes, ses précieux conseils ainsi que sa compréhension ont conduit à l'aboutissement de ce travail.

Qu'il trouve ici l'expression de notre reconnaissance.

Nous n'oublierons en aucun cas les membres du jury pour leur contribution à rendre ce travail plus parfait en acceptant de lire ce mémoire.

Nous témoignons aussi notre gratitude à notre Grand -frère Anicet NIYONGABO dont le soutient tant moral que matériel au moment opportun nous a été indispensable.

Qu'il trouve à travers ce travail le couronnement de ses efforts.

Nous ne pourrions en aucun cas oublier les sacrifices consentis par Monsieur Arthémon NTAGANZWA qui n'a cessé de nous assister durant notre parcours scolaire et académique.

Qu'il trouve ici toute la reconnaissance qu'il mérite.

A vous mes parents, nous disons merci.

Sigles et abréviations et tableau.

1. APROSOMA : Association pour la promotion sociale de la masse
2. CMSN : Comité militaire pour le salut national
3. CSR : Conseil suprême révolutionnaire
4. FRODEBU : Front pour la démocratie au Burundi
5. FNL : Forces de libération nationales.
6. GPRA : Gouvernement provisoire d'Algérie
7. JNR : Jeunesse nationale Rwagasore
8. MNC : Mouvement national congolais
9. PDC : Parti démocrate chrétien
10. PCR : Parti communiste roumain
11. PARMEHUTU : Parti du Mouvement pour l'émancipation de la masse hutu
12. PALIPEHUTU : Parti pour la libération du peuple hutu
13. PAS : Programme d'ajustement structurel
14. PEP : Parti de l'émancipation du peuple
15. PP : Parti du peuple
16. MPB : Mouvement du peuple burundais
17. UPRONA : Union du progrès national
18. UDP : Union démocrates populaires
19. VMP : Voix de la masse populaire
20. RTNB : Radio télévision nationale du Burundi
21. UNEBA : Union des étudiants Barundi
22. UTB : Union des travailleurs du Burundi
23. UFB : Union des femmes burundaises
24. UJRB : Union de la jeunesse révolutionnaire burundaise
25. JNR : Jeunesse nationale Rwagasore
26. UEI : Union des Etats indépendants
27. ONU : Organisation des nations unies
28. OUA : Organisation de l'unité africaine
29. UHURU : Union des hutu du Rwanda Urundi
30. UPROHUTU : Union pour la promotion des Hutu

Liste des tableaux.

Tableau n°1 : Fréquence des concepts de mouvement et de révolution dans les discours politiques.....35

0. INTRODUCTION GENERALE.

1. Présentation du sujet.

> *"A maints égards, les mouvements révolutionnaires sont la traduction, sur un, certain plan, de la trame qui constitue une société comme des péripéties qui l'affectent"*[1]

Depuis les révolutions Américaine et Française du dix-huitième siècle,l'idéologie révolutionnaire s'est répandue dans le monde comme une traînée de poudre. Toutes les révolutions connues après la date symbolique du 14 Juillet 1789 s'inspirent de la Révolution française en grande partie et de la Révolution américaine.

Le BURUNDI des années 60 n'a pas échappé à cette idéologie de la Révolution. Si la Monarchie a été abolie, il y a un discours qui sous-tendait cette action anti-monarchiste: discours qualifié de " Révolutionnaire".

La politique étant le domaine de l'indétermination[2] par lequel la société agit sur elle-même, la République née des ruines de la monarchie a été, elle aussi soumise à cette instabilité originelle. C'est ainsi que trois dates ont fait objet d'événements historiques dans l'histoire récente du Burundi.
Il s'agit de:

La date du 28 Novembre 1966 symbolisant la proclamation de la 1ère République.
La date du 1er Novembre 1976 symbolisant la proclamation de la 2ème République.
La date du 3 Septebre1987 symbolisant la proclamation de la 3ème République.

Ainsi, en date du 28 novembre s'instaure un régime politique instable, instabilité qui tire origine dans l'essence même de ce pouvoir lequel est issu de la logique de la destruction selon l'expression de PAMONTI[3].

A l'occasion de tout changement politique, on avait de nouveaux "révolutionnaires" et les "révolutionnaires" d'hier devenaient des " réactionnaires" d'aujourd'hui. Au cours de notre recherche nous essayerons de voir si les notions de "révolution" et de "mouvement" ont été assimilées et utilisées par les élites républicaines du Burundi avec le sens qu'elles ont de par les différents auteurs spécialistes.

A partir de là, nous pouvons dégager les différences entres les trois républiques qui toutes se réclamaient de "révolutionnaires".

---

1 Encyclopédie Française, Paris, Librairie Larousse, 1989, p1365.
2 LAUBIER (P de.), Introduction à la sociologie politique, Paris, Masson, 1983, p144.
3 PAMONTI (J C.), L'Afrique trahie:essai, Paris, Hachette, 1979, p157.

2. Intérêt du sujet.

Les deux concepts de "mouvement" et de "révolution", ont fait l'objet d'une socialisation politique sous la période Républicaine afin de créer une mémoire révolutionnaire. Ainsi, des supports de ces concepts contenus dans le discours politique sont créés: on a la "Voix de la Révolution", la Place de la "Révolution", l'Avenue de la "Révolution", etc. Ces concepts véhiculaient en eux- même une vision du monde et un sens politique selon leurs usagers.

A l'occasion d'un coup d'Etat inaugurant le début d'une nouvelle République et la fin d'une autre, un discours dit révolutionnaire était produit en vue de légitimer le nouveau régime.

Lors de la chute de la Monarchie, le Président Micombero parlait de "Grande Révolution" par rapport à celle faite par le Prince Ndizeye, lorsque en date du 8 juillet 1966, en violant toute règle de succession renverse son père MWAMBUTSA IV BANGIRICENGE. Le Président Bagaza lui, préfère le couple de «Mouvement-Révolution» et son coup d'Etat est connu sous le nom de «Mouvement du 1er Novembre1976». En 1987, le Major Buyoya n'hésitera pas à déclarer que:

> " *Lorsque la révolution populaire est trahie et (...), les forces militantes doivent s'engager courageusement*".[4]

C'est à travers ce rejet mutuel par le discours politique que nous nous proposons de saisir les volontés de ces acteurs de la politique burundaise à travers leurs discours politiques respectifs et les messages contenus.

3. Délimitation du sujet.

Le travail s'étend sur une période de 1962 à 1993. Le choix de ces bornes n'est pas le fait du hasard. La borne inférieure se justifie par le fait qu'en 1962 le Burundi accède à la souveraineté nationale après une intense activité politique à laquelle a pris part différentes formations politiques dirigées par les burundais et divisées sur la question de l'indépendance. A cette époque, les partis dits "populaires" ont fait usage des concepts de mouvement et de révolutions dans leurs discours politique mais aussi les anti-monarchistes dont les étudiants de l'UNEBA. En 1962, le Burundi devient une monarchie constitutionnelle et les pouvoirs du Roi sont circonscrits par la constitution. La borne supérieure quant à elle coïncide avec la fin des régimes militaires remplacés par un régime issu des urnes que le professeur Julien NIMUBONA qualifie de pouvoir issu de l'imaginaire populaire[5].

---

[4] Extrait Discours-Programme du Président du CMSN et Président de la République du 5 Septembre1987.

[5] NIMUBONA (J), Analyse des représentations du pouvoir politique. Le cas du Burundi, Villeneuve d'Asq, Presses Universitaires du Septentrion, 2005, p464

4. Les sources utilisées.

Pour réaliser ce travail, nous avons dû recourir à des sources variées. Nous avons consulté les ouvrages généraux, les thèses et mémoires, la presse ainsi que les discours politiques enregistrés sur bandes magnétiques conservés à la vidéothèque de la Radio Nationale.

Les informations fournies par ces sources écrites et orales ont été enrichies par des enquêtes menées auprès des personnes qui ont été ou au pouvoir ou proche du pouvoir pendant la période qui nous concerne. Ces enquêtes nous ont permis de comprendre le discours longtemps dit révolutionnaire et son instrumentalisation.

5. Difficultés rencontrées.

Dans notre recherche, beaucoup de problèmes qui se sont posés sont relatifs à l'accessibilité à l'information et la disponibilité des sources.

Les sources sont parfois écrites avec un fort marquage politique ou émotionnel tandis que d'autres sont biaisées. Cela peut conduire à une lecture subjective de l'histoire du Burundi, rendant par là aléatoire l'analyse qui se voulait scientifique.

Ces mêmes difficultés s'observent dans les sources orales. Certains informateurs nous ont refusé l'audience tandis que d'autres nous sont restés inaccessibles. Par ailleurs, sur certaines questions la tendance ethnique et régionale apparaissait fortement.

6. Articulation du sujet.

Le travail comprend trois chapitres. Le premier chapitre traite du cadre théorique de l'analyse de "mouvement" et de "révolution" avec des définitions et des approches scientifiques selon différents auteurs qui parlent de la "révolution" et de "mouvement". Ici, nous nous proposons de voir l'origine de ces concepts et leur importation dans le discours politique burundais.

Le deuxième chapitre traite de l'identification de ces concepts dans les discours politiques burundais. Ce chapitre nous permettra de comprendre l'instrumentalisation de ces concepts par les acteurs politiques burundais sous différents régimes qui se sont succédés.

Le troisième chapitre portera sur la signification des concepts de mouvement et de révolution à travers les politiques qu'ils ont inspirées. Dans ce chapitre, nous essayons de capter le sens et la signification imputés à ces concepts par différents hommes politiques burundais à travers leurs discours politiques.

CHAPITRE I : CADRE THEORIQUE ET CONCEPTUEL.

Tout acte de l'homme politique doit être justifié afin de bénéficier de l'adhésion de ses concitoyens, leur appui ou encore leur compréhension. C'est dans ces conditions que pour se légitimer, les différents politiques burundais qui se sont succédés au pouvoir, ayant été dans le sillage du pouvoir ou encore ceux qui luttaient pour y accéder ont produit des discours politiques dans le but de légitimer leurs actions, leurs pouvoirs ou encore leurs intentions. Dans le cas du Burundi, ces discours sont articulés sur des concepts de "révolution" et de "mouvement", concepts qui en eux-mêmes ont un sens. Nous allons voir la signification et l'origine de ces concepts et les usages qu'en ont fait les politiques burundais tout au long de la période étudiée.

A. Le concept de "mouvement".

1. Définition.

Le concept de "mouvement" avant d'avoir un aspect politique a d'abord une connotation sociale. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle il a été pendant longtemps la chasse gardée des sociologues comme Georges BALANDIER, Georges GURVITCH, Raymond BOUDON, BOURRICAUD et d'autres.

a. Du point de la sociologie.

La définition du concept de "mouvement" reste problématique si l'on tient compte des avis de différents auteurs qui donnent chacun sa définition. L'unanimité est loin d'être acquise. Du Micro Robert nous tirons la définition suivante:

> "-*le mouvement est une action collective (spontanée ou dirigée) tendant à produire un changement d'idées, d'opinions, ou d'organisation sociale* (...)" [6]
> "-(...) *l'organisation qui mène cette action*" [7]

Cette définition est à double dimension : d'un coté, il y a l'action, la dynamique sociale et de l'autre ; il y a l'instrument de cette dynamique, donc de cette action. Le concept de "mouvement" vient du mot grec "*movere* " qui signifie mettre en action, remuer, animer, donc différent d'immobile et de statique.

Tout est changeant, rien ne reste ce qu'il était hier. Les philosophes grecs l'avaient compris bien avant, eux qui disaient qu'on ne se baigne pas deux fois dans un même fleuve. L'endroit peut être le même mais l'eau n'est pas la même et les conditions climatiques se trouvent changées. Ainsi, HERACLITE écrivait:

> "*Tout est et n'est pas, car tout est fluent, tout est sans cesse entrain de se transformer, de devenir et de périr* " [8].

---

[6] Dictionnaire Micro Robert. Dictionnaire de Français Primordial, Paris, 1986, p691
[7] Idem
[8] MARX (K) et ENGELS (F), Oeuvres choisies, Tome3, Moscou, Édition du Progrès, 1974, p131.

Cette vision d'Héraclite peut-elle s'appliquer sur la vie des sociétés. On peut faire une application dans la mesure où il n'a pas spécifié la nature de ce « tout». Aucune société n'est statique, figée, immobile qui resterait insensible au changement, au développement politique, économique, social et culturel. Chaque société intègre de nouveaux comportements, perfectionnent les anciennes habitudes, développe des aspirations nouvelles qui font que finalement la société est en perpétuelle mutation.

Cela a d' ailleurs poussé Fernand BRAUDEL à dire que les hommes ressemblent à leur époque qu'à leurs pères. Ce qui signifie que chaque époque a ses choix et ses raisons. Désormais, les sociologues n'ont plus le droit d'opposer les sociétés dites immobiles et les sociétés dites dynamiques, c'est-à-dire civilisées. Les anthropologues n'opposent plus sociétés traditionnelles et modernes, car ils se sont rendus compte que chaque société est apte à intégrer le changement.

Cette dynamique sociale, cet élan de changement se réalise par l'intermédiaire de ce que les sociologues s'accordent à appeler «mouvement social» [9].

Selon François CHAZEL,

> *«Un mouvement social est un ensemble d'opinions et de croyances communes à une population qui expriment les préférences pour le changement de quelques éléments dans la structure sociale et/ou de distribution des récompenses dans une société»* [10] .

Vu sous cet angle, les mouvements sociaux ne seraient rien de plus que des structures de préférence à condition que celles-ci soient orientées vers le changement social. Cela est d' autant plus vrai que tout mouvement social porte en lui une insatisfaction et une préférence pour laquelle le "mouvement" s'exprime.

Même si les mouvements sociaux visent le changement social, les sociologues ont quelque peine à penser en termes de conflits et répugnent à analyser les tensions qui sont pourtant les ressorts de la dynamique sociale[11].

Cette dynamique sociale procède, selon MENDRAS, de la compétition de deux ordres sociaux: l'un et l'autre construit, voulu et souhaité par une partie des sociétaires.
Ainsi, tout ce qui touche à un ordre existant a l'apparence de désordre par rapport à cet ordre même quand il s'agit d'un progrès vers l'ordre meilleur.

Cela montre que tout ordre social voit mal tout "mouvement", même plus progressiste et meilleur que lui. C'est à partir de cette confrontation entre l'ordre et le "mouvement" que MARX insistera sur la violence comme *«accoucheuse d'histoire»*[12].

Malgré cette confrontation entre l'ordre et le "mouvement" qui procède directement du conflit, il y a lieu de signaler que les crises et conflits peuvent être dramatisés dans

---

9. BOUDON (R) (dir.), Traité de sociologie, Paris, PUF, 1992, p264.
10. CHAZEL (F), "La caractérisation élémentaire du mouvement" in Raymond BOUDON (dir.), op. cit.p.264.
11. MENDRAS (H), Eléments de Sociologie, Paris, A.Colin, 1984, p213.
12. JULIA (D), Larousse.Dictionnaire de la philosophie, Paris, Larousse, 2è éd, 1997, p165

certaines sociétés et traitées en douceur dans d'autres. Cela dépendra de la culture politique en question mais aussi de la réceptibilité de l'innovation comme le dit bien MENDRAS:

> *"Pour être acceptée, une innovation doit s'insérer dans le système existant, le perfectionner mais non le contredire ; elle doit de plus rencontrer un besoin ressenti et ne peut pas aller à l'encontre du système de valeur ni de système de pouvoir (existant)"* [13]

C'est-à-dire qu'une amélioration, un assainissement du système social devra être le but d'une innovation. D'une manière générale, l'innovation doit viser le changement dans la continuité. Le problème de tout changement dans toute société est finalement celui de l'introduction des nouveautés.

Signalons à toutes fins utiles que le changement s'applique aux modifications culturelles résultant de contacts entre groupes culturellement différents ou de l'invention à l'intérieur d'un même ensemble[14]. Il serait donc plus propre de parler de mutation sociale bien que le terme se recoupe avec le changement social.

Bien que tous les mouvements sociaux soient pour le changement social, il est cependant nécessaire de distinguer les mouvements sociaux selon la nature du changement souhaité ou visé[15]. C'est ainsi que citant SMELSER, François CHAZEL propose de distinguer des mouvements sociaux :
-les uns orientés vers les normes et les mouvements globaux.
-les autres orientés vers les valeurs qui dans l'inspiration parsonienne, constitue la composante la plus élevée de l'action sociale.

Cela fût la grande préoccupation de la distinction entre mouvements réformistes et mouvements révolutionnaires dans l'action prolétarienne du 19ème siècle. De là donc, la définition du mouvement social s'y trouve quelque peu modifié. On entendra donc par "mouvement" :

> *"Une entreprise collective de protestation et de contestation visant à imposer le changement d'une importance variable dans la structure sociale et/ou politique par le recours fréquent- mais pas nécessairement exclusifs à des moyens institutionnels''*[16].

Le mouvement social a là sa rationalité qu'il entend promouvoir au prix de l'illégalité. Il fera triompher son ordre en empruntant des moyens non institutionnels. A ce moment, on est au bord de la rupture de l'équilibre social. La dynamique sociale reste donc vue généralement sous l'aspect du changement et de la transformation des structures politiques et/ou sociales.

---

[13] MENDRAS (H), op. cit. p.217
[14] DIVIGNAU (J), La sociologie. Guide Alphabétique, Paris, Ed De Noël, 1972, p249.
[15] CHAZEL (F), "La caractérisation élémentaire du mouvement" in R. BOUDON (dir.), op. cit. p269.
[16] Idem.

Ainsi, le procès du changement se trouve considéré sous deux formes[17]:
-celle du changement recherché, ce qui est l'effet de la planification et de l'expérimentation sociale.
-celle du changement où tout le système se transforme dans son fonctionnement même.

La transformation de la société dans son fonctionnement signifie la rupture de l'équilibre social antérieur et le rejet des normes et valeurs anciennes. A ce stade, c'est la société globale qui est concernée et revendique soit une modernité difficile à satisfaire ou soit subit une modernité difficilement contrôlable.

Chaque société est donc dynamique, changeante et toujours en mutation perpétuelle et ininterrompue comme le dit bien BALANDIER:

"La société est un ordre approximatif et toujours mouvant"[18]

L'histoire devient donc le véritable révélateur de la réalité sociale. Elle montre des configurations sociales en mouvement et brise l'illusion de la longue permanence des sociétés, celles-ci montrant davantage l'aspect d'une oeuvre jamais achevée et toujours à refaire[19].

Dans cet éternel recommencement, la dynamique des sociétés peut s'analyser sur deux niveaux dans la mesure où l'impulsion du changement peut venir de l'intérieur comme de l'extérieur.

La société peut- être en contact avec une autre culture qui crée dès ce moment un besoin de changement ou de rupture de l'équilibre social interne pouvant passer au changement. Parlant de ce phénomène, Georges BALANDIER introduit la notion «*dynamiques du dedans*» pour l'impulsion interne et de «*dynamique du dehors*» pour ce qui est de l'impulsion externe[20].

S'agissant des dynamiques du "dedans",elles sont liées à une rupture de l'équilibre écologique ,au jeu des contradictions et antagonismes sociaux,au rôle de l'innovation et de l'invention,etc. Sous ces divers aspects, ce sont les facteurs endogènes de transformation qui sont appréhendés.

A l'inverse, les changements socio-culturels dits exogènes "du dehors" s'expliquent par référence aux relations que toute société entretient avec l'extérieur. Cependant, tous ces processus se font à travers ce que nous avons appelé «mouvement social».
Comment dès lors, du champ social le "mouvement" passe au champ politique?

Il semble qu'un trait propre doit être attribué aux mouvements sociaux: ils sont profondément porteurs d'une protestation. Celle-ci est un fondement de l'entreprise collective que ces mouvements sociaux constituent et c'est par elles qu'ils cherchent à obtenir des changements.

---

[17] BALANDIER (G), Sens et Puissance, Paris, PUF, 1971, p 8.
[18] Idem, p 8
[19] Ibidem, p13
[20] Ibidem, p17.

De là, nous sommes en droit de nous poser cette question: Quels sont donc les rapports qu'un mouvement social peut donc avoir avec le pouvoir politique?

D'emblée, il faut signaler qu'un mouvement social n'a pas nécessairement au départ une visée politique, il est souvent fort éloigné de prétendre à la conquête du pouvoir d'Etat. Cependant, un mouvement social est toujours, à un certain degré, accusé de *politique* ne serait-ce que par ses implications sur ce plan mais peut-être plus encore parce que la ligne protestataire dont il est porteur le conduit presque inévitablement à une confrontation avec les autorités publiques qui représentent, si l'on peut dire, une mise à l'épreuve de ses ambitions. Dès lors nous avons du mouvement social une définition plus complexe:

> *"Un mouvement social est une série d'interactions entre les détenteurs du pouvoir et des personnes prétendant avec succès parler en faveur d'un ensemble de gens manquant de représentation formelle "* [21] .

Ici, il y a l'intervention de la dimension politique du mouvement social en vertu de laquelle un mouvement social est une série d' interactions au cours de laquelle ces personnes représentant le "mouvement" formulent publiquement des revendications de changement de la distribution ou de l' exercice du pouvoir.

Cette interaction peut se réaliser dans une confrontation et peut prendre des formes diverses selon qu'elle est plus ou moins radicale, selon aussi qu'elle comporte ou non un recours à la violence, mais elle reste une dimension significative dans le déroulement des mouvements sociaux.

Alain TOURAINE défend une conception très exigeante des mouvements sociaux qui se reconnaîtraient à la fois en mode d'action, à de participants et peut-être surtout à un enjeu. Les mouvements sociaux consistent en effet selon TOURAINE en une « *action conflictuelle* » portée par un « *acteur de classe* » s'opposant à son adversaire de classe pour le contrôle du « *système d'action historique* », la direction de l'historicité[22].

C'est sur cette transition du mouvement social de l'aspect social vers le champ politique que nous allons axer notre étude du "mouvement" du point de vue politique.

b. Du point de vue de la science politique.

Nous avons vu que le «mouvement» est une action collective, spontanée ou dirigée tendant à produire un changement d'idées, d'opinions ou de situations dans l'organisation sociale ou encore l'organisation politique qui mène cette action.[23]

Compte tenu de cette définition, ce changement d'idées et d'opinions et d'organisation sociale se fait donc dans une entité politiquement organisée.

---

[21] TILLY Charles cité par F.CHAZEL," Caractérisation élémentaire du mouvement" in R.BOUDON (dir.), op.cit. p.268.

[22] BOUDON(R), Traité de Sociologie, Paris, PUF, 1992, p 265

[23] Dictionnaire Micro Robert, op. cit. p.691.

Pour nous assurer la compréhension de nos lecteurs, définissons au préalable ce qu'est le concept de «*politique.*»

Selon Gérard BURDEAU, si le système social est une agrégation de sous-systèmes sociaux, il reste que le système politique est au centre du système social pour jouer le rôle de gestionnaire social en ajustant et en réajustant son action suivant l'environnement social et les différentes aspirations des sociétaire[24].
Dans la gestion de la cité existante, le (la) politique est confronté(e) à deux contraintes:
-le maintient de l'ordre, c'est-à-dire maintenir la cité dans l'ordre établi.
-assurer la transformation de la cité pour assurer la meilleure existence des citoyens.

Cela aboutit à une situation dialectique qui est cependant le moteur de la dynamique politique, donc de la vie de la cité.

2. La dynamique générale des systèmes politiques.

L'examen des forces politiques fait connaître les énergies motrices de la dynamique politique, connaissance nécessaire mais pas suffisante puisqu'il faut encore savoir comment elles s'agencent et selon quelle modalité s'exerce leur action. A cette fin, l'approche la plus simple est de considérer ce à quoi elles tendent car il va de soi que leurs rivalités et leurs ententes, leurs points d'application, leur efficacité sont fonction de leurs objectifs.

Or, ceux-ci qui ne sont évidemment pas différents de la raison d'être de toute politique peuvent être groupés sous deux rubriques: la gestion de la cité existante et sa transformation pour la rendre toujours plus accueillante, plus conforme aux voeux de ceux qui y vivent.

On peut dès lors admettre en une première approximation qu'il existe des forces d'ordre plus spécialement appliquées à la gestion et par conséquent vouées à la conservation de la société telle qu'elle est et, des forces de "mouvement" qui visent à la transformer. Comme la gestion de la cité incombe aux gouvernants, on est conduit à considérer comme forces d'ordre celles sur lesquelles ils s'appuient alors que les forces de " mouvement" sont celles qui leur résistent ou les combattent puisque, de part leurs objectifs mêmes, elles contestent la valeur de l'ordre existant[25].

S'il est indéniable qu'il existe dans le groupe des énergies conservatrices, ce n'est pas obligatoirement et exclusivement en les mettant en oeuvre que les gouvernants pourvoient aux besoins de la société. Le meilleur moyen de rendre supportable les imperfections est donc aujourd'hui d'introduire l'espoir d'un lendemain meilleur.

> *" Ils utilisent alors le dynamisme des forces novatrices pour adapter celles des structures sociales qu'il est en leur pouvoir de modérer aux aspirations qui s'expriment dans la société"* [26]

---

[24] BURDEAU (G), Traité de Science Politique. La dynamique politique .Tome 3, Paris, L.G.D.J, 1968,2è Éd, p449
[25] Idem p.449
[26] Ibidem, p450.

Cependant, les deux pôles politiques autour desquels gravitent divers aspects de la vie politique:la lutte pour le pouvoir et la gestion du pouvoir ne s'opposent pas dans un antagonisme irréductible; ils se combinent de telle sorte que la dynamique politique enregistrant leurs interférences nous enseigne que la politique n'est en définitive que « *l'art de l'ordre avec du mouvement* ».

Cet art de faire de l'ordre avec du "mouvement" intègre alors la notion de « *fonctionnalisme*», notion chère à Karl DEUTSCH. Ce mouvement porté par les forces novatrices est donc perçu comme des « *in puts* » émis par les sociétaires. Cet art apparaîtra donc comme une réponse, des « *out puts* » d'un régime politique efficace et qui a l'aptitude de répondre aux « *demandes* » des autres secteurs de l'environnement social.

Partant du postulat selon lequel toute société (et /ou régime politique) se meut et se transforme ou se bloque à partir des problèmes qui s'y développent, ces problèmes s'ils sont connus deviennent des enjeux. Des acteurs se mobilisent pour enlever ces enjeux. Le changement ou le blocage résulte de l'interaction des acteurs confrontés à des problèmes érigés en enjeux[27]. On aboutit à un processus et un raisonnement similaire à ce qui précède.

En effet, l'action politique résultant de l'interaction de différents acteurs pour le changement, c'est-à-dire le " mouvement", met face à face deux groupes d'acteurs :
-ceux qui sont pour le changement : ce sont les forces de mouvement.
-ceux qui sont pour l'ordre existant: ce sont les forces dites conservatrices.

Face à une situation pareille, la solution la plus constructive est de tenir compte des aspirations des forces de "mouvement" et de voir en elles ce qui est constructive. A ce propos, Rudolf REZSOHAZY nous propose différentes options qu'un pouvoir peut prendre en pareille situation. Trois options sont donc prévisibles[28]:
-la conservation
-la réforme
-la révolution

a. La conservation.

Il s'agit d'une option qui vise à maintenir le système politique dans son état « *actuel* » et se traduit par la résistance au changement .C'est ce que les sociologues appellent le « *dilemme de la routine et de l'innovation*»[29].

La volonté de conservation procède de la peur car le souci de sécurité y joue un rôle important: le changement perturbe et déstabilise, menaçant du même coup les positions dominantes. Le sentiment de sécurité est donc un puissant inhibiteur de tout changement. Dès lors, la conservation se réalise selon trois axes :
-les répressions envers les forces de mouvement ou de changement.
-les résistances passives ou le pouvoir en place adopte l'attitude de « *containment* ».
-les concessions : le pouvoir fait quelques concessions qui, d'une manière ou d'une autre impliquent un changement, si minime soit-il.

---

[27] REZSOHAZY (R), Pour comprendre l'action politique et le changement, Louvain-La-Neuve, 1996, p1.
[28] Idem, op. cit. pp23-24.
[29] MENDRAS (H), Eléments de Sociologie, Paris, Armand Colin, 1984, p216.

La politique des concessions est une politique adaptatrice qui tient compte de la spécificité de l'environnement socio-politique.

b. La réforme.

Il n'est pas inutile d'insister une fois encore sur la fluidité des distinctions entre les différentes modalités de changement. La conservation au prix des concessions peut aboutir imperceptiblement en une véritable réforme. Il arrive aussi qu'un régime qui veut se réformer perde le contrôle des opérations ou les déclenche trop tard et aboutit à la révolution. C'est par exemple les Etats Généraux de 1789 suspendus depuis 1664 en France

c. La révolution.

Au 19ème siècle et au début du 20ème siècle, le débat qui divisait les socialistes faisait les uns des révolutionnaires et d'autres des réformateurs. Aussi, toujours est-il utile de signaler que *la révolution est l'étape où les forces de mouvement se manifestent dans leur paroxysme.* La révolution veut donc la rupture avec l'ordre ancien là où le "mouvement" prône les réformes et les améliorations à travers des différentes transformations.

3. La dialectique de l'ordre et du "mouvement".

La dialectique se définit selon Hegel comme une évolution des relations sociales par opposition successives. Appliqué en science politique et surtout en ce qui nous concerne sur le "mouvement" et ordre, il y a une opposition infini entre les deux univers on passe successivement de l'ordre au mouvement et du mouvement à l'ordre.

Toujours menacé et toujours rétabli, l'ordre politique apparaît comme un équilibre fragile auquel concourent les impératifs du politique et les exigences de la politique. C'est ce jeu de deux tendances contradictoires apparemment qui fait la dynamique politique une dialectique où leur affrontement se résout par dépassement.

L'ordre se défend en absorbant le "mouvement" et le "mouvement" s'affaire en s'inscrivant dans l'ordre. Mais la solution d'ailleurs toujours provisoire n'est possible que parce que l'équilibre se rétablit sur des bases nouvelles. A ce sujet, BURDEAU fait une synthèse suivante :

"*Cette dialectique qui est le rythme même de toute vie politique ne peut être comprise que dans la mesure où l'on prend conscience de la solidarité profonde des éléments qu'elle combine : l'ordre étant du mouvement assimilé, le mouvement étant de l'ordre en puissance*". [30]

a. L'ordre : du "mouvement" assimilé.

C'est une conception inexacte de l'ordre politique que d'y voir un ordre statique, une structure figée, troublée de temps en temps par une secousse qui viendrait en modifier l'économie.

---

[30] BURDEAU (G), op. cit. p456

Ce qui ressort au contraire de l'observation de la réalité, c'est la mobilité des formules qui donnent à l'ordre sa substance concrète.[31] Bien loin d'être inerte, il apparaît comme un cadre dont le contenu est renouvelé par un perpétuel "mouvement".

Il est bien vrai, en effet, que tout se passe comme si chaque société cherchait à intégrer à son ordre les impératifs afférents aux forces de "mouvement" qui l'animent. Cependant, le constat est que certaines de ces forces se refusent à l'intégration et que d'autres qui s' y prêtaient s'en voient écartées. Le pouvoir trie donc celles qui peuvent être intégrées et celles qui en aucun cas ne peuvent être associées aux énergies qui orientent le groupe considéré.

Bien souvent, les forces de "mouvement" qui sont novatrices trouvent en face d'elles un pouvoir qui non seulement leur résiste mais les combat en utilisant pour cette lutte, la règle. Ce qui nous conduit alors à renverser notre position initiale et dire que l'ordre est du *«mouvement refusé»*.

Ce rôle du pouvoir ne ressort pas seulement de l'analyse théorique ; il s'impose à l'observation la pus dénuée d'arrières pensées systématiques. Que font, en effet les gouvernants si non, après avoir enregistré les aspirations ou les exigences qui se manifestent dans les différentes couches de la collectivité en retenir certaines pour les satisfaire par un aménagement adéquat par la réglementation[32] ?

Ce faisant, ils enrichissent l'ordre existant en lui assignant les objectifs qui étaient ceux-là mêmes des forces de mouvement.

Il existe deux manières pour les forces de "mouvement" de chercher à introduire dans l'ordonnancement juridique les revendications qu'elles expriment[33].

1. La première consiste à amener les gouvernants établis à en consacrer la valeur en aménageant la réglementation de telle sorte qu'elles puissent être satisfaites.

Tous les régimes démocratiques comportent des procédures d'élaboration des textes qui visent à en assurer le rajeunissement mais ce procédé comporte des limites : il n'est utilisable que dans la mesure où les gouvernants estiment que les exigences formulées sont compatibles avec la politique qu'ils entendent mener. Par conséquent, plus les exigences de "mouvement" seront novatrices, moins elles seront prises en compte et intégrées sous peine de voir l'ordre submergé.

2. Il leur faut donc recourir à la seconde voie qui conduit non plus à se servir des gouvernants, mais à les changer. Ce procédé est beaucoup plus efficace puisque s'il réussit, ce n'est pas telle ou telle mesure qui viendra consacrer le succès du "mouvement", c'est plutôt l'attitude générale de la nouvelle équipe qui garantira que, désormais son programme sera suivi ; au moins pour l'essentiel.

---

[31] REZSOHAZY(R), op. cit, p23-24.
[32] BURDEAU (Georges), op. cit, p457.
[33] Ibidem, p459.

On voit par là que la compétition dont le pouvoir est l'objet, bien loin de provoquer une rupture de l'ordre, n'est au fond qu'une phase de la démarche dialectique qui lui permettra, en se renouvelant, d'assimiler le "mouvement".

b. Le "mouvement" : de l'ordre en puissance.

Si l'ordre apparaît comme fait et fruit du "mouvement" qu'il intègre, à l'inverse le "mouvement" a pour moteur l'idée de l'ordre qu'il tend à établir. C'est à travers des critiques des élites exclues du pouvoir que les gouvernants peuvent ajuster leur ligne politique.

Si la lutte pour le pouvoir est une des formes les plus constantes de la dynamique politique c'est parce que le pouvoir est un instrument à créer de l'ordre, des règles et de l'ordonnancement juridique. Le pouvoir inclut en lui un ordre, l'ordre d'aujourd'hui s'il s'agit du pouvoir établi ; l'ordre de demain s'il s'agit de ces pouvoirs de fait que suscite la représentation d'un type de société distincte de celle qui existe. Il n'est pas surprenant que dans ces conditions le facteur le plus déterminant de la lutte soit la séduction exercée par l'ordre qu'en cas de succès, elle permettra d'instaurer.

Mais si les forces de mouvement l'emportent et imposent leurs vues, c'est dans ce qu'il y avait de constructif que s'enracineront les nouvelles règles. En partant des phénomènes révolutionnaires, Gorges BURDEAU dit ceci:

> " *L'expérience que nous avons des révolutions qui ont triomphé atteste la nécessité de distinguer en elles ,dans l'élan qui les portait ce qui n'était que forces subversives et ce qui était forces constructives* "[34]

En définitive, l'ordre n'exclut pas le mouvement puisqu'il y trouve sa substance et le mouvement ne saurait être antinomique à l'ordre puisqu'à terme, c'est en lui qu'il trouve sa raison d'être en lui cherchant toujours la petite bête. Il y a donc entre l'ordre et le mouvement un rapport dialectique tel que l'ordre ne triomphe du "mouvement" qu'en absorbant son énergie (revendication, aspiration, critiques,) tandis que le "mouvement" vise à un dépassement de l'ordre qui ne s'accomplit que par l'avènement d'un ordre neuf.

Cette dialectique qui est la dynamique politique même se résume en une interaction de nature différente selon le type de société considéré[35]. Rudolf REZSOHAZY aboutit à trois types d'interactions et trois types de sociétés correspondantes à partir de ce qu'il a appelé "constellations de base" en tenant compte des relations existant entre les acteurs en place les constellations se définissant comme :

> "d*es structures initiales de l'ensemble social étudié ainsi que l'enchaînement des événements jusqu'aux derniers faits qui vont créer la constellation d'action (---)* " [36]

---

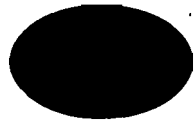
[34] BURDEAU (G), op cit, p 461

[35] REZSOHAZY (R), Action et changement .Méthode d'analyse des dynamiques sociaux et historiques, Louvain, Institut des Sciences Politiques et Sociales, 1973, p16.

[36] REZSOHAZY (R), Action et----,op cit, p 16

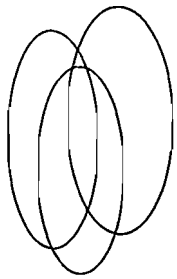
Ainsi, on about à trois types de constellations et donc trois types d'interactions et trois types de sociétés.

1. Constellation d'action à base de large consensus : ce type concerne les sociétés fortement intégrées



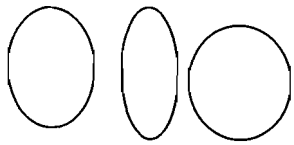
Ces sont les sociétés démocratiques qui se fondent sur le consensus et les points de vues sont tellement proches que la propension à la contestation est proche de zéro. Cela signifie que l'ordre existant n'a pas à être bousculé et qu'il tient compte des aspirations des forces de mouvement et y réserve une satisfaction. Le pouvoir échappe donc aux coups malveillants des forces de mouvement car on a la confiance en l'ordre existant, au pouvoir en place et aux gouvernants.

2. Constellation d'action à moyenne cohésion.



Ce sont les sociétés à moyennes cohésion .Ce sont des sociétés qui se cherchent encore au niveau du consensus social et/ou politique. Des points de vues peuvent être compatibles mais cela n'empêche pas des agitations fréquentes.

3. Constellations à conflits ouverts.



Ce cas concerne les sociétés désintégrées où le consensus n'existe pas. Pour ce type de société donc, les acteurs ont des vues divergentes, ce qui rend impossible la conclusion d'un accord commun. Les forces de mouvement sont perçues dans ces sociétés comme des semeurs de troubles, des ennemis de la nation à abattre par tous les moyens.

B. Le concept de "révolution".

Le concept de "révolution" a fait la fierté de l'humanité au Siècle des Lumières qui a consacré le triomphe de la raison. Il revêt dès ce moment un caractère d'innovation et permet à l'homme d'être le maître de son destin. Ce progrès dans tous le domaines inauguré par le Siècle des Lumières n'a pas épargné le domaine politique. Désormais, aucun régime politique ne pourra plus s'établir contre la volonté des sociétaires. Avec cette nouvelle donne, la brutalité et l'illégalité est désormais l'un des moyens pour arriver au régime

politique souhaité et imaginé.

1. Définition du concept de "révolution".

D'emblée, une problématique entoure la définition du concept de "révolution". En effet, la révolution peut se définir comme un changement important et rapide dans la vie d'un peuple. Ces changements pouvant concerner aussi bien des actes sociaux ou politiques que des actes techniques. C'est pourquoi par extension tout changement qui bouleverse l'ordre dans un domaine est ainsi considéré comme "révolution" d'où on peut parler de "révolution" agricole, technologique, économique, etc.

Au sens mécanique, la révolution peut désigner la rotation d'un tour complet autour d'un axe et le temps mis sera appelé le temps de révolution.

En politique, Gérard CONAC et Jean Jacques CHEVALLIER nous propose la définition suivante de la révolution :

> « (--) *un événement violent ou une série d'événements violents qui changent, bouleversent le régime politique:entendant par là la forme du gouvernement et son aménagement (ainsi on passe de la monarchie à la République, il y a bouleversement politique»*[37].

Dans *Political Order in Changing Societies*, HUNTINGTON définit la "révolution" comme :

> "*Un changement interne, à la fois rapide, fondamental et violent dans les valeurs et les mythes dominants d'une société,dans sa structure sociale dans ses institutions politiques ainsi que dans les activités politiques de son gouvernement*"[38].

Si la révolution passe par le renversement du régime en place sans modification, c'est une révolution sans révolution ou simplement une *"révolution de palais"* comme nous le dit bien Albert SOBOUL:

> "*Une révolution ne consiste pas uniquement dans la prise du pouvoir, mais dans une transformation profonde des structures sociales.* "[39]

Pour DECOUFLE, la révolution peut se définir comme:

> "(...) *une rupture de l'histoire, ligne de crête divisant les temps et avec eux les pensée , les moeurs, les curiosités,les langages -mêmes ,en un avant et un après absolument antagonistes et apparemment inconciliables*"[40].

---

[37] CHEVALLIER (J.J) et CONAC(G),Histoire des Institutions et des régimes politiques de la France de 1789 à nos jours ,Paris ,Dalloz,,8è éd,1991,p461.

[38] HUNTINGTON (S), cité par (M) GRAWITZ et (J). LECA, Traité de science politique .Les régimes contemporains, Paris, PUF, 1985, p461.

[39] SOBOUL (A), La révolution Française, Paris, Editions sociales, 1983, p585.

[40] DECOUFLE (A), Sociologie des Révolutions, Paris, PUF, 2è éd, 1970, p 5.

Ici, DECOUFLE montre la volonté de rupture entre le passé et le présent en créant une nouvelle histoire car le passé apparaît comme obscur. Cela repose sur la vision négative et révoltante du passé. La "révolution" apparaît donc ici comme une rupture et une déviance de l'histoire.

La "révolution" n'est ici ni succession de dates, ni accumulation d'actions, elle tend d'être une «nouvelle donne» de l'histoire, une entreprise originale ou rien n'a plus de sens parce que tout a un nouveau sens.

La "révolution" tout à la fois abolit et recrée jusque dans les signes. «*L'an 1er de la République*» marque pour les Français de 1792, le début d'une ère nouvelle, comme déjà l' «*an 1er de la liberté*» pour les anglais de 1648. Dans l'un et l'autre cas, les signes s'appuient sur des rites irréversibles :
-dans le premier cas le procès et la condamnation à mort de LOUIS XVI ;
-dans le second : l'exécution de CHARLES Ier.

Il fixent les «points de non retour de la révolution», la coupent du passé ante-révolutionnaire, la contraigne à une aventure de nouveauté.

BAECHLER quant à lui voit dans la "révolution" :"(---) *les formes de remise en question de l'ordre relevant du conflit"*[41]

Cette définition n'accorde pas beaucoup d'importance à la portée de la "révolution" et se rapproche du formalisme juridique qui considère la "révolution" simplement comme le processus de prise illégale du pouvoir.

Une définition plus complexe nous est donnée par REZSOHAZY, laquelle définition insiste sur au moins quatre critères que sont:
-l'enjeu de la révolution.
-la voie pour laquelle la révolution se réalise
-les moyens d'actions.
-les impliqués dans la révolution.

REZSOHAZY introduit aussi la notion de «légitimité.»[42] et nous apprend que toute révolution est précédée d'une crise de légitimité, laquelle légalité d'un régime lui est conférée par la reconnaissance de ses origines et de son fondement ainsi que par sa capacité de résoudre les problèmes collectifs.

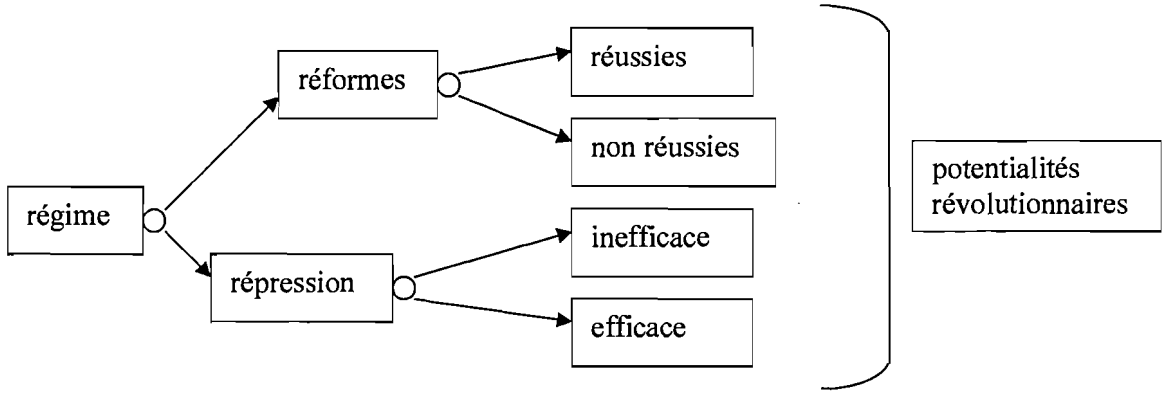
Si le régime n'est plus réputé légitime, il est considéré juste de le renverser et d'emprunter à cette fin des voies mêmes illégales. La crise de légitimité provoque une rupture de consensus et, tout régime quelque soit sa nature, s'il ne satisfait pas les attentes de ses gouvernés perd sa légitimité. REZSOHAZY va plus loin et nous montre comment face à un régime politique quelconques les potentialités révolutionnaires peuvent naître[43].

---

[41] BAECHLER (J), Les phénomènes révolutionnaires, Paris, PUF, 1970, p33.

[42] REZSOHAZY(R), Comprendre.., op. cit.p44.

[43] Ibidem, p53.



Dans toutes les définitions, il y a des éléments qui reviennent chaque fois soient: la violence, la rupture avec le passé et l'espoir en l'avenir. Dans la révolution, il y a une ferme volonté d'un changement radical.[44]

Il y a donc dans l'élan révolutionnaire l'espoir d' échapper au monde devenu vieux par ses injustices ,ses problèmes multiples pour trouver refuge dans le nouveau « monde» porté par le projet révolutionnaire. L'idéologie y joue un rôle déterminant.

2. Evolution historique du concept de "révolution".

a. Evolution historique.

Dès l'Antiquité, la "révolution" a préoccupé les auteurs du moment qui pourtant avaient une vision cyclique de l'histoire[45]. A l'origine, le concept est d'ordre *astronomique* et *mécanique* désignant le mouvement d'un mobile parcourant une courbe fermée.

Ce sens se retrouve aussi dans les premières utilisations philosophiques du terme sous la forme du *retour éternel des choses*. Le mot va prendre un sens nouveau dans la littérature Italienne du 14ème siècle où il désigne l'entreprise consistant à libérer une collectivité d'un tyran pour rétablir l'ordre ancien. Il a là la volonté «*conservatrice*» par le retour au «*vrai ancien*»[46].

Jusqu'à ce moment, il manquait les idées du commencement radical, ouvrant une ère nouvelle de la rupture complète avec le monde ancien et la fondation d'un ordre nouveau. Comme Hannah ARENDT le démontre bien, la conception moderne du phénomène n'émerge qu'à la fin du 18ème siècle à travers les révolutions américaine et française.[47].

Elle se cristallise dès lors autour des thèmes de bouleversement radical, de nouveauté absolue et de violence, et y ajoute un élément emprunté selon le même auteur, à l'ancienne vision astronomique, celui de l'irréversibilité. Après, le Socialisme, le Marxisme et le Léninisme donneront au concept une autorité extraordinaire.

---

[44] Parmi les moyens utilisés, le recours à la violence caractérise les révolutions. Aussi bien les défenseurs du régime que les opposants en font usage. C'est une lutte à mort où les rapports de forces apparaissent à nu.

[45] GRAWITZ (M) et LECA (J), Traité de Science Politique. Les Régimes Contemporains, Paris, PUF, p635.

[46] FREUND (J), L'essence du Politique, Paris, Ed Sirey, 1986, p570.

[47] Ibidem, p572.

Cependant, en dépit de son orientation moderne et progressiste, la "révolution" a continué à se nourrir de son ancien sens, en particulier de l'idée de retour. Elle veut retrouver la nature, c'est-à-dire la réalité et la vérité fondamentale de l'homme que le développement historique aurait obscurci. Ainsi, ROBESPIERRE voyait dans la "révolution":

> *"Le moyen susceptible de mettre fin à la corruption par l'institution d'une République aux vertus simples, modestes et naturelles."*

Incontestablement, le retour à l'homme vrai, à la nature véritable de l'homme constitue l'objet de la "révolution". On trouve dans le Marxisme une relation analogue entre l'homme et la nature qui donne son sens à la "révolution". La nouveauté est que cette relation est dialectique.

b. Origine du concept de "révolution".

La "révolution" entendue comme renversement du pouvoir établi avec l'appui des masses ou du peuple sous l'autorité des groupes animés par un programme idéologique a sa source dans la littérature du 18ès. [48] Deux idées semblent avoir inspiré le concept.

1°. L'idée de progrès.

Le 18ème siècle a fait de l'idée de progrès, bien qu'antérieur à lui, un thème agissant. A la croyance aux infinies possibilités de raison que lui lègue DESCARTES, le 18ème siècle ajouta sa propre foi en la perfectibilité des sociétés humaines[49].

En ce siècle des Lumières, au nom de la perfectibilité des sociétés, on exige les réformes qu'imagine la raison si bien que finalement on arrive à considérer que l'histoire politique est «*l'histoire des Révolutions, c'est l'histoire du progrès*»[50]

Là encore, il s'agit d'une attitude innocente qui envisage beaucoup plus favorablement une évolution qu'une refonte brutale de la société existante. Mais cela n'empêche pas que l'idée de "révolution" trouve sa place dans cette logique: *si le pouvoir refuse à se plier à cette loi de l'histoire qu'est la transformation continue des institutions, il y sera contraint parce qu'aucun despote ne peut arrêter l'irrésistible mouvement du progrès*[51].
Et c'est ainsi que l'idée de "révolution" acquiert sur le plan théorique le caractère d'instrument de rénovation sociale.

2°. L'idée du droit naturel.

Si la loi du progrès exige de constantes réformes, faut-il encore qu'elles soient justifiées. Le droit naturel a ce rôle. Il apparaît ainsi comme la règle d'or de toute organisation.[52]Il confère

---

[48] BURDEAU (G), Traité de Science Politique. Le statut du pouvoir dans l'Etat, 2è éd, Paris, LGDJ, 1977, p583 et FREUND (J) Essence du ...., op. cit. p570.

[49] Cette foi en la perfectibilité humaine fait référence aux différentes découvertes combien utiles pour l'humanité et de la triomphe de la raison comme valeur suprême

[50] CONDORCET, Esquisse des progrès de l'esprit, Oeuvres, Ed de l'eau, p124 cité par BURDEAU (G), Traité....le statut.., op. cit. p584.

[51] REZSOHAZY (R), Pour comprendre,....op. cit.p21

[52] Que ce soit les ennemis ou les amis de l'absolutisme tous s'accordent sur l'origine de l'organisation en société.

à l'homme un droit de créance contre la société; il existe en lui un minimum de droits intangibles qu'il tient non pas de telle législation existante, mais de sa nature.

Pour John LOCKE, à la différence de HOBBES, si les hommes acceptent de se dépouiller de leur liberté en se mettant en société ce n'est pas pour conquérir des droits mais pour garantir ceux qu'ils possèdent. C'est pour conserver leurs personnes, leurs libertés, et leurs propriétés.

C'est bien de ces idées que pourra se réclamer la Déclaration de 1789 lorsqu'elle proclame en son art1 que les « *hommes naissent libres et égaux en droits*» et dans son art 2 que: «*le but de toute association politique est la préservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme*». Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression.

A cela LOCKE ajoute que «*Le peuple garde toujours le pouvoir de se libérer des entreprises de toutes sortes de puissance, mêmes de leurs législateurs s'ils venaient à être méchants pour former des desseins contre les libertés et les biens propres des sujets.*»[53]

3 .Les facteurs de "révolution".

Déterminer les causes d'une "révolution" consiste à valoriser tel ou tel facteur pour le faire la cause d'une "révolution" en laissant à l'ombre d'autres variables dont l'absence ou la présence déterminent les situations concrètes[54]. Cependant, s'il est impossible de cerner les causes d'une "révolution" dans leur totalité deux tendances peuvent se dégager[55] : les théories économiques et les théories politiques.

S'agissant des explications économiques des révolutions, on note deux tendances : la tendance marxiste et la tendance libérale.

a. La théorie Marxiste des révolutions.

Cette vision marxiste fonde l'origine des révolutions sur des facteurs économiques basés sur le postulat de l'existence de deux classes antagonistes et toujours en lutte. Ces deux classes sont la bourgeoisie (possédante) et le prolétariat (pauvre et exploité). Ne pouvant plus supporter l'exploitation et la domination qu'il subit de la part de la bourgeoisie, le prolétariat déclenche une révolution[56].

Héritier de MARX, LENINE considère que la "révolution" d' octobre 1917 s'inscrit dans le développement historique du système économique. Pour ce penseur et acteur de la révolution, les inégalités qu'induit le système capitaliste conduit à une "révolution" qui se réalise dans le socialisme et le communisme.

---

[53] LOCKE (J) cité par BURDEAU, in Traité....Le statut... op. cit. p534.
[54] BAECHLER (Jean), op cit, pp 9-10
[55] NIMUBONA (J), SYLLABUS/ Cours de Théories et Systèmes Politique, U.B, Année Académique.2003-2004, pp82-83.
[56] Marx cité par BAECHLER, op cit, p 160.

b. La théorie libérale des révolutions.

Pour les libéraux comme L P EDOUARDS, le projet révolutionnaire naît d'abord dans le groupe des intellectuels qui font défection et affaiblissent la classe dirigeante et sapent l'ordre établi[57].

Toute une autre classe trouve la racine du phénomène révolutionnaire dans le ressentiment qu'éprouvent les classes inférieures à l'égard des privilégiés.

Une troisième direction insiste sur la contradiction explosive qui peut apparaître entre la volonté d'accession qui apparaît dans les couches inférieures de la société et les possibilités objectives que l'ordre offre à ces ambitieux. Ces idées sont soutenues par James DAVIES pour qui la révolution éclate quand il y a un fossé entre les aspirations légitimes du peuple et les décisions du gouvernement.

Enfin vient la thèse de la frustration développée par les FEIERABAND et qui serait aussi un facteur de révolution. Cette thèse s'inspire de la psychologie de BERKOVITZ selon laquelle la révolution découle de la frustration mais avec une nuance. Ce ne sont pas les gens pauvres depuis longtemps qui font la révolution. Ce sont ceux qui voient leur niveau de vie baisser qui font la révolution[58].

S'agissant des explications politiques des révolutions, elles se résument dans cette assertion de PARETO:

> *'Les révolutions se produisent parce que, soit à cause du ralentissement de la circulation de l'élite, soit pour une autre cause: des éléments de qualité inférieure dans les couches supérieures .Ces éléments ne possèdent plus les résidus capables de les maintenir au pouvoir (..) tandis que les couches inférieures développent les éléments de qualité qui possèdent les résidus nécessaires pour gouverner et qui sont disposés à faire usage de la force''*[59].

Postulant que «toute société est grosse d'une révolution en permanence mais que cette possibilité ne se réalise que très rarement» REZSOHAZY explore une autre piste d'explication des causes des révolutions en axant sa démonstration sur l'existence de quatre facteurs qui sont les facteurs , économiques ,politiques ,sociaux ,et éthiques[60].

Pour lui donc, les facteurs économiques sont moins efficaces. Cependant, il est certain qu'un phénomène comme la mutation industrielle du 19ès n'a pas manqué d'introduire toute une série de perturbations par l'instabilité fondamentale qu'elle a introduit dans les genres de vie.

---

[57] L.P-EDOUARDS, The Natural History of Revolution cité par BAECHLER, op. cit. p9
[58] NIMUBONA (J), Cours de Théories et Systèmes politiques, op cit, p83
[59] PARETO.V, Traité de Sociologie Générale cité par BAECHLER, op cit, pp160-161
[60] REZSOHAZY (R), Comprendre.., op cit, p51.

4. Typologies des révolutions.

On éprouve des difficultés à établir une typologie des révolutions car elles sont plurielles dans la mesure où on ne peut pas mettre dans le même tas la "révolution" française et un simple coup d'Etat latino-américain car ils sont séparés par de profondes différences[61]. Deux théories peuvent être distinguées:la théorie marxiste et la théorie libérale

a. Les révolutions libérales.

Dans ce type, on reconnaît les révolutions anglaise, française, américaine et d'autres comme celles des années 1830 en Europe. Dans ce genre de révolutions, *la liberté* est la cause de la lutte d'où d'ailleurs elles tirent le qualificatif « de libérales ».

b. Les révolutions socialistes- marxistes.

Dans ce type on y met la "révolution" russe d'octobre 1917, la révolution cubaine de 1959, la révolution chinoise de 1949 et d'autres révolutions en Europe Orientale après la 2ème guerre mondiale qu'on a souvent qualifié de révolutions importées ou de révolutions par le haut.[62] Dans ces révolutions, *l'égalité* est la cause de ces soulèvements.

c. Les révolutions islamistes.

Dans ce type de révolutions, le type idéal est incarné par la révolution Iranienne de 1979 qui a transformé l'Iran, à cette époque une monarchie constitutionnelle pro-occidentale, sous le règne du Shah Mohammad REZA POHALVI, en une République islamique et populiste sous la direction de l'Ayatollah Ruhollah KHOMEINY. Désormais, tout doit se référer au Coran et il est instauré la suprématie de l'Islam d'où la sujétion du politique au religieux.

d. Les révolutions sociales.

Ici, on y mettrait les révolutions socialistes qui sont des révolutions qui en elles-mêmes cherchent l'amélioration des conditions de vie et de réductions des inégalités.

e. Les révolutions libertaires.

Ce sont des révolutions marginales où se manifestent la volonté de prendre le pouvoir sans forces réelles d'y parvenir. Ce sont par exemple la commune de Paris en 1871 ou encore le "mouvement" des Etudiants de Mai 1968.

f. Arrêt sur le cas particulier du socialisme révolutionnaire.

Aux tendances réformistes du socialisme représentées par Owen en Angleterre, Saint Simon et Fourrier en France s'oppose le socialisme révolutionnaire de MARX et d' ENGELS qui met l'accent sur la nécessité d'une action révolutionnaire pour assurer le triomphe du collectivisme.[63] Marx apparaît comme théoricien et engagé dans l'action révolutionnaire.

---

[61] JOUVENEL (B de), Encyclopédie Française, op cit, p666.
[62] REZSOHAZY (R), Comprendre, op cit, p50.
[63] CHEVALLIER,(J.J), Les Grandes Oeuvres Politiques de Machiavel à nos jours, Paris, A. Colin, 1970, p251

Mais c'est plus ses continuateurs qui vont réaliser son rêve. Ainsi selon Marx, le prolétariat accomplira la "révolution" la plus profonde, la première qui ne se fasse pas au nom d'intérêts particuliers.

En se libérant, le prolétariat libérera du même coup l'humanité, ce sera après une période de transition, c'est-à-dire le socialisme, la réalisation de l'idéal du communisme, l'abolition de l'Etat (Etat ulcère) de tous les conflits et de toutes les exploitations et la fin de l'histoire, la jonction définitive du bonheur individuelle et collective.[64]

L'action révolutionnaire du socialisme s'inscrit dans la droite ligne du *déterminisme* historique de Marx et des contradictions du capitalisme. Ainsi dit Marx, le développement de l'industrie condamne le capitalisme:le système de la propriété privée sera trop étroit pour contenir toutes les richesses créées en son sein. L'essor désordonné du système industriel mènera à des crises plus violentes.

Dans son ouvrage, le Manifeste du Parti Communiste, Marx et Engels montrent que l'apogée des contradictions capitalistes appelleront la seule réponse qu'exige la dialectique de l'histoire, la libération des prolétaires et l'épanouissement des forces productives:le socialisme, c'est-à-dire la propriété collective des biens de production. Alors les prolétaires renverseront le pouvoir bourgeois. Pour Marx et ENGELS, c'est l'ultime bataille.

Dans les conditions totalement inhumaines[65] que lui fait vivre le capitalisme, l'ouvrier n'a d'autres revendications ou privilèges à défendre que son existence et sa dignité humaine, que *"de chaînes à perdre "*et un monde à gagner. Ainsi s'établira la dictature prolétarienne[66].

Le socialisme tire donc son essence dans la critique rationnelle du capitalisme. Le monde débarrassé de l'emprise bourgeoise sera un monde d'abondance où tout le monde mangera à sa faim. L'Etat, devenu propriétaire des moyens de production distribuera à tout le monde selon la formule:*«à chacun selon ses besoins»*.

Tel est le «Grand Soir» que Marx promettait. Ce sera donc une société où nul n'aurait à subir l'autorité d'une classe ; et où nul ne manquerait de rien. Cela signifie que la classe prolétarienne qui gère la phase socialiste vers le communisme doit s'auto dissoudre et la dialectique s'arrêtant par là- même.

---

[64] BURNIER (M-A), op cit, p11.
[65] GUCHET (Y), La pensée politique, Paris, PUF, 1992, p117.
[66] MARX (K) et ENGELS (F), Oeuvres choisies, Moscou, Editions du Progrès, 1974, p120.

CHAPITRE II. IMPORTATION DES CONCEPTS DE "MOUVEMENT" ET DE REVOLUTION" DANS LE DISCOURS POLITIQUE BURUNDAIS.

L'histoire récente du Burundi post-colonial a vu l'usage des concepts de "Mouvement" et de "Révolution" dans le discours politique. Certes ce genre de discours s'inscrivait dans le processus de la «Grande Révolution Africaine» mais il serait intéressant de s'interroger en profondeur comment une notion vieille ailleurs de quelques siècles soit adoptée par l'Afrique en général dans la deuxième moitié du 20ème siècle et par le Burundi en particulier dans les années 60. La raison de ce chapitre est d'analyser le mécanisme par lequel les dits concepts pénètrent dans le discours politique burundais et leur présence effective.

A. Les mécanismes de naissances des concepts de "mouvement" et de "révolution" dans le discours politique burundais.

Le monde est en interrelation dans tous les domaines et les idées s'échangent facilement, passant d'une région à l'autre. Dans l'importation et l'usage des concepts de mouvement et de révolution dans le discours burundais, les facteurs endogènes et exogènes ont joué un grand rôle puisque ces concepts avaient été longtemps utilisés sous d'autres cieux.

1. Facteurs exogènes.

Les facteurs exogènes qui ont contribué à la naissance et à l'usage des concepts de "mouvement" de "révolution" dans le discours politique burundais ne peuvent pas être tous relevés mais ceux qui ont fortement joué sont la révolution sociale rwandaise, la décolonisation du continent africain et le mouvement non aligné.

a. Le modèle Rwandais.

Le concept de "révolution" est utilisé au Rwanda juste avant l'indépendance des deux pays. Les événements qui l'ont signifié auront des répercussions et des influences notables sur l'évolution des rapports entre le Rwanda et le Burundi et sur l'évolution politique interne du Burundi. C'est ce que Jean François MEDARD écrit :

> *"Les événements qui ont agité le Rwanda aux premiers temps de l'indépendance ont eu une grande importance sur la vie politique burundaise "*[67]

L'impact psychologique de cette "révolution" a été énorme et y fut présentée en modèle. A ce propos, Lemarchand pouvait écrire que *"les hutu du Burundi ne pouvaient pas rester insensibles à la révolution rwandaise, ni au* concept" [68].

Les deux pays se sont influencés mutuellement dans leurs comportements par rapports aux événements qui les ont secoués même avant l'indépendance. Le colonisateur lui aussi a mené la même politique coloniale dans les deux pays en tentant de calquer le modèle rwandais au Burundi ainsi que l'écrit REYNTJENS :

---

[67] MEDARD (J F), Etats d'Afrique Noire:Formation, Mécanismes et Crises, Paris, Karthala, 1991, p283.

[68] Lemarchand (R) cité par Jean Pierre CHRETIEN, Défis de l'ethnisme.Rwanda-Burundi : 1990-1996, Paris, Karthala, 1996, p158

> *"la politique menée(au Burundi) par la Belgique tentait de calquer le modèle rwandais de façon que le conflit ethnique pouvait mieux se comprendre comme une prophétie qui se réalise à force annoncée et inspirée par la révolution rwandaise "*[69]

Ce jeu d'influence réciproque avait poussé le professeur Nimubona à conclure qu'un phénomène de jeu miroir avait fini par s'installer entre les deux pays.

"un phénomène de jeu miroir s'est développé de part et d'autre de la Kanyaru"[70].

Cela avait conduit aux élites de ces deux pays à ne pas se quitter de l'œil l'un de l'autre et les stratégies politiques montées ici étaient suivies à la loupe de part et d'autre. D'où *les mêmes phénomènes produisent entre les deux pays des représentations mutuelles faites de perceptions conflictuelles* (...)[71].

Au Burundi, cette situation faisait que le comportement politique des élites faisait tout le temps référence à la situation politique prévalant au Rwanda depuis la colonisation jusqu'aujourd'hui. A ce propos, Julien Nimubona pouvait écrire :

> *'les acteurs politiques ont toujours appréhendé leur histoire politique comme liée à celle du Rwanda "* [72].

Les événements de Novembre 1959 au Rwanda à savoir que toute la structure de l'administration traditionnelle a été abolie et ses représentants massacrés ont été qualifiés de "révolution sociale". Rappelons que la Belgique y a joué un rôle de premier plan.
Cette qualification sera diversement accueilli au Burundi mais sera très présente dans le discours politique burundais.

S'agissant du concept de mouvement, on le retrouve dans le discours de Grégoire Kayibanda, fondateur du PARMEHUTU, qui consistait à dire :

> *"notre mouvement vise le groupe hutu outragé, humilié et méprisé par l' envahisseur (Tutsi).Nous devons éclairer la masse,nous sommes là pour faire restituer le pays à ses propriétaires .C'est le pays des BAHUTU. Le petit Mututsi est venu avec le Grand (le Blanc). La forêt a été défrichée par GAHUTU. Et alors."*[73]

Il naît dans la foulée un Parti : UHURU (Union des Hutu du Rwanda-Urundi) ainsi on voulait du Burundi un autre Rwanda"**Urundi Rwanda**"selon l'expression de Joseph GAHAMA.

---

[69] NIMUBONA (J),"Dynamiques de paix au Burundi et ses implications au Rwanda" in SHYAKA (Anastase), Résolution des conflits en Afrique des Grands –lacs. Revue critique des mécanismes internationaux, Kigali, 2004, p171

[70] Ibidem, p175

[71] Ibidem, p174

[72] NIMUBONA (J), "Dynamique de paix et au Burundi et ses implications au Rwanda" in SHYAKA A), Résolution....., op. cit, p173

[73] KAYIBANDA (G), Discours tenu en septembre 1959, cité par J.P.CHRETIEN,"La politique Rwandaise" in Génève-Afrique, Vol xxx, n° 2, 1992, p125.

Ainsi, au mois de mai 1960, dans ses résolutions, le congrès du PP déclarait « l'organisation de la vie politique au Burundi se fait dans une atmosphère malsaine et des conjonctures inéquitables .La conjoncture électorale est semblable à celle du Rwanda avant la révolution sociale »[74].

Cette prise de position du Parti du Peuple est une transposition volontaire et délibérée de la situation rwandaise au Burundi en vue de légitimer dans l'immédiat ou dans l'avenir la révolution à la rwandaise.

En plus c'est à quelques exceptions près le message du PARMEHUTU et de l'APROSOMA exporté à l'autre rive de la Kanyaru. Si l'on connaît le créateur de ces deux factions en la personne du colon Albert MAUSS et qui est devenu le financier du PP au Burundi.

D'ailleurs, une solidarité ethnique et idéologique entre les hutu du Rwanda et du Burundi s'était tissée comme le laisse apparaître cette lettre adressée au Ministre belge des colonies par quelques uns d'entre-eux le 19 octobre 1959 quelques jours avant le 1789 rwandais :

> " *Nous, soussignés, Présidents des partis politiques hutu au Rwanda, et BAHUTU évolués du Burundi, nous adressons à vous en une suprême démarche au sujet de la Déclaration Gouvernementale sur le Rwanda-Urundi. Nous voulons éviter une situation qui signifierait un asservissement, peut-être définitif, de notre peuple hutu à la classe féodale (Tutsi)* "[75].

C'est clair que les élites hutu du Rwanda Urundi ne voulaient pas que le colonisateur parte sans qu'ils aient recouvré leur liberté, après qu'ils soient totalement sortis de cet asservissement à la féodalité tutsi.

Cela montre pourquoi la révolution sociale rwandaise s'est opérée quand le colonisateur était encore là. Mais plus est cette volonté de superposer deux formes de colonisation, l'une tutsi et l'autre belge. Ici, *les serfs hutu* veulent se libérer de la "féodalité des seigneurs tutsi".

Cette rupture entre ce qui est dit *peuple hutu* sans doute en tenant compte des paramètres démographiques et ce qui est appelé castes,*féodaux,donc tutsi* est le fruit d' une politique de diviser pour régner sciemment et minutieusement menée par la Belgique et sa maîtresse de l'ombre,l'église catholique.

Cette situation caractérisée par la solidarité ethnique et l'effervescence ethnique inquiéta beaucoup le Prince Louis RWAGASORE et y fait une déclaration «*Après le Rwanda,....l'Urundi*» dans laquelle il exprime ses inquiétudes.

Cette situation était d'autant plus préoccupante que des volontés manifestes de la part du Rwanda d'inspirer la réalisation de la révolution rwandaise au Burundi se voyait dans la propagande du PARMEHUTU comme pouvait l'écrire MANIRAGABA BALIBUTSA:

---

[74] Rudi-Presse n°168 du 17 mai 1960, p1.Supplément.
[75] Extrait d'une lettre adressée au Ministre des colonies le 19 octobre1959.

U. B.

"Déjà avant même l'indépendance, le PARMEHUTU disait à l'ONU que son idéal était la libération du peuple Bantou (hutu) du Rwanda-Urundi, que l'intrigue tutsi n parviendra plus à coloniser le peuple bantou du rwanda-urundi "[76].

Ici donc, la "révolution" a la signification de la libération du peuple hutu du Rwanda et du Burundi que les tutsi ont dominé depuis la nuit des temps.
On voit que la tentative de réaliser le "Toussaint rwandais" sur le sol burundais avait eu ses prophètes.

b. La décolonisation.

Défini comme «un rejet de la domination exercée par l'Etat colonial sur le pays colonisé et l'affirmation de la personnalité de l'Etat nouveau dans tous les domaines»[77], la décolonisation est donc une autre période qui s'ouvre pour l'Afrique par rapport à la période de la soumission totale et la négation de sa civilisation et de son histoire.

L'impérialisme Européen qui avait commencé à connaître ses revers au 18ème siècle[78]encaisse un coup mortel après la seconde guerre mondiale pour s'achever vers les années 60'. L'indépendance est alors pour les pays anciennement colonisés un événement inoubliable qui met les foules en liesse lorsque les drapeaux nationaux flottent en lieu et place des drapeaux coloniaux. Le soleil brille encore, c'est la traversée du désert.

Pourquoi alors se libérer du joug colonial est-il révolutionnaire ? Si la colonisation a fait quelques réalisations bénéfiques aux colonisés, c'est plutôt et principalement à travers ses erreurs et ses abus enregistrés qu'ils la ressentent.

La colonisation était une époque de soumission totale sur tous les plans et retrouver la dignité, liberté d'être et d'agir à l'exemple de la Révolution américaine était un acte révolutionnaire. L'acte révolutionnaire sera symbolisé, entre autre par un changement toponymique. Ainsi, des noms de pays changent et les Héros des indépendances célèbrent la "grande révolution africaine".

c. Le "Mouvement" du non-Alignement.

Le "mouvement" du non -alignement est un "mouvement" qui réunit les pays ayant été à une période de leur histoire sous le joug colonial. Le "mouvement" est donc originellement anti- esclavagiste et *l'indépendance est son principe sacro-saint.*

Pour cela, il faut briser les chaînes du colonialisme pour toute puissance ayant des visées hégémoniques. Ce mouvement est né dans un contexte nouveau où les pays africains soumis recouvraient l'un après l'autre leur indépendance et que le monde était devenu bipolaire. De ce mouvement, KINYOMA pouvait écrire:

---

[76] MANIRAGABA BALIBUTSA,cité par TOYI(OSCAR),Le concept d'unité et de démocratie au Burundi sous la 3ème République ,Bujumbura,UB,Mémoire,1999,p94.
[77] GONIDEC (F) et BOURGUI (A), Les Systèmes Politiques Africains, Paris, LDGJ, 2è éd, 1978, p 90.
[78] La déclaration d'indépendance en 1776 fait des Etats-Unis le premier pays indépendant.

"Le non-alignement est une réaction contre le colonialisme,la guerre froide et contre le système bipolaire qu'imposait la compétition des deux superpuissances "[79].

Le principe de non -alignement a été généralisé à tous les Etats africains membres de l'organisation de l'unité africaine. L'adhésion à cette organisation étant subordonnée à l'acceptation d'une politique de non-alignement vis-à-vis des blocs[80]. Au Burundi, le non - alignement figurera parmi les cinq principes qui guideront la politique étrangère du Burundi.[81].

De tous ces éléments N'KRUMAH peut tirer la définition suivante du mouvement du non alignement:

"*Une révolte contre l'injustice, l'impérialisme et le néo-colonialisme*"[82]

d. L'idéologie "progressiste "

L'Afrique a acquis son indépendance dans le sous-développement et son économie restait soumise s aux séquelles du colonialisme. Cette situation devait changer pour que l'Afrique soit réellement indépendante.

L'Afrique indépendante fut donc déchirée par un conflit d'idéologie qui la divise en deux blocs opposés : le bloc Casablanca (progressiste et révolutionnaire) et le bloc Monrovia (réformiste et modéré)[83].

Le groupe Casablanca tirait son origine de la conférence de Casablanca tenue en Janvier 1961 où se retrouvaient l'Union des Etats Indépendants d'Afrique (Ghana, Guinée et Mali), la Libye, le Maroc et le Gouvernement Provisoire d'Algérie (GPRA). Ces pays avaient un discours progressiste qui s'inscrivait dans les objectifs du mouvement non-aligné et avaient des affinités avec l'URSS et la Chine populaire. Ils apparaissaient du même coup comme des anti- occidentaux.

Quant au bloc Monrovia, il se forme des pays dits réformistes modérés ayant tenu leur conférence en mai 1961 à Monrovia[84]. Ce bloc avait des affinités avec l'occident car la plupart d'entre-eux la colonisation paternaliste française[85].

Ces appellations consistaient en une importation d'étiquettes idéologiques usitées dans le cadre d'un conflit qui déchirait l'Afrique indépendante en deux blocs opposés.

En général, l'Afrique indépendante adopta un discours progressiste. Rappelons que l'idéologie progressiste vient s'intercaler entre l'idéologie capitaliste et l'idéologie marxiste qui s'affrontaient farouchement.

---

[79] KINYOMA(C), op cit, p7
[80] GONIDEC (F) et BOURGUI (A), op cit, p116 ou cfr article 37 de la Charte de l'OUA.
[81] Déclaration du Président BAGAZA à la 34ème Session de l'Assemblée Générale des Nations -Unies en 1979.
[82] BERG (E), Le non-alignement et le nouvel ordre mondial, Paris, PUF, 1980, p6.
[83] BUCHANANN (J), L'Afrique indépendante, Paris, LGDJ, 1962, pp157-162
[84] NIMUBONA (J), op cit, p444
[85] Idem.

L'idéologie progressiste axait son discours sur la dépendance économique dans laquelle l'Afrique est tombée du fait de la désarticulation de sa structure économique. Ce choix du progressisme se révèle donc être la voie d'échapper à l'emprise des puissances tant au niveau économique que politique.

Le progressisme se définit donc comme la volonté d'instaurer le progrès social ou des réformes par opposition au conservatisme[86]. Le progressisme conçoit le présent comme un développement imparfait et y trouve insatisfaction et réclame une amélioration en prônant des valeurs dites modernes.

Suite au développement inégal du capitalisme, Samir AMIN développe une thèse allant dans le même sens du progressisme des année 60 qu'il nomma : la thèse de la déconnexion[87].

La thèse de la déconnexion qui prône le divorce avec le capitalisme part du postulat que depuis des siècles le développement est inégal et que le monde autour et en dehors des régions capitalistes constitue plus que jamais une réalité homogène et indifférenciée.

Dans le système capitaliste, la périphérie fournit les matières premières et la main d'œuvre servile au moment où le centre fournit des produits industriels finis de loin chers par rapport au prix des matières premières fournies par la périphérie (Afrique). Dans ce cas, l'Afrique participe au développement de l'occident qui à son tour l'enfonce dans le sous développement. On peut alors se poser la question suivante : le capitalisme c'est le développement pour qui ?[88] et la réponse c'est pour l'occident.

Sur le plan national, le capitalisme produit une bourgeoisie menant une vie aisée en face d'une majorité de la population vivant dans une misère. C'est à cette situation d'une économie dominée, dépendante et désarticulée que l'idéologie progressiste et le bloc Casablanca qui la portait voulaient mettre fin car c'est une situation révoltante. C'est à partir de cette action africaine en général que viendra se greffer les idéologies et blocs qui se manifesteront au sein de l'Uprona même si plus tard ils se manifesteront comme des blocs ethno politiques[89]. Cette idéologie progressiste a donc contribué à la naissance du concept de "révolution" dans le discours politique burundais. Car rappelons- le, les tenants du bloc Casablanca se définissaient des "progressistes révolutionnaires".

2. Les facteurs endogènes.

Si les facteurs externes ont influencé la naissance des concepts de "mouvement" et de "révolution" dans le discours politique burundais, la part des facteurs internes n'est pas moins négligeable. En effet, la littérature coloniale sur le peuplement du Burundi, la catégorisation et la lutte pour l'indépendance ont produit des consciences et des schèmes discursifs qui ont été déterminants dans la production d'un discours intégrant les concepts de mouvement et de révolution.

---

[86] SAMIR (A), La déconnexion. Sortir du système mondial, Paris, Ed la découverte, 1986, p216.
[87] Ibidem, p5
[88] Ibidem, p12
[89] NIMUBONA (J), op cit, p.444

a. La littérature ethno -raciale.

Arrivés en Afrique des Grands-Lacs, les premiers européens sont frappés par le degré d'organisation des royaumes interlacustres. Refusant une oeuvre d'une telle grandeur à une Afrique qualifiée sauvage, les premiers écrits sur cette région seront axés sur les origines des différents groupes dits ethniques et l'organisation politico-administrative. Ainsi, l'Afrique inter lacustre fut présentée comme:

> *"Des sociétés comprenant invariablement trois groupes ethniques distincts (pygmées, bantous, hamite)et disposant chacun d'un mode de production différent (chasseur-agriculteur-pasteur)».*"[90]

Le dernier groupe étant le détenteur du pouvoir a été présenté comme une race supérieure. Cette race supérieure assimilée aux Tutsi ne pouvait qu'être à l'origine des monarchies interlacustres. Cette vision des colonialistes s'inscrivait dans la droite ligne des théories raciales sur l'inégalité des races. Cette raciologie aboutit à distinguer trois races différentes et venant des régions différentes[91].

Si les trois catégories de la population burundaise se retrouvent comme telle au Rwanda, elles ne sont pas venues des mêmes endroits ni à la même période selon les différents auteurs. Cette littérature consiste en une ethnisation de la société burundaise par l'invention de l'existence des classes conçues dan les rapports de domination où le tutsi occupe le sommet de la hiérarchie sociale.

Cette distinction de la population burundaise en trois groupes ethniques sera interprétée dans la logique de la domination des tutsi sur d'autres groupes ethniques. Cette domination est relevée par Hans MEYER en ces termes :

> *"En réalité,les Bahutu de l'Urundi ont été au cours des quatre siècles de domination,asservis dans leurs pensée et dans leur volonté même s'ils n'ont pas atteint le degré de servilité des Banyarwanda(Hutu) soumis à leurs despotes de la monarchie Hamitique* "[92] .

On conclut donc à la supériorité de ces étrangers tutsi et, tant que les tutsi seront maîtres du pays,un essor intellectuel et culturel du peuple burundais(hutu) sera impossible, car le seul bas niveau des Bahutu maintenus au cours d'un isolement séculaire assure la domination tutsi.

Les Bahutu sont comparé aux serfs de l'Europe médiévale et sont donc exploités par les seigneurs tutsi alors qu'ils sont le fond du pays même.

> *"Les WAHUTU composent le fond de la population de l'Urundi. Ce sont les warundi proprement dits.*"[93]

---

[90] BASHIZI(C):"Mythe hamitique, formation et acculturation interlacustres" in La civilisation ancienne des peuples des Grands Lacs cité par BARUMWETE, Siméon, op cit, p13.

[91] Pour plus de précisions, lire Hans MEYER:Le WARUNDI, LECHAT Michel:Le Burundi Politique.

[92] MEYER (H), op cit, p24.

[93] Van der BURGT, Dictionnaire de Français-Kirundi, p615.

Quant aux Batwa *(rejetés) ils sont réduit à la catégorie sociale des parias* et n'ont de considération ni de la part des Hutu ni Tutsi.

Cette distinction ethnique sera relayée par la théorie hamitique qui faisait suite au progrès scientifique de l'Europe au 19ème siècle. Selon cette théorie, les tutsi seraient d'origine hamitique ce qui expliquerait leur domination sur les hutu.

Cette littérature idéologique aura de lourdes conséquences dans la déstructuration des structures politiques traditionnelles et mêmes modernes et l'établissement des rapports antagonistes entre Hutu et Tutsi.

b. La lutte pour l'indépendance.

La lutte pour l'indépendance du Burundi a permis la production et l'usage des concepts de "mouvement" et de "révolution" qui font objet de notre étude. Au cours de cette période, il y a eu des partis politiques qui ont construit des discours politiques mobilisant les concepts de mouvement et de révolution. L'Union des Partis Politiques (UPP) dits populaires déclarait :

> *"Elle(l'union) veut la libération des masses de la féodalité paternaliste,la participation de chacun des citoyens burundais à la direction politique , économique et social du pays .Elle affirme mener son action dans le respect mutuel des races Batwa, Bahutu et Batutsi composant le peuple du Burundi.Elle réclame une large accession des Bahutu représentant 86% de la population du pays aux postes d'administration supérieure et à l'enseignement supérieur "*[94].

Ces partis d'essence hutu réclament donc une libération teintée de révolution contre la monarchie et la structure traditionnelle et moderne qualifiée de féodale et paternaliste car dit-on, elle est dominée par les tutsi. On veut donc sortir de cette domination dans laquelle le peuple hutu est plongé laissant penser à la nostalgie de la révolution sociale rwandaise. A ce sujet, LECHAT précise bien que l'union des partis populaires est le PARMEHUTU burundais :

> *"Comme on peut le constater, l'UPP semble bien être l'homologue du mouvement populaire rwandais représenté par les partis PARMEHUTU et l'APROSOMA. "*[95]

Le majeur handicap pour ces partis est le manque d'emprise sur les populations et les sujets de mécontentement comme au Rwanda ainsi que le dit bien GHISLAIN:

> *"Cependant ,il manquait des sujets à exploiter comme au Rwanda pour susciter un profond mouvement de masse. "*[96]

Cela montre à suffisance que les partis politiques avaient intégré l'idéologie hamitique ce qui et qu'il fallait créer un ordre nouveau et cela devait passer par une révolution.

---

[94] Van der BURGT, op cit, p615

[95] Idem.

[96] GHISLAIN (J), op cit, p79.

L'appréhension que l'on se faisait du système politique burundais qu'on qualifiait de tutsi. La recherche de l'indépendance devait être pour les hutu l'occasion de montrer leur vrai système politique auquel ils aspirent. Le système politique auquel ils aspirent doit passer par une "révolution". Ce fut aussi une occasion de constater que désormais la donne ethnique va beaucoup compter dans la politique burundaise post- indépendant.

c. Les partis ethniques à propension "révolutionnaire".

A cette époque, l'ethnisation de la société à travers les écrits sur l'histoire burundaise et la politique coloniale belge ont conduit à la naissance des partis politiques ethniques dont le maître mot était la "révolution populaire" contre le système politique de l'époque et réclamaient une indépendance interne d'abord avant l'indépendance contre la colonisation belge.

Ce fut également le cas du PP qui se déclarait adversaire d'une indépendance si rapide demandée par les "féodaux" qui ne représentent pas le "petit peuple" et exige d'abord l'établissement d'une "démocratie"[97]

Aux yeux des leaders du PP, une indépendance obtenue par les partis dits "féodaux " n'en est pas une. Il était donc légitime que les partis représentant le petit peuple (hutu) obtiennent l'indépendance. Les partis dits "populaires" et "démocrates" étaient les partisans et promoteurs de la "dictature du nombre" et par démocratie il fallait entendre le gouvernement de la majorité ethno-démographique.

.Le parti MPB:issu des milieux évolués, il a un programme progressiste mais l'insertion dans son programme du concept ""féodaux" le range parmi les partis populaires. Le 19juillet1960 le MPB signa avec PP, PEP et VMP ce qu'on a appelé»Manifeste de Rassemblement Démocratique populaire» affirmant qu'il se désolidariserait de toute décision tendant à perpétuer le régime féodal et qu'il voulait l'émancipation plénière du peuple rundi ,vis-à-vis de la traditionnelle féodalité que de la tutelle.[98]

Ce parti avait une politique orientée vers le développement de la masse hutu qu'il jugeait attardé du fait de la domination et l'exploitation de la classes féodale, donc tutsi. Pour ce parti donc, même s'il y a la tutelle belge, à l'intérieur il y a la féodalité traditionnelle. Il y a donc deux formes de domination auxquelles il faut mettre fin en commençant par le renversement des rapports de force en politique afin que la balance penche du côté hutu.
·Le parti UDP était un parti modéré agréé le 27février 1960 se disait vouloir regrouper tous ceux qui exploitent la terre et tirent leurs ressources de ses produits et proposait les chefs hutu pour les chefferies de la plaine et l'indépendance serait précédée par une démocratie authentique.[99]Par démocratie authentique, on veut voir ici un régime politique dominé par les hutu. C'est d'ailleurs cette thèse que défend même aujourd'hui le PALIPEHUTU FNL.

---

[97] TOYI (O), op cit, p94.
[98] LECHAT (M), op cit, p27.
[99] Idem p27

·Le parti UNB:agréé le16février 1960, il voulait une *émancipation véritable de la masse.*[100] *Par émancipation véritable de la masse ici, on entend qu'il ne faut plus que la majorité* soit *minorisée sur tous les plans.*

.Le parti RPB:agréé le 2 juin 1960, il revendiquait *le progrès de la masse*[101]. Ici, par progrès de la masse, il faut entendre la volonté de sortir ce peuple hutu de la servitude séculaire dans laquelle ils ont été par la domination de la féodalité tutsi et de ce retard séculaire de développement sur tous les plans.

Tous ces partis à tendance ethnique n'ont d'autres ressources que leur origine populaire et l'objectif commun est d'abattre le régime féodal et réduire ainsi l'influence ou la domination tutsi. Ces partis avaient donc fini par intérioriser que l'administration traditionnelle leur était étrangère d'où ils veulent préalablement une émancipation véritable du peuple rundi. Le parti PP était d'ailleurs tiraillé entre deux tendances dont l'une d'elles était plus radicale ainsi que le dit NIMUBONA:

> *"le 2ème courant était plus radical. Inspiré par le modèle rwandais du PARMEHUTU et soutenu par les Syndicats Chrétiens Belges croyait aux oppositions opprimés bantous-dominants hamites et préconisait que l' indépendance signifiât avant tout la libération de la féodalité tutsi.* "[102]

Il y a une radicalisation des rapports sociaux quand on met face à face les bantous (hutu) dominés et opprimés et les hamites (tutsi) dominateurs et oppresseurs. Cependant, l'avancée du discours révolutionnaire des partis populaires était contrecarrée par l'action de RWAGASORE au sein de l' UPRONA:

> *"le discours du PARMEHUTU était brisé par RWAGASORE au sein de l' UPRONA qui avait réussi à fédérer cadres tutsi et hutu à l'Uprona* "[103].

Les partis populaires ne pouvaient donc se prévaloir de leur origine populaire pour prétendre à l'établissement de la *démocratie authentique* comme l'avait fait le PARMEHUTU au Rwanda sous l'assistance de la Belgique. La monarchie jouissait encore de la légitimité populaire auprès de ce petit peuple qui voyait que la monarchie était elle aussi victime de la colonisation.

Cette période aura servi à mettre au grand jour l'influence du modèle à la rwandaise et l'importation par les partis politiques dits populaires des concepts de "mouvement" et de "révolution".

d. Les changements de régimes.

Les changements de régimes ont été l'occasion de production des discours révolutionnaires contenant donc des concepts de "révolution" et de "mouvement".A la chute de la 1ère république, on disait que *la révolution venait de naître* et ce coup d'Etat était plus connu

---

[100] GAHAMA (J), op cit, p155.
[101] GAHAMA (J), op cit, p155
[102] NIMUBONA (J), op cit, p424.
[103] Ibidem, p426.

sous le nom du mouvement du 1er Novembre. MICOMBERO quant à lui disait qu'il avait opéré une *Grande révolution* lorsqu'il a aboli la monarchie. De plus, des conseils ou comités révolutionnaires selon les régimes étaient crées.

e. L'opposition aux régimes.

L'opposition aux régimes politiques burundais qui se réclamaient révolutionnaires et qui revendiquaient une révolution chacun à son époque, devait à son tour mobiliser un discours révolutionnaire comportant des concepts de "révolution" et dans une moindre mesure le concept de "mouvement"[104]. La seule différence étant le souhait d'une "révolution populaire" qui suppose l'abolition d'une classe dominante et l'établissement d'une démocratie populaire qui revendique la domination de la majorité démographique.

B : Identification des concepts de "mouvement" et de "révolution" dans le discours politique burundais.

1. Le concept de "révolution".

a. Méthodologie.

Le corpus des discours politiques que nous analysons est tiré des journaux Infor Burundi, Flash-Infor et le Renouveau. Notre attention est attirée par les discours:
·du 28 Novembre1966 annonçant la chute de la monarchie
·du 1er Novembre 1976 annonçant la chute de la 1ère République
·du 3 Septembre1987 annonçant la chute de la 2ème République.

On décèle dans ces discours une même structuration qui cache mal l'analogie des conditions de production. En effet, tous commencent par les insuffisances du régime déchu, les fautes commises et enfin les espoirs et les promesses du nouveau pouvoir.

A côté de ces déclarations émanant des hommes forts et des communiqués des Forces Armées diffusés le jour des changements institutionnels, on a dû ajouter des discours produits pendant la période post-coup d'Etat où l'activité politique s'avère intense.

Compte tenu d'un tel choix arbitraire et pour l'objectivité de la recherche, les bornes supérieures sont évitées au profit des bornes inférieures correspondant au début des régimes quand les discours politiques coulent à flots :

> *"Si le choix du corpus est nécessairement arbitraire, déterminé par des critères qui sont la conséquence de l'objectif de l'analyse,il n'en est pas moins que le corpus se présente avec des priorités qui le rendent valide"*[105].

Subsidiairement à l'homogénéité, d'autres critères ont présidé au choix des corpus surtout la pertinence et la représentativité. C'est surtout aussi certains discours enregistrés sur les

---

[104] Pour plus de précisions, lire MBONIMPA Melchior, Hutu, Tutsi, Twa pour une société sans castes et NTIBAZONKIZA Raphaël, Bibliographie du Président NDADAYE. L'homme et son destin Sofia, 1996,368p.

[105] MOUNIN (G) et alî, op. cit.p196.

bandes magnétiques à la RTNB mais se trouvant aussi transcrits dans les journaux. Ces discours ont le mérite de nous mettre en contact avec le locuteur malgré son absence physique mais aussi de nous retrouver dans la place du locuteur, peuple destinataire de tels discours.

De tous les textes étudiés, cinq lexèmes se démarquent par leur pertinence à savoir révolution, régime, changement mouvement et gouvernement, mais dans le cadre de notre travail deux lexèmes concepts nous intéressent: ceux de "mouvement" et de "révolution".

Après un tel relevé, nous avons songé à extraire du corpus les phrases contenant les deux lexèmes de "mouvement" et de "révolution" qui nous occupent le plus. Dans cette démarche, nous utilisons le décompte fréquentielle par la méthode lexicométrique.

Tableau n°1. Fréquence des concepts de mouvement et de révolution dans les discours politiques.

Date de production	N° de discours	Fréquence du concept		
.le 28/11/1966	D1	1	0	5
.le 3/12/1966	D2	4	0	0
.le 4/12/1966	D3	5	0	0
.le 31/12/1966	D4	14	2	0
.le 1/1/1967	D5	2	0	0
.le1/11/1976	D6	3	1	4
.le 2/11/1976	D7	3	2	9
.le 8/11/1976	D8	7	1	4
.le 20/11/1976	D9	17	7	12
.le1/1/1977	D10	0	0	0
.le 5/9/1987	D11	0	3	4
.le 8/9/1987	D12	0	0	0
.le9/9/1987	D13	0	4	1
.le 17/9/1987	D14	3	7	13
Totaux		59	27	52

Légende I II III

I : Révolution.
II:Changement.
III:Mouvement.

A travers ce tableau, on voit que chaque régime a eu son ou ses concepts qu'il mettait en valeur par rapport aux autres. Ainsi, le concept de "révolution" revient pour toutes les trois républiques tandis que le concept de "mouvement" est convoqué pour la 2ème république dans.

Au concept de mouvement et de révolution utilisés en 1976, l'Homme du 3 Septembre 1987 préféra parler de «changement». L'insistance sur tel ou tel concept peut être vérifié tout au long de la vie d'un régime.

On voit que tout au long de tous ces régimes les concepts ne sont pas revendiqués avec la même intensité. Ainsi, le concept de "révolution" est intervenu 26 fois, 30fois et 3fois selon l'ordre chronologique des trois républiques. Pour le concept de "mouvement", il apparaît 5fois, 29fois et 18 fois respectivement à la chronologie républicaine.

2. Le concept de "révolution" dans le discours politique burundais.

Concept peu connu avant octobre 1965, il sera l'une des grandes articulations du discours politique pendant l'ère républicaine. L'usage du discours révolutionnaire au Burundi s'inscrit dans le mouvement Africain post-indépendance où les élites modernes gagnées aux idées progressistes préconisaient une "révolution". C'est dans ce cadre qu'un discours révolutionnaire rejeta la monarchie du début des années 60 avant que les républiques qui en sont issues ne connaissent le même sort au cours des années 90.

Ce qui est remarquable, c'est que l'usage du concept de "révolution" a été différente sous les trois républiques:(1ère : 26 fois ; 2ème:30 fois) ; il est en générale utilisé par les deux premières républiques tandis que la 3ème opte pour le concept de "changement".[106]

a. Les années 62-65.

Les années 62-65 furent une période dure pour la monarchie burundaise qui voyait sa légitimité traditionnelle s'effriter face à la jeunesse au sein de laquelle se recrutait une élite concurrente. Le conflit de légitimité entre le roi représentant la légitimité traditionnelle et l'Assemblée nationale représentant la légitimité légale(la souveraineté populaire) a conduit la jeunesse regroupée au sein de l'UNEBA a lancer l'idée de relève politique. Si cette jeunesse était décidée à prendre la relève, ce n'est pas dans le même système monarchique mais dans un autre, le régime républicain et présidentiel. Les conditions de successions royales qui discernaient au fils du roi des rênes du pouvoir sans considération de ses qualités heurtaient l'idée d'égalité qui devait être la base de la société burundaise.

Si un régime politique n'est plus réputé légitime, il est donc considéré juste de le renverser[107]. La monarchie burundaise s'est trouvée dan cette situation après l'indépendance. La donne ethnique étant déjà entrée dans les stratégies politiques des élites burundaise, il s'est amorcé une concurrence assidue pour renverser la monarchie. C'est ainsi qu'après les élections législatives de mai 1965 au terme desquelles le roi a nommé un premier ministre de son choix en faisant fis aux résultats des élections, les élites hutu furent

[106] Cfr tableau de récurrence des lexèmes.
[107] REZSOHAZY (R), Pour comprendre....,op. cit.p4

blessées dans leurs personnes. En date du 1er juillet 1965, un discours politique du jour prononcé par un cadre hutu du nom de Gervais NYANGOMA précisa bien cette intention de changer le régime politique burundais[108]. Dans son discours il insistait sur la création d'un nouvel état, d'un nouveau parti et d'une nouvelle économie. C'est donc une véritable révolution qui est en vue et l'attaque du palis dans la nuit du 19 octobre 1965 sera le discours traduit en acte. L'intronisation du prince Charles Ndizeye fut donc une étape vers la vraie "révolution" comme c'est bien précisé dans ce discours :

" le tandem Ntare-Micombero doit être un régime provisoire "[109].

Ce pouvoir issu du coup d'Etat familial est un régime provisoire car trois mois plus tard, le régime du 8 juillet 1966 est aboli et la république proclamée. Ainsi la république est instaurée au Burundi. Tout au long de cette période, le travail idéologique[110] exécuté par l'UNEBA et la JNR a été un moment riche de production des concepts de "mouvement" et de "révolution".

b. La chute de la monarchie.

Les années 60 coïncident avec l'introduction du concept de "révolution" dans le système politique africain. Au Burundi le concept est beaucoup entendu en date du 28 novembre 1966 sous forme d'un travail idéologique[111].

Les signes précurseurs étaient visibles dès les années 60 avant de se renforcer avec le discours de Gervais NYANGOMA où il réclamait le changement de régime en demandant la création d'un Etat nouveau[112] et la tentative de coup d'Etat d'octobre 1965. Tous ces événements ont, suivant l'accueil et la gestion y réservés, structuré la nature du discours révolutionnaire durant toute la vie de la 1ère République. Dans sa proclamation de la République, le Président Micombero dit :

".. la révolution du 28 novembre n'est qu'un reflet fidèle et éclatant de l' indépendance politique à laquelle le Burundi accéda en 1961 " [113].

Ici, l'indépendance à laquelle on fait allusion c'est la victoire du parti Uprona aux législatives du 18 septembre 1961. Plus loin, il lance une mise en garde aux nostalgiques de la monarchie et veut à tout prix de renforcer la rupture avec l'univers monarchique.

" toutefois, je mets en garde contre les fauteurs de troubles car, quiconque essaiera de mettre en cause soit en parole soit en actes notre révolution sera puni

---

[108] Gaétan NIKOBAMYE nous a précisé que dans des réunions clandestines, les étudiants de l'UNEBA de l'Université du Burundi,Nyangoma Gervais était présenté comme le candidat valable pour remplacer le roi dans une république.

[109] BIMAZUBUTE (G), "La psychologie d'un congrès" : Le congrès de Presles de l'Uneba-Europe in Remarques Africaines n°272 du 22 Septembre 1966.

[110] Lire les articles publiés dans Remarques africaines depuis 1965 ; lire le Mémoire de MARURA (JB), Le rôle de la jeunesse révolutionnaire Rwagasore sous la 1ère République (1967-1976) et CART (HP), Etudiants et construction nationale au Burundi (62-69)

[111] NIMUBONA (J), Histoire des institutions politiques : Cours de la 1ère Licence, année académique 2002-2003.

[112] MANIRAKIZA, (M), La fin de la monarchie Burundaise, Paris, Mât de Misaine, 1992, p64

[113] République du Burundi, Maison du parti .Cinq ans de révolution, op. cit. p1

sévèrement "[114]

C'est une mise en garde lancée aux nostalgiques de la monarchie et qui se veut de renforcer la rupture avec l'univers monarchique. A ce sujet, le président MICOMBERO pouvait déclarer :

"(...) *avec la révolution du 28 novembre 1966, le Burundi a opté irréversiblement pour un régime républicain révolutionnaire, mettant ainsi fin à une ère de monarchie absolue* " [115]

Cette "révolution" qui mettait fin à la monarchie séculaire se vente pourtant de s'être passée dans la tranquillité et sans effusion de sang comme se le ventent ses concepteurs. Ainsi le Président Micombero pouvait déclarer :

> "(...) *l'élégance de notre révolution n'est pas restée sous silence (...) il est rare dans l'histoire politique qu'une révolution se passe sans effusion de sang* " [116]

Ces propos sont tenus après un rappel à l'ordre lancé par Monseigneur NTUYAHAGA suite aux diatribes lancées contre la monarchie lesquelles diatribes faisaient endosser à la monarchie tous les échecs et malheurs qu'aurait connus le Burundi. A ce sujet, Monseigneur NTUYAHAGA a dit que malgré les erreurs inhérentes à tout régime politique, la monarchie a accompli une œuvre grandiose et que les burundais y restaient encore attachés.

La "révolution" supposant un changement de régime et de pratiques politiques, les hommes du 28 novembre illustrent cet objectif en comparant leur révolution à une « *marée montante* [117]» détruisant tout sur son passage. C'était pour persuader les élites déchues ainsi que ceux qu'ils qualifiaient de réactionnaires mais aussi au peuple burundais que la parenthèse de la monarchie était close.

> " *la révolution comme une marée montante emportera et broiera quiconque s'opposera soit par des actes ou paroles à la maxime de l'unité, du progrès et du travail* " [118]

Ici il puise dans la mythologie et l'idéologie du Prince Louis Rwagasore pour montrer qu'il va marcher sur le s traces de ce héros national qui représente une figure importante dans l'histoire récente du Burundi.
Cependant, le coup d'Etat du 28 novembre1966 est révolutionnaire du point de vue institutionnelles dans la mesure où à la place de la monarchie est instaurée une République malgré que sa gestion nous réserva des surprises.

---

[114] MUKURI (M), Dictionnaire chronologique de Mwezi Gisabo à la chute de la monarchie (1850-1966), Bujumbura, UB, 2003, p402
[115] République du Burundi, Maison du Parti, Cinq ans..., op. cit. p2
[116] Infor Burundi n°200 du 23novembre au3 décembre1966, p6
[117] Infor- Burundi n°201 du 28 novembre au 4 décembre 1966, p6.
[118] Infor Burundi n°200 du 23novembre au 3 décembre, p4

Dans sa démarche révolutionnaire, le président MICOMBERO a trouvé des instruments de vulgarisation de son discours. Il instrumentalisa le parti Uprona, la JRR, l'UTB et l'UFB. Dès sa prise du pouvoir, il déclara que la vie politique du pays allait se confondre avec celle du parti. Cela peut se justifier d'ailleurs par le fait que le Président de la république devenait d'office le président du parti. A la proclamation de la république Micombero avait déclaré :

> *"l'Uprona sera le point de départ et d'aboutissement de toutes nos institutions aussi bien gouvernementales, judiciaires que militaires "*[119].

Cela se comprend bien du moment où ce parti devenu unique de fait devait désormais considérer pour tous ses membres que *la révolution du 28 novembre 1966est la date de sa libération.*

Dans ces conditions donc,le parti Uprona devait ouvrir d'autres perspectives nouvelles au peuple après la proclamation de la République en date du 28 novembre 1966 et d'autres qui se sont succédées et le peuple devait comprendre que toutes ces dates étaient l'aboutissement d'une lutte révolutionnaire.

Si à chaque révolution de palais, tout le comité central et le bureau politique du parti sont suspendus, le nouvel homme fort n'oublie pas que la première tâche pour renforcer son pouvoir est d'organiser le parti à tous les échelons pour y caser ses hommes sur lesquels sa politique va s'appuyer. Ajoutons que l'hymne du parti se terminait par :

" Harambe revolisiyo" (*"Que vive la révolution"*)

Le régime de la première république a aussi fait recours à la Jeunesse Révolutionnaire Rwagasore. Comme son nom l'indique, c'est une jeunesse dédiée à la révolution. Cette organisation vient de la fusion de deux organisation de la jeunesse, le JNR et l'UNEBA. Ces deux organisations avaient fortement contribué à l'effritement de la légitimité de la monarchie. L'UNEBA ne cachait pas à travers ses écrits[120] qu'il souhaite le renversement de la monarchie par une révolution afin d'instaurer un régime républicain présidentiel.

En juillet 1966, c'est la JNR qui prit la tête de la manifestation du 8 juillet 1966 qui imposa au Roi Micombero comme premier Ministre et formateur du Gouvernement. L'éducation politique des militants de cette jeunesse fut donc la préoccupation des responsables politiques car c'est cette jeunesse qui va sillonner le pays pour expliquer aux jeunes paysans le rôle à jouer dans la jeune révolution.

L'autre instrument de la politique révolutionnaire du président MICOMBERO fut le mouvement UFB. L'union des femmes burundaises est l'un des trois mouvements intégrés au parti Uprona. Longtemps apolitisée par la culture burundaise qui la confinait aux affaires familiales, la femme est politiquement approchée par 1ère républicaine. L'UFB doit donc refléter les idéaux politiques du parti dans l'univers politique féminin burundais. L'Uprona étant considéré comme le parti de masse, les révolutionnaires ont vu en UFB un instrument pour conquérir cette masse apolitisée.

---

[119] République du Burundi, Maison du parti Cinq ans de révolution, 1971, p2

[120] A ce sujet, il faut lire les articles de BIMAZUBUTE Gilles contre la monarchie sortis dans Remarques Africaines tout au long des années 65-66

Voilà le choix de la première république en ces termes :

"pour pallier à cette anomalie indigne au 20ème siècle, le chef de la révolution(..) procéda à la création d'un mouvement de femmes burundaises(...) le 3 mars 1967"[121].

L'autre organisation qui n'a pas échappé à la vigilance du politique fut l'union des travailleurs burundais(UTB) qui regroupait une portion de la population considérée comme partie intégrante des forces militantes de la révolution et qu'on qualifie aussi d'intellectuels révolutionnaires[122].

L'une des taches prioritaires du président MICOMBERO a été d'intégrer tous les mouvements dont l'UTB au parti Uprona qui était devenu l'instrument du pouvoir républicain. A son tour, le parti devait instrumentaliser ces mouvements dont l'UTB pour véhiculer le discours révolutionnaires au sein de son espace professionnel, discours prêché par la cour révolutionnaire, c'est-à-dire le CNR et son président.

c. La 2ème République et le concept de "révolution".

L'usage du concept de "révolution" n'a pas été utilisé contre la monarchie seulement. Même si la 1ère république se réclamait de révolutionnaire, le même concept fut utilisé dan son idéologie de son reversement de la 1re république et dans son travail de socialisation. Le régime de la 2ème République se réclama elle aussi de révolutionnaire. Le concept révolution a même connu son apogée sous la 2ème République. L'usage du concept de "révolution" s'annonce sur un ton doux dans la mesure où la population était déjà socialisée à ce mot durant toute la décennie de la 1ère République:

" la révolution vient de naître".[123]

Oui, la "révolution" venait de naître car l'objectif fondamental du "mouvement" du 1er novembre 1976 était *la création d'une société où règne la justice sociale et où sera bannie l'exploitation de l'homme par l'homme*[124] .

Rappelons que la 1ère république avait été la république des crises comme celles de 1968, 1969,1971 avant de dépasser les limites avec les affrontements interethniques de 1972. La crise de 1972 discrédita le régime de la première république autant sur le plan interne que sur le plan externe. La donne ethnique qui avait profondément dominé la politique burundaise était le premier défi du nouveau président. De là est donc né un discours pacifique et rationnel libérant les intentions suivantes:

"...seule la révolution à travers une correcte application de ses principes pratiques et de ses méthodes populaires et humaines peut nous permettre de nous élever au dessus de toutes les considérations tribales, régionales,

---

[121] République du Burundi, Maison du parti, Cinq ans de révolution, p14
[122] République du Burundi, Actes du 1er congrès du parti Uprona, Bujumbura, Imprimerie du Parti, 1980, p180
[123] Déclaration sur les objectifs fondamentaux du Mouvement du 1er novembre 1976.
[124] République du Burundi, Maison du parti Uprona, Pourquoi le changement, 1976, p5

religieuses et d'autres bas sentiments"[125].

N'admirant pas les pratiques économiques de son aîné l'homme du 1er novembre pouvait dévoiler sa vraie face en déclarant que:

> "*de là est née une classe de fonctionnaire et de privés nationaux et étrangers qui exploitait les ouvriers et les paysans*"[126].

Il y a là la volonté de projeter le 19ème siècle européen dans l'univers politique burundais. Il s'agit là de la stratégie pour le nouvel homme fort de s'aliéner le soutien et la sympathie du monde ouvrier quoique embryonnaire qui constituait la grande majorité de l'intelligentsia que comptait le pays mais aussi de la masse populaire qui constitue les principaux producteurs dans un pays où 98% de la population vivait de l'agriculture.

C'est d'ailleurs cette conception des rapports sociaux au Burundi qui poussera la 2ème République à avoir un penchant perceptible pour le monde socialiste et à nouer des amitiés et relations avec les Nations gagnées aux principes marxistes -léninistes.

Au cours de toutes les républiques, la référence au parti Uprona et au prince Louis RWAGASORE a été la stratégie de tous les présidents. Dans son discours de prise de pouvoir, le président BAGAZA a pris le soin de relever l'état pitoyable dans lequel se trouverait ce parti combien symbolique dans l'imaginaire de la population. Voilà les déclarations du président BAGAZA en ce qui concerne le parti lors de sa prise de pouvoir :

> *"le parti Uprona sans vie politique, sans programme et sans idéologie s'acheminait vers une mort certaine"* [127].

L'autre appui du colonel BAGAZA a été la jeunesse. La 2ème république a vite vu l'opportunité d'exploiter cette disponibilité de la jeunesse qu'il disait *avoir participé à tous les changements politiques qui sont intervenus au Burundi* et qui était appelé à la défense et au renforcement du mouvement du 1er novembre 1976. La JRR devient la UJRB pour marquer sa différence par rapport à son prédécesseur.

L'émancipation politique de la femme burundaise sera un instrument pour les révolutionnaires burundais pour conquérir le monde féminin. C'est ainsi qu'aux différentes festivités les femmes de l'UFB portent de pancarte pour louer le "mouvement révolutionnaire". A titre illustratif, à l'occasion de la célébration du 18ème anniversaire de l'indépendance du Burundi, la section de l'UFB Buyenzi brandissait une pancarte sur laquelle on pouvait lire

> *" UFB komeza Revolisio" ("UFB renforcez la Révolution").*

Cela montre que le mouvement féminin avait été acquis au discours révolutionnaire du moment de façon qu'il était devenu le messager du pouvoir et du parti pour répandre le discours de "révolution" et de "mouvement".

---

[125] République du Burundi, Maison du parti Uprona, Pourquoi..., op. cit, p11

[126] Extrait»Déclaration des objectifs fondamentaux du mouvement du 1er novembre1976»

[127] Extrait du discours de prise de pouvoir du Président Bagaza

L'inféodation du syndicat des travailleurs burundais fut aussi une stratégie politique de la 2ème République. Aux yeux des dirigeants, les syndicalistes devraient militer au sein du peuple dont émane le syndicat auquel ils appartiennent. Sous le 2ème république, on disait que le "mouvement" du 1er novembre est dédié aux travailleurs.

"les travailleurs réunis au sein de l'UTB devront comprendre que le mouvement du 1er novembre est le leur et a été fait dans leur intérêt"[128].

C'est pourquoi donc la défense et le renforcement de la "révolution" du 1er novembre 1976 est leur devoir sacré pour éviter qu'aucune autre classe sociale ennemie ne viennent des travailleurs ne viennent usurper le pouvoir du peuple

Rappelons que cette inféodation du syndicat au parti le vide de tout son contenu origine de revendication comme cela apparaît dans les déclarations du président Bagaza :

> *"l'époque révolutionnaire actuelle que nous vivons ne tolère plus que les syndicalistes se consacrent uniquement à la revendication.La participation à la vie politique du pays est l'affaire de tous et de chacun"*[129].

d. Le concept de "révolution" dans le discours de la 3ème république.

A la fin des années 80, le discours révolutionnaire avait perdu sa vitalité dans la mesure où la "révolution" prônée par toutes les républiques était restée un vain mot. La plupart des régimes africains qui se disaient révolutionnaires au départ avaient viré vers la dictature et la tyrannie.

Les régimes militaires n'avaient pas fait preuve de l'efficacité et l'opinion nationale et internationale pensait déjà à la solution de rechange ; la démocratie.

Au même moment, les régimes politiques africains étaient dans le cran de mire des Institutions de Bretton Wood qui réclamaient à cor et à cri des réformes économiques et partant politiques d'où le fameux PAS pour le Burundi dont le document officiel fût signé par le Gouvernement du Burundi en 1986.

Tel est l'environnement international qui a précédé la proclamation de la 3ème république. C'est peut-être ce qui explique le faible usage du concept de révolution car l'idéologie révolutionnaire s'était considérablement érodée. Ainsi, la 3ème république recourt de moins en moins à ce concept qui représente moins de 5% contre 44% et 50% respectivement pour la première et la deuxième républiques.

A la "révolution", l'Homme du 3 Septembre 1987 préfère, réalisme obligeant, parler de changement. C'est ainsi que dans son discours -programme, le président BUYOYA parle timidement de révolution:

> *"lorsque la révolution populaire est trahie et que les droits de l'homme sont bafoués (...) les forces militantes doivent s'engager activement"*[130].

---

[128] République du Burundi, Maison du parti Pourquoi le changement, op. cit, p17
[129] République du Burundi, Maison du parti Pourquoi le changement, op. cit, p17

A ses yeux, la révolution amorcée le 28 novembre 1966 et celle de 1976 avaient été trahies par le comportement politique de la 2ème république et c'est sur ce manquement que le président BIYOYA entend tirer la légitimité politique.

En faisant une déclaration pareille, le président BUYOYA cherche à justifier son émergence sur la scène politique et se forge l'image de l'homme du salut.[131]. Affirmer qu'il y a eu une révolution populaire au Burundi relève de la pure démagogie dans la mesure où la compétition politique se faisait entre les élites, en général militaire et que le peuple apprenait le changement par la voie des ondes.[132]

Face au concept de révolution, chaque révolutionnaire a détesté son prédécesseur. En 1987, BUYOYA disait que la révolution est trahie et c'est sur cet élan qu'il espérait devancer ses prédécesseurs. BAGAZA quant à lui a dénigré la révolution d'avant lui en déclarant une vraie révolution digne de son nom.

Avant eux, MICOMBERO avait déclaré sa révolution la plus vraie raison pour laquelle il a déclaré la révolution du 28 novembre1966 de "Grande révolution" en opposition à celle du 8 juillet 1966 pour laquelle il n'avait cependant pas tari d'éloges. A chaque république, la révolution a donc été une réalité contingente.

Sur l'instrumentalisation de la jeunesse, la troisième république n'en diffère pas par sa politique et son orientation car le besoin de cette jeunesse toujours disposée se précise en ces termes :

> *"pour réussir la révolution,(...)on compte beaucoup sur la jeunesse car elle est plus disposée à comprendre et à assimiler les transformations nécessaires à l'avènement d'une nouvelle société "* [133].

On voit donc que le discours révolutionnaire véhiculé par cette jeunesse était le produit d'une longue inféodation et une instrumentalisation politique savamment montée dans les laboratoires du parti Uprona.

Jusqu'à la fin de la 3ème république, lors de la fête du 1er mai, les travailleurs avaient le sois d'arborer les couleurs rouge et blanche ; couleurs du parti et saluaient par le salut du parti Uprona tel qu'on avait de la peine à distinguer de quelle fête il s'agissait.

Le pouvoir issu du coup d'Etat du 3Septembre 1987 s'est aussi aliéné l'appui de l'UTB. Jusqu'à la fin de la 3ème république, lors de la fête du 1er mai, les travailleurs avaient le sois d'arborer les couleurs rouge et blanche ; couleurs du parti et saluaient par le salut du parti Uprona tel qu'on avait de la peine à distinguer de quelle fête il s'agissait.

---

[130] Extrait «Discours -Programme du président BUYOYA»

[131] Le groupe d'officiers qu'il dirigeait s'identifiait à une nébuleuse organisation appelée «Comité Militaire pour le Salut National».

[132] Du temps de la radio unique, lorsque la radio n'émettait pas suivant l'horaire habituel, le peuple s'attendait à un coup d'Etat .Ce réflexe subsiste encore aujourd'hui ce qui exclut la part du peuple dans tous ces changements.

[133] République du Burundi, Actes du 1er congrès du comité national du Parti Uprona, op cit, p184

e. Le concept de "révolution" chez les élites de l'opposition.

L'usage du concept de révolution n'a pas été seulement revendiqué par les élites hégémoniques au pouvoir. Ce concept a été aussi utilisé par les élites de l'opposition depuis la recherche de l'indépendance et tout au long de l'époque républicaine. Avant la chute de la monarchie, les élites de l'opposition souhaitaient une révolution qui changerait la structure politique d'alors qualifiée de pro-tutsi et d'essence féodal. A ce sujet, un étudiant hutu écrivant sous le pseudonyme de NDAJE écrivait :

> *"seule la révolution populaire peut modifier la méthode de la pensée, la psychologie et trouver la solution à maints problèmes sociaux"*[134].

Cette idée de "révolution populaire" revenait souvent dans les slogans et discours des partis politiques dits populaires qui se réclamaient d'origine paysanne.
Sous l'époque républicaine que les élites hutus qualifiaient d'hégémonie tutsi, MBONIMPA Melchior, théoricien et penseur du PALIPEHUTU-FNL arrive à la conclusion que cette situation politique et socio-économique a abouti à une situation de résignation de la majorité de la population, ce qui retarderait le développement de l'esprit révolutionnaire. A ce propos il écrit :

> *"... la répression des sentiments (...), apprendre à souffrir en silence créent un peuple dont la majorité est en retard d'une réaction salutaire ; en retard d'une révolution"*[135]

Il trouve que le système politique dominé par l'élite tutsi est suffisamment verrouillé que seule une "révolution populaire" peut y mettre fin en lieu et place des révolutions de salons et de bistrots[136]. A cet effet il écrit :

> *".. personne ne peut douter que la dictature tutsi ne renoncera pas au monopole du pouvoir sans y être forcée ; et elle n'y sera forcée que par une révolution populaire "* [137].

Cette vision marxiste du système politique burundais qui pour certains d'entre-eux se résumait en un *apartheid burundais*[138] persistera et animera l'idéologie et l'activité politique du Frodebu jusqu'à sa victoire le 1er juin 1993 ;victoire vue comme une libération du peuple hutu,ces dos courbés dont parle souvent MBONIMPA Melchior. Cette victoire était aussi vue comme une réconciliation de l'Etat et sa population, entre le centre et la périphérie[139].

Cette victoire qui consacrait l'avènement du *"Burundi nouveau"* imaginé et défendu par NDADAYE et le parti Frodebu se révéla être l'héritage de Gervais NYANGOMA. C'est pourquoi cette victoire du Frodebu fut perçue comme une date de libération du peuple hutu ; une victoire des forces de "mouvement" sur les forces conservatrices. C'est une victoire comparable à une "révolution" par ses militants et sympathisants.

---

[134] NDAJE, "Le masque de l'UNEBA" in Remarques Africaines n° 276 du 3novembre1966
[135] MBONIMA (M), Hutu, Tutsi, Twa. Pour une société sans castes au Burundi, Paris, Harmattan, 1993, p93
[136] Ibidem, p50
[137] Ibidem,p53
[138] NTIBAZONKIZA (R), Bibliographie du Président NDADAYE. L'homme est son destin. Sofia, 1996, p17
[139] Ibidem, p15

C'est cette joie qui poussa Raphaël NTIBAZONKIZA à écrire :

> *"cette révolution démocratique et pacifique est une victoire socio- politique des forces de changements démocratiques (...) contre les tenants de l'Ancien régime* (...)". [140]

On voit ici qu'il y a une certaine référence à la révolution Américaine et Française afin de donner à cette révolution un repère et un poids dans l'histoire du Burundi.

Cette situation d'un pouvoir de l'imaginaire populaire qui rompt avec l'époque du commandement assuré était porteuse d'un nouvel ordre, qui rentrait bien dans les buts et objectifs de la révolution de rompre avec l'ordre ancien et créer un nouvel ordre.
Voilà ce que nous dit à ce propos Raphaël NTIBAZONKIZA :

> *" cette révolution était également porteuse d'espoir de voir naître un état de droit où l'homme ne serait plus un loup pour l'homme. C'est donc une libération teintée de révolution des dos courbés qui désormais vont marcher débout comme des barres de fer sans complexe d'infériorité ou de sentiments de dominé "*(...)[141].

Cela colle bien avec le slogan du Frodebu que son leader lança dans la commune de Rumonge lors d'un meeting en mai 1992 lorsque il dit *"MWESE HAGARARA BWUMA"* (Tenez-vous débout). Ceci est doublement stratégique : ce slogan est prononcé dans une commune qui est l'une des plus touchée par le *fléau* de 1972 et ensuite c'est un slogan d'espoir lancé à ses militants comme pour leur dire qu'un jour ils marcheront débout et ne seront plus des dos courbés[142]. C'est donc un processus de libération pour ce peuple.

En conclusion, nous voyons que les élites de l'opposition ont-elles aussi utilisé le concept de "révolution" mais qu'elles y on ajouté un autre concept, le concept de "révolution populaire" cher aux marxistes.

3. Le concept de "mouvement".

Le concept de "mouvement" fait son entrée dans le discours politique burundais avec l'avènement de la 2ème République. Mot d'origine latine, "mouvement"vient du mot grec *"movere"* qui signifie bousculer, bouger et secouer. Il a alors le sens de quelque chose qui change de lieu et de position, quelque chose qui se meut, animée d'une certaine énergie.

En politique, le terme de "mouvement" peut être appliqué à un changement qui succède à un régime qui n'avait plus la vitalité politique, ou à une organisation politique qui a une idée d'orientation nouvelle différente de celle du régime actuel[143], mais sans transformation profonde quant à la structure de la nature du régime.

---

[140] NTIBAZONKIZA (R), op. cit p16
[141] Ibidem. p9
[142] L'expression de Mbonimpa pour désigner les hutu.
[143] Il s'agit là du régime considéré.

"En politique, le mouvement est un courant d'idées nouvelles qui veut orienter un pays vers une direction qui est considérée comme la meilleure par ses concepteurs"[144].

Plusieurs politiques burundais considérant peu commode l'usage de ce concept dans le vocabulaire politique burundais, reconnaissent cependant que la conjugaison des efforts des mouvements (syndicaux, jeunesse,..) peuvent aboutir à une "révolution". D'où les mouvements peuvent être le début ou les signes précurseurs d'une évolution socio-politique encore immature[145].

L'usage du concept de "mouvement" dans le discours politique burundais par la 2ème République s'inscrivait dans la droite ligne de cette volonté de créer une rupture interne du régime.

Le concept de "mouvement" a eu dans ce sens un objectif propagandiste consistant à faire croire que l'ordre existant est renversé pour être remplacé par un ordre nouveau différent[146].

C'est pourquoi de là, le nouvel homme fort de la 2ème république s'est employée à accabler d'accusations le régime antérieur en s'engageant à améliorer les conditions nationales sur tous les plans. Cependant tout se fait dans le but d'amener le peuple à adhérer à sa politique et à soutenir son nouveau régime.

"Le mouvement du 1er novembre 1976 n'est rien d'autre que la consécration de l'alliance entre les Forces Armées et le peuple pour opérer une nouvelle conception du pouvoir et de la société."[147]

Bien que la 2ème république soit tombée dans les mêmes travers que la 1ère république, on lui reconnaît la modernisation du pays ainsi que c'était l'un des objectifs majeurs du "mouvement" du 1er novembre 1976:

"..la mise sur pied des structures de l'Etat de façon à rendre possible et irréversible la création d'une société où règne une véritable justice sociale revêt une importance capitale et une certaine urgence dans les programmes du mouvement du 1er novembre ".[148]

Ainsi,aux premières années de la 2ème république, des réformes profondes sont engagées comme l'abolition de l'impôt de capitation, l'abolition du contrat de servage, la confection d'un arsenal juridique digne pour un Etat moderne sans oublier de grands projets de développement. Signalons que le concept de "mouvement" a été l'exclusivité de la 2ème république dans la Déclaration des objectifs fondamentaux du "mouvement"du 1er novembre. Après 1976, ce concept disparaît du vocabulaire politique et du discours politique burundais.

---

[144] Euphrasie KANDEKE.Entretien du 9/2/2006.

[145] C'est le cas de Etienne NTIYANKUNDIYE.

[146] Cet usage du concept coïncide avec l'usure du courant révolutionnaire et cette conception propagandiste est la vision de Térence. NSANZE.

[147] République du Burundi, Maison du parti, Pourquoi le changement, op cit, p14.

[148] GUICHAOUA (A) et CHRETIEN (J.P) : "D'une république à l'autre" in Politiques Africaines n°29, 1988, p91.

CHAPITRE III. FONCTIONNALITE DES CONCEPTS DE "MOUVEMENT" ET DE "REVOLUTION"DANS LE DISCOURS POLITIQUE BURUNDAIS

Par fonctionnalité, nous entendons développer une analyse compréhensive et interprétative de concepts de "mouvement" et "de révolution". Comme nous l'avons montré aux chapitres 1 et 2, derrière ces concepts se cachaient d'autres visions qui faisaient que la fonctionnalité de ces concepts de "mouvement" et de "révolution devenait contingente eu égard aux acteurs et aux époques. Ainsi, d'autres concepts comme "féodalité", "domination ethnique" ou encore "démocratie" vont nous aider à bien comprendre la contingence de la fonctionnalité des ces concepts de "mouvement" et de "révolution".

A. Construction de la mémoire républicaine contre les fondements de la monarchie.

Pendant des siècles, le Burundi a été sous le régime monarchique dont l'origine se situe au début du 15ème siècle. Le premier roi étant d'origine mythique, la monarchie était de droit divin et la légitimité du régime se fondait sur la croyance en la coutume. Ce régime avait fait un travail de socialisation énorme de façon qu'à la chute de monarchie la population s'attendait à ce que la terre et le ciel se colle (*ijuru n'isi birafatanye*).Face à cette population profondément attachée à la monarchie, le passage de la monarchie à la république a été une dynamique difficile.

1. De la tradition à la modernité : une dynamique révolutionnaire difficile.

Selon Max WEBER, il existe trois types de dominations impliquant trois types de légitimités[149] :
1°La légitimité traditionnelle : la légitimité traditionnelle repose sur la croyance en la sainteté de traditions valables de tout temps et en la légitimité de tout ceux qui sont appelés à exercer l'autorité par ces moyens de domination traditionnelle. C'est donc une légitimité reposant sur l'autorité de l'éternel hier, donc de la coutume. Dans ce type de légitimité, on peut relever le sultanat, le patriarcat, la gérontocratie et le patrimonialisme.

2°La légitimité charismatique : elle repose sur la soumission extraordinaire au caractère sacré, à la vertu héroïque où à la valeur exemplaire d'une personne. Ce type de légitimité se réfère à des croyances d'ordres affectifs ou rationnels en valeurs qui puissent fonder une conviction éthique. Cette légitimité intervient au plus fort moment de crise quand des sujets se dévouent entièrement à un chef hors du commun doué d'un charisme personnel sans égal en raison de ses qualités exceptionnelles et exemplaires et qui est présenté comme le mieux indiqué pour les faire sortir du tunnel.
Il faut remarquer que l'adhésion populaire est ici d'ordre personnel et affectif contrairement à la légitimité traditionnelle où l'adhésion se réfère à un principe qu'à la personne.

3°La légitimité légale rationnelle : elle repose sur la croyance en la légalité des règlements arrêtés et du droit de donner des directives qu'ont ceux qui sont appelés à exercer la domination. Elle se base donc sur la conformité des actes et comportements au droit en

[149] WEBER (Max), Economie et société, Tome 1, Paris, Librairie Plon, 1971, p222

vigueur qu'est la légalité. Ce type de légitimité veut que les individus obéissent moins à des personnes ou à des organisations partisanes qu'à des règles générales et impersonnelle organisant la vie publique et politique. Aucun individu, aucune autorité ne peut se soustraire à l'application de ces règles ; la prescription juridique joue un rôle prééminent.

En utilisant les concepts, les acteurs veulent opposer la légitimité moderne contre la légitimité traditionnelle. La révolution signifiait la rupture avec l'ordre traditionnel c'est-à-dire la monarchie. Cependant dans la réalité, ce fut une rupture dans la continuité.

Aujourd'hui les formes anciennes de pouvoir se dégradent ou se transforment, les gouvernements primitifs et les Etats traditionnels s'effacent sous la pression de nouveaux Etats modernes et de leurs administrations bureaucratiques ou se convertissent.

En effet, bien que la tradition ne soit pas identifiable à un fixisme, elle est vue comme la continuité là où la modernité est rupture. C'est cette difficile rupture qui s'est observée dans la politique de l'Afrique indépendante. Les pratiques traditionnelles n'ont pas cessé malgré la proclamation en cascades des républiques et le Burundi n'a pas échappé à la règle. La chute de la monarchie n'a pas en elle apporté une rupture totale avec les pratiques monarchiques.

2. La symbolisation de la république.

a. Anciens objets, nouveaux enjeux.

La chute d'un régime entraîne la dégénérescence de tout objet qui concourait à sa légitimation. Le Burundi n'a cependant pas suivi cette règle.

Ainsi, le tambour, objet sacré de la monarchie, continue à jouer le même rôle, il est battu lors de la sortie du président en province. Le drapeau national est seulement dépouillé de ses signes monarchiques (tambour et épis de sorgho) pour être remplacé s par trois étoiles tout en gardant les trois couleurs du drapeau. La devise nationale qui était monarchiste de "Umwami-Imana-Uburundi" cède la place à la devise républicaine de:"unité-travail-progrès". L'hymne national reste la même dans le fond sauf le nom de Mwami qui est retiré et remplacé par Ubumwe.

b. Une république sur les traces de la monarchie.

Avec l'instauration de la République, les moyens d'accession au pouvoir ont changé et avec eux la nature de l'institution exécutive.
Le président est à l'image du roi père de tous les Burundais (*ni Sebarundi*) même si dans la pratique cette représentation ne se vérifie pas. La pratique de faire la cour a survécu (gusaba i bukuru/i bwami).Et quand il prête serment, (ararahira) renvoyant par là dans l'imaginaire d'un Mushingantahe avec toutes les valeurs qu'on lui confère ainsi que la considération sociale corrélative. Lors de sa prise de fonction, on dit yimye (intronisation) comme s'il s'agissait d'un roi.

Et si une contrée a la chance d'être visitée par le "Président-Roi"[150], le tambour, objet sacré de la monarchie est entonné suivi de tonnerres d'applaudissements (*amashi*) symbole qui ne trompe pas de la sujétion totale. Des bananiers, symbole de la fécondité sont plantés sur une assez longue distance, des arbres sacrés comme imimanda, imirinzi, ibitongati ne sont pas oubliés. Faute de symboles pertinents, on a eu recours aux concepts de "mouvement" et de "révolution".

De plus la nomenclature institutionnelle n'a pas beaucoup changé. De Abashikirangoma sous la monarchie, on a Abashikiranganji sous la république et tous les responsables administratifs gardent le nom de Abatware comme sous le règne des rois et de la monarchie. La république n'a pas non plus divorcé avec la relation du don. Cette image d'une république monarchique a poussé BIRANTAMIJE à conclure ceci:

> *"En véhiculant des images et des significations monarchistes, le pouvoir républicain se montrait sous sa forme sacrée et partant inviolable"*[151].

Cet usage des anciennes pratiques, des anciens objets pour légitimer les pouvoirs modernes a conduit Georges BALANDIER à dire que les pouvoirs modernes ne recourent qu'à la traduction du traditionnel dans le moderne en ces termes:

> *"Après les indépendances, l'activité politique (en Afrique) n'a pas pu s'organiser et s'exprimer qu'en recourant à une véritable traduction: les anciens modèles et les symboles redeviennent des moyens de communication auxquels recourent les responsables s'adressant aux paysans noirs".*[152]

Au Burundi, nous voyons que cette pratique a été exécutée avec brio sous la république et par les républicains. On peut donc dire qu'à cette période les concepts de "mouvement" et de "révolution" étaient utilisés dans les discours politique comme des concepts idéologiques légitimateurs.

B. Auto-légitimation des régimes issus des coups d'Etat.

1. Le mythe du paradis perdu.

Les différents détenteurs du pouvoir républicain ont eu à user de la stratégie de faire miroiter au peuple l'image d'un passé glorieux pour justifier et légitimer leurs régimes et les faire supportables et donc souhaitables en simplifiant l'histoire du Burundi à un paradis perdu qu'il faut retrouver quel qu'en soit le prix.

Tous les militaires présidents qui ont eu à assurer la magistrature suprême ont rendu à l'infini les références au passé historique avec la stratégie consistant à faire appel à l'histoire glorieuse du Burundi arguant que la littérature fait du Burundi "un pays de lait et de miel", que le Burundi est le coeur de l'Afrique, la petite Suisse africaine ou encore un pays qui n'a

---

[150] NIMUBONA (J), Les représentations....., op. cit. p464

[151] BIRANTAMIJE (G), Le pouvoir et la symbolique politique au Burundi, Bujumbura, U.B, Mémoire, 2005, p87.

[152] BALANDIER (G), Anthropologie politique, Paris, PUF, 1978,3è édit, p207.

jamais sombré dans la catastrophe (*Uburundi ntibwigeze bugwa mw'isanganya*).

Il faut ici "marcher sur les traces de nos ancêtres" qui ont su bâtir un Etat -Nation comme cela apparaît dans la chanson de l'orchestre national :

"Basogokuru kera bari intwari yemwe " où on ne tarit d'éloges à leur égard.

On recourt à la succession des temps forts de l'histoire du pays pour justifier le président en place. Ainsi, de la fondation du royaume par NTARE Rushatsi à l'oeuvre de RWAGASORE qui a tiré le pays des griffes de la colonisation en passant par l'agrandissement du pays et la résistance contre vents et marées de MWEZI GISABO,la place du président est taillée et non la moindre. Par exemple, MICOMBERO est perçu comme le remplaçant de RWAGASORE (Umusubirizi wa RWAGASORE). De là, il est immortalisé de son vivant comme c'est perceptible dans cette chanson populaire:

> *"RWAGASORE ncuti y'uburundi yaradukunze atako aradupfira yasize aturaze Micombero»(RWAGASORE ami du Burundi nous a tant aimé jusqu'à mourir pour nous,il nous a légué Micombero)"*

On le voit bien que dès lors que Micombero est pressenti comme l'héritier de RWAGASORE de son vivant, même après sa mort son nom restera gravé dans la mémoire collective. L'objectif est ici de montrer que les anciens ont défendu la nation. Ils ont résisté contre les envahisseurs de la domination. Ils étaient donc des révolutionnaires comme le sera Rwagasore. Les nouveaux dirigeants se veulent être sur les traces des "révolutionnaires-restaurateurs" du paradis perdu. D'où l'ambiguïté du concept de "révolution".

2. Les mythologies présidentielles.

a. Micombero et le mythe de la personnalité.

Le président MICOMBERO se disait "Révolutionnaire" et "Libérateur" du peuple Murundi. Par là, il veut montrer qu'il n'est pas classé dans le commun des mortels. En se déclarant "Libérateur du peuple Murundi" , il veut se créer une légitimité hors normes afin de s'attirer l'adhésion populaire dans la mesure où il venait d'abolir une monarchie séculaire à laquelle le peuple s'attachait très profondément. C'est dans ces conditions qu'il pouvait se déclarer même être révolutionnaire. Dans son discours politique, il faisait toujours référence à un personnage symbolique dans la mémoire burundaise : il rappelait sans cesse la personne du prince Louis Rwagasore et c'est normal qu'on trouve leurs photos côte à côte.
Malgré tout cela, la 1ère république se caractérise par un bilan déficitaire dominé par le clientélisme, le népotisme, la corruption, le clanisme, l'ethnisme,etc.
Cependant, le Lieutenant Général Michel MICOMBERO a laissé l'image d'un personnage hors du commun à l'actif duquel le progrès et la paix sont mis: (*Maza meza wazanye amajambere*) ou encore (*Amahoro tuyakesha Micombero*) sans doute en référence aux éphémères victoires de 1965 et 1972.

b. Le président BAGAZA et le mythe du développement.

Le pouvoir du Président Bagaza étant issu du coup d'Etat, il devait construire sa légitimité dans les discours d'auto-légitimation articulé sur les concepts de "mouvement" et de "révolution". Constant que son prédécesseur n'avait pas fait assez, il introduit un concept nouveau, le concept de "mouvement".
Nous avons vu au 1er chapitre que le concept de "mouvement" consiste en une innovation qui fait la dynamique des sociétés. Dès lors, trois types de sociétés peuvent être distinguées à savoir : les sociétés à large consensus ; les sociétés à moyen consensus ; les sociétés à conflits ouverts.

Partant de ce schéma, le concept de "mouvement" pourrait s'appliquer aux sociétés à large consensus puisque politiquement ce concept suppose une action collective, concertée et spontanée. Pour le cas du Burundi, ce concept a été utilisé dans le but de légitimer un pouvoir qui venait redonner l'espoir au peuple après les événements sanglants de 1972.

Etant donné que le "mouvement" suppose un régime politique où la divergence des points de vues est tolérée, ce qui dit que les idées novatrices ne sont pas étouffées dans l'œuf mais mûries officiellement et que c'est la raison qui triomphe, le "mouvement" du 1er novembre 1976, relevait de l'auto-légitimation du nouveau régime avec la promesse d'un paradis :

> "*il est donc légitime de fonder tous les espoirs sur ce mouvement qui, encore une fois rend justice à tous les fils de la nation et se propose d'enterrer les séquelles des divisions pour que l'unité ne soit un vain mot*"[153].

Aux différentes tares qui avaient caractérisé la 1ère république, ce "mouvement" du 1er septembre 1976, Bagaza se proposait de les remplacer par le développement en mettant tout le monde au travail. C'est pourquoi dès son accession au pouvoir en novembre 1976, son discours fut orienté vers le développement.

Signalons que la République de MICOMBERO s'était fortement éloignée de la république idéale imaginée en 1966.La première république fût rongée par des maux qui n'ont pas encore fini de produire des effets jusqu'aujourd'hui tels que le régionalisme (Bururi-Muramvya),l'ethnisme(hutu-tutsi),le clanisme(Batutsi Banyaruguru-Batutsi Bahima;Bahima Bashingo et Bahima Bayanzi),le népotisme,le néo-patrimonialisme,le clientélisme.

Le *fléau de* 1972 qui ternit fortement l'image du pays fût une source d'inspiration pour le colonel BAGAZA et ses compagnons. A leurs dires, l'objectif était donc de soulager la mémoire traumatisée en déclarant que les années sombres de 1965,1969 et particulièrement 1972 ont engagé le pays sur la voie de la haine et de la suspicion implacables. Pour cela, «tout révolutionnaire (...) doit reconnaître ce fait et prendre conscience de cette constatation»[154].

---

[153] République du Burundi, Maison du parti : Pourquoi le changement, op cit. p 14.
[154] Ibidem, p 13.

Cela a constitué une donnée fondamentale qui devait faire de la "révolution" de 1976 en tant que changement voulu et radical des structures et des mentalités comme le prônaient ses auteurs, une impérieuse nécessité pour le bonheur du peuple. Le coup d'Etat de 1976 se voulait aussi différent de celui de 1966 par conception du monde politique burundais.

En effet, si les révolutionnaires de 1966 opposaient volontiers le peuple à l'aristocratie, ceux de 1976 s'inspiraient du Marxisme-léninisme pour opposer les travailleurs à ce qu'ils appelaient une classe exploiteuse, c'est-à-dire la bourgeoisie naissante et l'élite politico-administrative d'alors. Aux yeux des hommes de 1976, la société burundaise soufflait encore des séquelles de la mentalité féodale, notamment l'esprit de coulisse, et de la mentalité bourgeoise qui aurait envahi les esprits des intellectuels[155]. Tout cela était une propagande qui avait l'objectif de rendre crédibles les nouveaux hommes au pouvoir en miroitant au peuple un avenir meilleur par rapport au régime déchu.

c. Buyoya et son mythe de l'unité.

Au 2ème chapitre, nous avons vu que le concept de "révolution" a été utilisé au cours des trois républiques dans le but de se légitimer et de légitimer le nouveau pouvoir issu du coup d'Etat. Le président Buyoya dira qu'il a agit parce que la révolution populaire est trahie.
Bien que la parole n'ait pas été toujours liée à l'acte,l'unité(*ubumwe en kirundi*) a fait l'objet d'un mythe commun sous les trois républiques révolutionnaires cependant,de la monarchie à la 3ème république, tous les régimes se sont accusés mutuellement d'avoir failli à ce principe sacro-saint.

C'est avec les événements "thérapeutiques"[156] de NTEGA-MARANGARA de 1988 que le tabou est brisé. Désormais, l'heure est à la libéralisation de la pensée et l'Homme du 3 septembre 1987, réalisme obligeant, se résout à l'ouverture.
Des colloques qui conduiront à l'adoption de la charte de l'unité nationale en date du 5 février 1991, désormais inscrite dans les annales de l'histoire du Burundi sont organisés sur tout le territoire.

C. Masque d'un clivage ethnique.

Au deuxième chapitre nous avons vu comment les ethnies ont été fabriquées de toutes pièces pendant la colonisation. Les Burundais ont fini par y adhérer et nous avons pu montrer l'influence de la " révolution " rwandaise dans cette évolution. Pendant la recherche de l'indépendance, les glissements ethniques étaient moins prononcés et sans effets sous l'effet de l'action unificatrice de l'Uprona. La personnalité du Prince LOUIS RWAGASORE avait fini par étouffer l'action divisionniste et ethniciste.

L'évolution politico-sociale du Burundi indépendant sera caractérisée par l'ethnisme toujours grandissant. Le pays a été à plusieurs reprises endeuillé par des crises ethniques et cette violence ethnique a influencé le comportement des élites politiques tant hutu que tutsi. Voyons comment ce paramètre ethnique a fortement joué dans l'instauration de la république et dans différents coups d'Etat qui se sont opérés au Burundi.

---

[155] «Création d'une mentalité nouvelle» in Flash-Infor n°1813 du 19 novembre1976, p8.
[156] REYNTJENS (F), op. cit. Pp157-158

1. Du côté du pouvoir.

La crise de succession à l'Uprona après la mort de Rwagasore et la politique de la balançoire de la royauté ont contribué à l'assombrissement du climat politique burundais et la naissance de l'ethnisme. Paul MIREREKANO et Pierre NGENDANDUMWE, candidats pressentis pour occuper la présidence de l'Uprona se virent refusés ce poste tant convoité et l'explication fut simple : ils sont hutu. Le parti se divisa en deux blocs ethno-politiques : Casablanca (pro-tutsi) et Monrovia (pro- hutu).

La politique de la monarchie de jouer les blocs l'un contre l'autre créa chez les uns et les autres l'idée de renverser la monarchie afin de prendre l'avance sur l'autre bloc. Le travail idéologique pour le renversement de la monarchie était assuré par la jeunesse de l'UNEBA, principalement la section de l'Europe. L'assassinat du Premier Ministre Pierre NGENDANDUMWE fut senti comme un coup de poignard dans le dos de l'élite hutu ce qui agrandit considérablement le fossé ethnique à jamais et les élections de mai 1965 furent l'occasion de la manifestation de cet ethnisme qui avait gagné les élites politiques.

Le coup d'Etat manqué du 19 octobre 1965 qui désacralisa et affaiblissa la monarchie fut l'occasion pour le bloc Casablanca (pro- tutsi) d'affirmer son hégémonie par l'élimination systématique de l'élite concurrente du bloc Monrovia (pro -hutu) avec l'aide de l'armée. L'armée connut elle aussi à cette époque des purges qui consacreront la domination de l'élite tutsi au sein de cette institution.

C'est sur ce clivage que va se greffer la "révolution" de novembre 1966 car elle est l'œuvre du bloc Casablanca (pro tutsi) allié à l'armée désormais dominée par les éléments tutsi. On peut dire que la révolution menée en novembre 1966, issue de l'initiative des élites tutsi s'inscrivait dans le but d'éviter l'importation de la "révolution rwandaise" sur le sol burundais[157].

Cela montre encore une fois que la "révolution" de 1966 et ses héritières avaient dans leur essence une propension ethnique dans la mesure où les leaders dits républicains sont du blocs Casablanca (pro-tutsi) et que le coup d'Etat de 1966 est plus un contre-coup de la tentative de coup d'Etat du 19 octobre 1965 qu'une "révolution".

La "révolution" de 1966 et d'autres qui l'ont suivie sont donc apparues dans leurs stratégies comme le seul apanage des élites tutsi dans leur surreprésentation et comme engagées à assurer l'hégémonie tutsi. Raison pour laquelle une propagande hutu s'est répandue dans les quatre coins du monde pour déconstruire toutes les idéologies construites par les différentes révolutions et le "mouvement" du 1er novembre 1976.

La dislocation du parti Uprona en tendances ethniques antagonistes n'était pas de nature à arranger les choses .C'est sur ce terrain ethnique qu'est née et grandi la République qui sera longtemps perçue comme l'instrument des élites tutsi pour soumettre les hutu.

On a vu en haut que la littérature coloniale a créé ex-nihilo les ethnies et que les Belges ont exploité cet élément pour créer un parallélisme historique entre l'évolution politico-

[157] BIMAZUBUTE (G), "Le capitaine Micombero a pris le pouvoir au Burundi" in Remarques Africaines n°279,du 3novembre1966,p551

historique du Burundi avec celle du Rwanda. La "révolution sociale rwandaise" de novembre 1959, modèle à exporter au Burundi, a prospéré sur la tombe des milliers de tutsi rwandais
L'établissement de la république avec ses vertus intrinsèques n'a pas tenu promesse car les hutu y voyaient une entreprise tutsi et partant une république tutsi qui n'était pas si différente de la monarchie qu'on assimilait à tort à la féodalité tutsi[158].

La république, fruit de la "révolution" se présentera donc aux yeux des hutu comme un instrument de l'élite tutsi pour dominer.
Si l'une des raisons de la proclamation de la république était de lutter contre l'inégalité sociale entre l'aristocratie Ganwa et la masse populaire composée de hutu et de tutsi, que peut-elle représenter cette sur représentation de tutsi aux yeux des hutu dans le Burundi républicain?

En conclusion, la république et les différentes révolutions qui la portaient avaient en elles un fond ethnique .En effet, nous avons vu que la république issue de la "révolution" de novembre 1966 est proclamée par le bloc Casablanca (pro-tutsi) au grand dam du bloc Monrovia (pro hutu). Ainsi, une république née des rivalités ethniques a grandi dans ces rivalités et l'élite tutsie a construit son hégémonie sur le cimetière de l'élite hutu. Cela a fait que les pseudo-révolution de 1976 et 1987 n'étaient que de simples distribution du pouvoir intra-tutsi. Les concepts de "mouvement" et de "révolution" dans le discours politique burundais de cette époque portaient donc en lui un masque ethnique.

2. Du côté de l'opposition.

Nous avons vu que la littérature ethno-raciale a divisé le peuple burundais en trois ethnies dont l'organisation socio-politique serait dominée par la minorité tutsi qu'on n'hésite pas à comparer aux seigneurs de l'Europe médiévale. De toutes ces fantaisies anthropologiques et historiques, le mythe hamitique et sa projection sur le Burundi a été déterminants dans la structuration des rapports ethniques de la société burundaise.

Tous les écrits sur l'histoire du Burundi se basaient sur ce mythe hamitique et l'administration coloniale belge l'utilisant à fond pour balayer tout élément hutu de l'administration traditionnelle en 1933. On montra que depuis l'origine de la monarchie burundaise les hutu sont dominés par les tutsi, ces seigneurs venus d'ailleurs. L'élite hutu y crut pour qu'enfin ce mythe commande leur comportement politique jusqu'aujourd'hui.

A la recherche de l'indépendance, des partis politiques dits "populaires", donc issus des masses pour parler insinuésement des hutu réclamaient d'abord une indépendance interne contre la féodalité traditionnelle et refusaient par la même occasion une indépendance obtenue sous l'égide des partis dits féodaux, dominés par les tutsi et/ou les Ganwa.

En 1965, Gervais NYANGOMA, alors Directeur Général à la Primature réclamait l'instauration d'un "Etat nouveau" avec un parti nouveau et issu de la masse. L'élite hutue en voulant renverser la monarchie par une révolution qu'ils voulaient populaire ont commis une erreur d'appréciation politique. En effet, en confondant l'élite hégémonique à toute

[158] NDAJE "Le masque de l'UNEBA"in Remarques Africaines n°276 du 3 novembre1966, p551

l'ethnie, leur révolution cachait mal un ethnisme affirmé.
Dans leurs tentatives de détruire l'ordre existant, leurs plans s'accompagnaient toujours de massacres ethniques où les populations innocentes tutsi étaient tuées.

Tous les partis politiques fondés par les burundais de la diaspora voyaient que la seule voie de venir à bout du régime politique burundais était la voie des armes. Dès que tout tutsi est vu comme un bourgeois exploiteur, il est représentant du régime de fait. Cette tendance est tenue par les radicaux qui prônent un hutisme radical[159]. On arriva même à dire que le Burundi ce sont les hutu !

> *"Sans les bahutu, le Burundi serait un ensemble presque vide "* [160]

C'est pour honorer cette idéologie qu'un parti politique radical fut fondé : le PALIPEHUTU afin de valoriser l'identité hutu et tirer de la domination ce peuple longtemps exploité, dominé et meurtri comme cela apparaît dans ses objectifs :

> *"le Palipehutu s'inscrit résolument contre l'infériorisation du hutu par le tutsi Et donc sa libération "* [161].

Cette libération du hutu tire son origine de la représentation même que l'élite hutu se faisait du pouvoir républicain instauré par le Capitaine MICOOMBERO en date du 28 novembre 1966, étiqueté tutsi.

> *"en 1966, Micombero, désormais sur de l'appui devenue mono ethnique tutsi, abolit la monarchie et installa la république tutsi "*

Le système politique burundais fut même comparé à l'apartheid, système politique d'exclusion qui sévissait en Afrique du Sud. On n'aura pas de peine à comparer la minorité afrikaner aux tutsi et les noirs sud-africains aux hutu majoritaire au Burundi ; une situation où la majorité est minorisée. A ce propos, Raphaël NTIBAZONKIZA écrit :

> *"dans les deux cas, il s'est trouvé sur le plan national, des théoriciens, des politiques, des historiens (...) pour convaincre les tutsi comme les blancs sud africains qu'ils appartiennent à une race supérieure, appelée à dominer les races inférieures de leurs pays : hutu et twa dans le premier cas, noirs sud africains dans le second "* [162]

C'est ainsi que la victoire du Frodebu le 1er juin 1993 était perçue comme la libération des dos courbés qui désormais vont marcher débout dépourvus de tout complexe d'infériorité. C'est pourquoi après l'assassinat de Melchior NDADAYE par l'armée mono-ethnique tutsi, tout ce qui s'appelait hutu devait défendre cette démocratie qui venait de les tirer de l'asservissement séculaire; au besoin par la solution finale.

Cette résistance d'un peuple longtemps opprimé fut fièrement légitimée par l'organe

---

[159] MBONIMPA (M), op cit, p62
[160] Ibidem, p53.
[161] Idem.
[162] NTIBAZONKIZA (R), op cit, pp16-17

d'expression du Frodebu en janvier 1994 dans des termes extrêmement cyniques :

> *"Le 1er juin, les hutu avaient entrevu l'aurore de leur libération. Ils allaient enfin Recouvrer leurs droits usurpés depuis des siècles. Quand ce droit a été défié par la décapitation des institutions démocratiques...ils se sont sentis directement menacés dans leur vie. Ils se sont sentis engagés dans le dilemme (sic) tuer ou être tué, tuer ou être asservis encore une fois et pour toujours. Rien n'a donc été enseigné à ce peuple longtemps meurtri, un ressort longtemps comprimé a brusquement réagi. Faites plutôt qu'il ne devienne furieux ; car il a pu évaluer ce dont il est capable,et si c'était à refaire,il n'hésitera pas à le faire "*[163].

Cette légitimation de la violence collective faisait suite donc à une libération du peuple hutu étouffée dans l'œuf laquelle libération pouvait être comparée à une *révolution démocratique*[164].

Une idéologie révolutionnaire chez les élites de l'opposition qui partait d'une vision manichéenne de la société burundaise ne pouvait donc pas échapper à l'ethnisme. D'où la révolution populaire réclamée à cor et à cri par les élites de l'opposition hutu portait en elle un ethnisme visible à l'œil nu.

D. Masque du régionalisme.

Depuis la chute de la monarchie, il y a eu un transfert du pouvoir du pôle central (Muramvya) vers le pôle sud (Bururi).Pendant plus de trois décennies, le pouvoir reste dans la province australe du Burundi qui fournira successivement les trois présidents républicains. Ainsi, ce qu'on a souvent appelé "révolution" ne consistait qu'en un transfert entre les gens de même famille (Hima), de même province (Bururi), de même commune (Rutovu), de même ethnie (tutsi) et de même origine professionnelle (militaire).

Dans l'Editorial du Marchés Tropicaux et Méditerranéens du 11 septembre 1987 après l'avènement de Pierre Buyoya, l'analyse y faite est on ne peut plus claire:

> *"On va d'ailleurs vite quand on affirme qu'au Burundi ; le pouvoir est tutsi. En réalité, il est tutsi de Bururi depuis le renversement de la monarchie dontle foyer traditionnel se trouvait dans le nord du pays à GITEGA(sic). Lesprécautions sont telles qu'il ne peut y avoir dans ce pays d'autres révolutions que de palais ".*[165]

Cette distribution du pouvoir au sein d'un groupe restreint a poussé le professeur Julien NIMUBONA à conclure dans sa Thèse à *la loi d'airain oligarchique* en établissant un parallélisme patent de la monarchie et de la République:

> *"Comme à l'époque où NTARE renversait son père, les tombeurs du «Présidents-rois» viennent aussi du palais ou des environs proches. Ainsi,*

---

[163] Aube de la démocratie n° 31 du 1-15 janvier 1994 : Un ressort trop comprimé, cité par CHRETIEN (JP), Le défis de l'ethnisme. Rwanda et Burundi 1990-1996, Paris, Karthala, p136

[164] NTIBAZONKIZA (R), op cit, p16

[165] Marchés Tropicaux et Méditerranéens n°2183 du 11septembre 1987, p 2359.

J.B.BAGAZA (de Rutovu), Edouard NZAMBIMANA (de Matana) étaient tous des officiers assez proches de la cour de MICOMBERO pour que celui ci ait des suspicions envers eux. Membre du comité central du Parti Unique l'UPRONA, originaire de RUTOVU et du même lignage que BAGAZA, BUYOYA était dans la même position."[166]

Ainsi se justifient des révolutions qui se passent sans effusion de sang, révolutions qui se passent entre cousins et oncles. On se demande comment dans ces conditions il pouvait y avoir une quelconque contestation dans la mesure où le pouvoir a seulement changé de titulaire mais gardé au sein du même groupe qui décide de remplacer qui par qui?

C'est cette vision qui s'observe lors de la prise du pouvoir par le Major BUYOYA:

"Il semble que le pouvoir minoritaire du Burundi a veillé à remplacer un dirigeant désavoué en se choisissant un autre en son sein,(...) comme cela avait été le cas en 1976 lorsque le colonel BAGAZA avait remplacé son cousin le Président MICOMBERO."[167]

De plus, cela montre que les changements de régimes au Burundi ont été un mouvement de haut se passant en dehors de toute participation de la population malgré les mises en scènes de marches manifestations au *nouveau roi* et à son régime. Ce monopole du pouvoir par les hommes de même clan (Hima),de même ethnie (tutsi) et de même région (Bururi) a conduit à un phénomène de sectarisation de l'Etat que le professeur Julien NIMUBONA a qualifié de triomphe de «l'Aristocratie -militaro-ethno-régionale »[168].

De là, ce qu'on avait l'habitude d'entendre appeler "révolution" à la faveur d'un coup d'Etat qui instaurait une république nouvelle n'était rien d'autre qu'un transfert du pouvoir entre les gens qui se connaissent. Cela devait avoir la conséquence d'avoir le même comportement politique à exception près.

C'est pourquoi il n'y a pas de raisons véritables de changement du pouvoir que la *«fatigue* » du président. Ainsi, BUYOYA pouvait déclarer que les raisons de la chute de BAGAZA peuvent être trouvées mot par mot dans les raisons qui ont motivé la chute de MICOMBERO.

Cela pousse à dire que les différentes républiques connues n'ont été que des ruptures dans la continuité. C'est ainsi que les poids lourds de la 2ème républiques étaient les gens proches de Micombero et la plupart des membres du CMSN étaient membres du CSR sous la 2ème république. D'où on est en droit de se demander d'où proviendraient la rupture et l'innovation? Le meilleur exemple est celui d'Edouard NZAMBIMANA devenu premier ministre sous Bagaza et grand artisan du coup de 1976 alors qu'il était ministre de Travaux publics sous Micombero et de plus son proche.

---

[166] NIMUBONA (J), Analyses..., op cit, p538
[167] Marchés Tropicaux et Méditerranéens n°1283 du 11/9/1987, p 2359
[168] NIMUBONA (J), op cit, p526.

Cela montre à suffisance que l'histoire républicaine du Burundi n'est émaillée que de *révolutions de palais* uniquement.

E. La satisfaction de courants idéologique internationaux.

Après la 2ème guerre mondiale, l'évolution des relations internationales fut profondément marquée par la division du monde en deux blocs idéologiquement antagonistes. Après la conférence de Yalta de 1945, deux idéologie se confrontent : le capitalisme pour le bloc Ouest et le socialisme pour le bloc Est. Le monde encore sous occupation occidentale commençait de réclamer son indépendance à ce moment. La colonisation était conçue comme une domination de la part de l'occident qui devait disparaître. Cette situation a donc facilité l'importation et l'usage des concepts de "révolution" et de "mouvement" dans le discours politiques dans les pays africains en général et au Burundi en particulier.

1. Insertion dans les relations internationales : les influences extérieures.

a. La politique extérieure du Burundi.

Depuis son indépendance, le pays s'est toujours déclaré et rangé du côté des pays dits "progressistes" et "non-alignés"[169]. Le pouvoir issu du coup d'Etat du 28 novembre 1966 et d'autres qui ont suivi ne se sont pas éloignés de ce principe. Ainsi, la politique extérieure du Burundi sera basée au moins en théorie sur cinq critères.

b. Le non-alignement.

Le pays s'est proclamé fidèle aux principes du "mouvement" des pays non-alignés. Il se refuse à toute alliance de nature à empiéter sur sa "souveraineté», Nation indépendante ayant réussi son indépendance. Une décennie avant, Pierre NGENDANDUMWE avait rejeté la proposition des Etats-Unis d'ériger une Base militaire dans la plaine de la Ruzizi en contre-partie de l'asphaltage de toutes les routes du royaume. Il fut traité donc de pro-révolutionnaire et fut accusé d'un penchant pro-chinois.

c. Le soutien aux" mouvements de libération".

Dans son entendement, le pays ne pouvait manquer à ce rendez-vous. En effet, l'asservissement de peuples et des Nations a tant fait souffrir les pays d'Asie et d'Afrique. La dynamique des indépendances amorcée après la 2ème guerre mondiale a été tardive dans certaines nations encore sous le joug colonial sur le continent africain. La colonisation était donc une domination et une exploitation des pays occidentaux sur les pays encore faible économiquement et militairement. L'accession à l'indépendance pour un pays sous domination était donc un acte révolutionnaire et le Burundi en tant que pays ayant subi cette domination se devait d'aider d'autres pays qui aspirent à l'autonomie.

Ce sont les soucis économiques qui motivent un tel comportement mais aussi les options stratégiques comme cela transparaît à travers les propos du président Tanzanien Julius NYERERE au sommet des pays non-alignés tenu à Lusaka en 1970:

---

[169] MANIRAKIZA (M), op cit, p96.

«Créer un pacte militaire est un rêve, mais créer une alliance économique n'en est pas une»[170].

d. Le Burundi dans le mouvement des non-alignés.

Entre le bloc capitaliste et le bloc socialiste se trouve un autre bloc, celui du non-alignement. Ce bloc du non alignement est né de la volonté d'échapper aux influences de ces blocs en Avril 1955 avec la conférence des pays précurseurs du non-alignement tenue à Bandoeng. Cela montre les pays fraîchement sorti de la colonisation était possible au delà de ces deux idéologies qui somme toute étaient impérialistes.

En Afrique, l'OUA née à la faveur d'une conférence de 32 pays Africains tenue du 23 au 25 mai 1963 dans la capitale Ethiopienne s'inscrivait dans cette optique de former un bloc fort afin de résister aux différentes influences.

Prenant part à cette conférence, le Burundi par la voix de sa Majesté le roi MWAMBUTSA IV définit les orientations de sa politique extérieure:

> *"Pour sa part, le Burundi se félicite de toute aide ou de toute assistance qui ne soit grevée de conditions politiques ou militaire ,celles qui sont à la base de l'alignement idéologique derrière un des blocs, l'installation des bases militaires sur le sol national ou le maintient des troupes étrangères dans le pays. Le Burundi acceptera d'autant plus facilement une aide qu'elle sera grevée de moins de conditions.* "[171]

C'est dire que toute aide portant les germes de domination n'est pas la bienvenue dans la mesure où elle mettrait en cause l'indépendance acquise au terme d'une"révolution". Retomber dans cette situation serait donc une régression. L'action de l'OUA devra donc se situer dans cette dynamique ou plutôt dans ce "mouvement général" de la préservation de la souveraineté difficilement acquise.

Il faut reconnaître que toute aide ou toute assistance établit des relations de déséquilibre entre le receveur et le donateur. Ainsi à travers l'aide les pays occidentaux n'ont cessé d'accroître leurs ingérences et domination auprès des pays receveurs. C'est ce déséquilibre dans les rapports de coopération qu'on a appelé "néo-colonialisme". Ainsi, parlant du Burundi, Raymond ROZIER part d'autres pays pour montrer que le pays ne peut échapper à cette règle:

> *"Les nations européennes elles-mêmes n'échappent pas à la pression des Etats-Unis et de l'URSS, voire de la Chine Populaire .Que dire d'un minuscule pays qui n'a pas accès à la mer et qui serait vite affamé s'il ne recevait pas produits étrangers et ce nerf de la guerre, objet de chantage ou de guerre froide, le pétrole."*[172]

---

[170] BERG (E), Non-alignement et nouvel ordre mondial, Paris, PUF, 1980, p45.

[171] Extrait «Discours de sa Majesté MWAMBUTSA IV à la conférence des pays Africains indépendants à Addis-Abeba » in Présences Africaines, 1963, p40.

[172] ROZIER (R), Le Burundi, pays de la vache et du tambour, Paris, Presses du Palais Royales, 1973, pp145-146.

A en croire l'auteur, le Burundi était loin de se suffire à lui-même. C'est dire que le Burundi n'avait une orientation propre de sa politique. L'indépendance acquise était donc fragile si les maîtres d'hier avaient d'autres maîtres au dessus d'eux. Cela n'empêchera sa Majesté de dire que le Burundi n'acceptera la tête baissée les injonctions d'où qu'elles viennent et de rappeler que *c'est le moment de nous* (sic) *souvenir que l'indépendance se définit comme la libre indépendance.*

Cela veut dire les anciens maîtres, symboles de l'accumulation et de la bourgeoisie ne devaient plus donner des leçons aux pays devenus indépendants.

En adoptant l'attitude de non-alignement, le Burundi pensait échapper aux influences des blocs et croyait par là gagner la confiance de part et d'autres. Or, cela était une tâche difficile à réaliser en ce sens que les rivalités Ouest- Est (opposition du socialisme contre le capitalisme) déjà rampantes sur le continent noir ne manqueront de transhumer vers le Burundi. Cette attitude de non-aligné ne mettait pas pour autant le pays à l'abri des soupçons et mêmes des accusations sur son éventuel alignement idéologique surtout pendant la crise congolaise matérialisée par l'ouverture de l'Ambassade Chinoise à Bujumbura en 1964.

Ainsi, à la fin de l'année 1964, l'observation des milieux belges disait que Bujumbura serait une plate-forme Sino-soviétique et anti-Belge. Cela signifiait que le Burundi serait gagné à l'idéologie sino-soviétique, donc au socialisme.

C'est de cette suspicion que le Burundi ne fût pas quitté de l'oeil par les occidentaux. Ainsi, une surveillance diplomatique s'organisa comme nous en dit clairement ROZIER:

> "*le Burundi est le pays où regorge beaucoup d'ambassades. On dit de Bujumbura qu'elle était une plaque tournante dans les affaires du Congo, un centre d'espionnage, c'est la cité de ce qui pense et agit dans la clandestinité*"[173].

Si on sait combien le Congo a été confronté au néo-colonialisme dès les premiers jours de son indépendance et la concurrence du capitalisme et du communisme, on voit bien que le Burundi était devenu le point d'observation de ce qui se passait et devait se passer au Congo.

Ce la montre à quel point ce petit pays était soupçonné pour sa sympathie au bloc socialiste comme on le verra dans les points qui suivront à travers l'instrument de la politique républicaine: le parti UPRONA.

e. Le Burundi face à l'impérialisme.

Le mot impérialisme a été utilisé pour désigner le mouvement de colonisation des pays africains et asiatiques lequel mouvement donnait aux pays occidentaux une emprise politique et économique des pays sous domination. Originellement, l'impérialisme s'identifie comme étant la tendance à la constitution d'empires et les supports doctrinaux qui tendent à légitimer l'entreprise ou à justifier le phénomène.

[173] ROZIER (R), op cit, p427.

Au sens économique, le terme désigne une manifestation particulière de l'expansion tant dans ses motivations que dans ses conséquences. A l'époque moderne, le terme impérialisme s'applique aux comportements de domination qui n'utilisent pas forcément les cadres historiques de l'aventure impériale[174].

Le Burundi qui a passé plus d'un demi-siècle sous le joug colonial a manifesté son sentiment anti-impérialiste à travers la lutte pour l'indépendance. Cette lutte de "libération" s'identifiait donc comme une "révolution". L'UPRONA taxé de "communisme" a arraché la victoire contre la volonté des Belges.

De là, le Burundi n'a jamais été l'enfant chéri de l'occident pour son insoumission ou ses présumés penchants pour l'Est. Faut-il signaler que le socialisme, idéologie du bloc Est était contre la colonisation considérée comme l'exportation du capitalisme ; donc de la domination et l'exploitation. Les pays africains ont vu cette prise de position comme une amitié à préserver à tout prix.

Les relations de coopération entre le Burundi et l'Occident resteront donc timides et les choses vont se gâcher avec la crise de1972. Durant les événements de 1972, le Burundi accusa en bloc les «impérialistes occidentaux» de lui avoir asséné un coup dur durant ces événements ; ce que devrait constater l'hebdomadaire "Jeune Afrique".

> *"Le colonel MICOMBERO n'ignore que ses ouvertures à l'Est concrétisées par l'établissement des relations avec la République Populaire Démocratique de Corée du Nord,son insistance pour l'admission de la Chine populaire à l' ONU et ses positions en faveur des Etats arabes du Moyen-Orient sont mal vues à Bruxelles:certains lobbies belges travaillent ouvertement à renverser son régime. Leur jeu a toujours consisté à opposer les hutu à la minorité tutsi(sic)"*[175].

Le Burundi a donc payé sur le plan diplomatique l'usage des concepts de "mouvement" et de "révolution". L'aide étrangère (France, Belgique, RFA, Suisse) est allé en diminuant passant de 52,1 millions de dollars à 31,5 millions.[176]. Sur le plan bilatéral, la Belgique adopta une coopération dite minimale et menaça de couper les relations diplomatiques à la fin du premier semestre de 1972. La réponse du Burundi, par la voix de son premier Ministre, ne s'est pas faite attendre:

> *"C'est plus qu'une immixtion dans les affaires intérieures de notre pays. Cela s'appelle le néo-colonialisme rétrograde doublé d'un paternalisme d'un autre âge(...) on ne se croirait pas dans le dernier quart du 20ès mais seulement en 1986".*[177]

---

[174] BERNARD (Yves) et COLLI (J.C), Dictionnaire économique et financier,Paris,5è éd,Sueil,cop,1989,1412p

[175] Jeune Afrique n°470 du 31 Décembre au 5 janvier 1970, p26

[176] NTIBINONOYE (L), La coopération internationale et son impact sur développement économique du Burundi: 1963-1976, Bujumbura, UB, 1986, p115.

[177] «La Belgique menace de couper toute assistance au Burundi dès le 1er juin1972» in Flash Infor n°473 du 5/61972, p3.

C'est ce genre de relations qui ont motivé le Burundi à orienter ses préférences diplomatiques vers l'Est et le monde arabe. Il y avait dans le débat sur l'impérialisme un soubassement idéologique autour du modèle révolutionnaire rwandais.

En effet, le Burundi rejette par là l'ingérence belge et sa courroie le Rwanda. Le Burundi et le Rwanda n'avaient jamais fait bon ménage. Du temps de Pierre NGENDANDUMWE, il avait traité le président KAYIBANDA de Néron d'Afrique.

Cette stratégie se révéla payante pour le régime MICOMBERO car, le Burundi devait avoir le soutien de l'Est après les événements de 1972. L'ambassadeur de Chine pouvait déclarer que *le peuple chinois soutient le peuple burundais dans la noble lutte contre l'impérialisme et le néo-colonialisme.*[178]

2. Le parti unique à la recherche d'une idéologie.

Beaucoup d'événements ont concouru pour que le parti de RWAGASORE devienne le parti unique. Ainsi, après que les leaders du PDC furent pendus, accusés d'assassinat du Prince Louis RWAGASORE, les partis politiques s'étaient effacés d'eux-mêmes .Par la suite, l'instabilité gouvernementale qui caractérisa la monarchie constitutionnelle en passant par les élections législatives anticipées de mai 1965 ont fait que certains partis renaissent de leur cendres comme ce fût le cas du PP.

Cependant, le coup d'Etat manqué du 19 octobre 1965 imputé aux leaders du PP en complicité avec les officiers hutus de l'armée et de la gendarmerie et le tribalisme qui battait son plein ont diminué plus que jamais les chances du pluralisme politique.

C'est ainsi qu'avant son renversement, le roi NTARE V avait, par l'Arrêté-Loi n°001/34 du 23 novembre1966, interdit le multipartisme et instituait le parti UPRONA en parti unique. Tout citoyen burundais était considéré comme membre de ce parti dès sa naissance. Le parti se devait de se construire une idéologie et les concepts de "mouvement" et de "révolution" furent au centre de ses instruments de légitimation des pouvoirs qui se sont succédés.

a. Options socialistes de l'Uprona.

> "*La mise en cause radicale du colonialisme débouche sur la mise en cause du capitalisme*"[179].

Le parti UPRONA, parti nationaliste qui a lutté pour l'indépendance était la bête noire des belges qui l'accusaient de communiste et ses adhérents qualifiés de païens "abazira rumenyetso".Dès lors le froid se jeta entre les belges, symboles de l'occident et les leaders nationalistes de l'Uprona.

La mort du Prince Louis RWAGASORE aggrava la situation. Sa mort est imputée aux Belges et l'Uprona vit une période troublée qui ne s'achèvera qu'avec la charte du 9 juin

---

[178] Le Burundi en marche:"Don de la Chine Populaire aux sinistrés burundais" in UBUMWE n°13 du 29 juin 1972, p4.
[179] Journal Officiel de la République Algérienne, Février, 1986, p146.

1967 après l'instauration de la République. De cette charte, le syndicat des travailleurs, les mouvements de jeunesse et de femmes, tous fondent dans le parti UPRONA. Désormais, sa coloration "socialiste" se fait voir.

Le parti UPRONA opta pour l'organisation pyramidale qu'on appelle "centralisme démocratique" calquée sur le système en vigueur dans les pays socialistes qui suppose que celui qui est au sommet de la pyramide doit être en permanente écoute de la base.

L'UPRONA qui avait posé les premiers jalons du socialisme dans la charte du 9 juin 1967 en définissant son option pour le « socialisme dans le contexte national»[180]continue sa route. Dans la charte de 1972, il fût également question de ce socialisme en se donnant pour objectif «*la promotion et le renforcement d'un système politico-économique démocratique socialiste inspiré des besoins du peuple*»[181].

Malgré les idées politico-économiques en vogue à cette époque,on peut dire que le choix de l'Uprona comme d'autres cas africains ne procédait aucunement d'une philosophie matérialiste mais d'une orientation de la majorité des leaders africains pour qui le socialisme était quelque chose formidable "qui devait les sauver"[182].

Le visage socialiste de l'Uprona va jusqu'aux symboles qui le caractérisent : le livre (symbole des élites), la houe (symbole du paysan) mais aussi et surtout les couleurs rouge et blanche de son drapeau.
Dans ces symboles, on y voit idéologie montrant que le parti est réellement proche du peuple par l'alliance du paysan et de l'élite.

b. L'UPRONA et ses relations avec d'autres partis progressistes.

Avec la révolution russe d'octobre 1917 issue des idées marxistes qui sont de nature anti-capitaliste, la vie politique des pays socialistes s'organise en un seul parti politique. Le peuple qui dorénavant était divisé en classes sociales fonde en une seule classe où tout le monde est égal. Ces partis se nomment alors des partis progressistes, tirant leur dénomination au progressisme qui est la volonté d'instaurer un progrès social, des réformes, par opposition au conservatisme.

L'orientation socialiste de l'Uprona peut aussi se mesurer à travers les relations qu'il entretenait avec d'autres partis progressistes tant de l'Europe, de l'Asie que de l'Afrique. Ayant manifesté sa tendance socialiste dès 1967, il se trouve naturel qu'il privilégie ses relations avec le monde socialiste dont il épouse l'organisation et l'idéologie. L'initiative de nouer ces relations et de les renforcer semble venir de l'Uprona surtout depuis 1974 après que les événements de 1972 aient jeté un tollé dans les relations diplomatiques entre le Burundi et l'Occident.

[180] Charte du parti UPRONA du 9 juin 1967, article 7.
[181] Charte du parti UPRONA du 24 Février 1972, article7, al 4.
[182] Jeune Afrique Plus n°21, septembre-octobre, 1989, p8.

1°. En Europe.

En Europe, l'UPRONA s'oriente vers les démocraties populaires d'Europe orientale et centrale avec le PCR de Roumanie depuis 1972. En 1974, le PCR lui fait un don de 5 jeeps et en 1979, le Burundi accueillera le futur dictateur roumain Nicolae CEOUCESCOU., alors secrétaire du PCR.

Il s'oriente aussi vers le SEP, parti socialiste unifié d'Allemagne depuis août 1980 auprès de qui il obtient des bourses de stage et de formation et des échanges de délégations fréquents. Ainsi en octobre 1980, une délégation burundaise a participé à la conférence scientifique sur « le mouvement ouvrier et les mouvements de libération internationale » tenue à Berlin et du 11 au 16 Avril 1983 une autre délégation burundaise s'est rendue à Berlin pour participer à une conférence scientifique sur le 100ème anniversaire de la mort de Karl MARX.

L'Uprona se tourna aussi vers l'URSS où les relations se concentrèrent dans le domaine de l'éducation et de la culture car depuis 1981, le PCUS commença à offrir annuellement des bourses de stage et d'études aux militants de l'Uprona et de ses mouvements intégrés. Par exemple en 1981 sur 49 bourses offertes, 19 étaient pour le parti et ses mouvements intégrés.

A cela, il faut ajouter des visites officielles que les cadres des deux partis se rendaient .En octobre 1987 une délégation burundaise s'est rendue au 70ème anniversaire de la Révolution Russe. Il en fût de même à l'occasion du 60ème anniversaire de la fondation de la Russie qu'à l'occasion des funérailles de Léonid BREJNEV.[183]
En Tchécoslovaquie, il n'y pénétra que vers les derniers jours du bloc Est.

2°. En Asie.

Dans son offensive vers le continent asiatique, l'Uprona s'intéressa aux deux grands pays communistes:Chine et la Corée du Nord.
En Corée du Nord le PTC apprécie le soutient que l'Uprona lui offre dans ses efforts d'unification de toute la Corée. Ainsi sur demande de l'Uprona, le PTC construit le Palais du peuple en 1976 et lui fournit des insignes du parti.

Avec la Chine, les relations s'établissent en 1974 avant de s'intensifier avec la visite du président BAGAZA en Chine en 1979 du 17 au 20 mars.

3°. En Afrique.

Sur les terres africaines, l'UPRONA n'a pas cessé d'élargir le cercle des amis .Cependant, les relations étaient moins fondées sur les dons financiers en nature comme ce fût le cas pour les démocraties populaires de l'Europe de l'Est que sur une vision plus ou moins rapprochée des choses. Dans l'ensemble, l'UPRONA noua des relations avec plusieurs partis africains comme le MNC ou la TANU qui se limitaient cependant à l'échange des délégations pour marquer l'accord de leur point de vues de la politique internationale.

---

[183] Notes sur le parti UPRONA et le PCUS, Permanence Nationale du parti UPRONA, Département des Relations Extérieures.

Nous voyons que le choix der révolutionnaires républicains via l'UPRONA s'avère judicieux et stratégique. En effet, l'image du Burundi est gravement compromise avec les événements de1972. Et toute trouble dans les pays du Tiers-monde est perçue comme une tentative des impérialistes pour saper l'indépendance nationale du pays en question. En 1972, les pays occidentaux étaient donc soupçonnés ce qui a fait que le pays se retourne vers l'Est pour briser l'isolement.

3. "Les révolutions" africaines : D'une illusion aux désillusions.

a. La "révolution" en Afrique: Un raz de marée dans un verre d'eau[184]?

Nous avons vu la définition de la révolution et qu'elle consiste en une rupture avec l'ordre ancien par la création d'un nouvel ordre .Mais en Afrique, la révolution est proclamée à la faveur des coups d'Etat qui peuvent être de plusieurs catégories suivant les raisons de leurs motivation. On peut recenser quatre catégories de coups d'Etat[185].

Si la "révolution" cherche à créer une nouvelle civilisation, introduire de grandes mutations avec la participation populaire, en Afrique et au Burundi, les révolutionnaires informent le peuple de leur acte par la voie des ondes. C'est ainsi qu'en Afrique, se réclamer révolutionnaire et proclamer une "révolution" c'est comme une montagne qui accouche d'une souris. C'est dans la plupart des gens proches du pouvoir qui renversent leurs maîtres, ce qui fait qu'il y ait des révolutions de palais seulement.

L'Afrique indépendante vit une période instable jusque dans les années 90 où consécutivement à la chute du Mur de Berlin un vent de démocratisation souffle sur le continent noir[186]. Après l'indépendance, deux visions tendancielles sont nées: les partisans de la modernité donc des progressistes et les conservateurs qui sont allergiques au changement.

Cet antagonisme ralentit la naissance d'une société favorable au développement. Cette nouvelle société émerge avec des pratiques nouvelles pour l'Afrique[187]. Ces pratiques sont telles que la corruption, le népotisme, le néo-patrimonialisme, etc. Ces maux dévastateurs témoignent que la préoccupation majeure des dirigeants fût la course à l'enrichissement en biens matériels. En plus, ces pratiques donnent l'image des nouveaux maîtres, en général civil, de l'Afrique indépendante. Ces pratiques seront des 'alibis des militaires pour opérer des coups d'Etat. Ces vagues de changements opèrent un transfert de pouvoir des élites civiles vers les élites militaires .Ces militaires viennent par le coup d'Etat qui, se définissant comme «*une action d'une autorité qui viole les formes constitutionnelles ou la conquête du pouvoir par les moyens illégaux*» (Petit Larousse, Ed 1987) ne peut être que l'oeuvre des gens armés si l'on en croit P.F GONIDEC et A.BOURGUI selon qui "*ces coups d'Etats réussis (...) sont en général des coups d'Etats militaires*" [188].

---

[184] Cette expression est choisie par rapport à l'ampleur des transformations opérées ou rendues possibles par la révolution. A ce sujet, voir BAECHLER (J), Les phénomènes.., op. cit,pp113-131

[185] ASSO (B), Le chef d'Etat africain. L'expérience des Etats africains de succession française, Ed .Albatros, 1976, p278.

[186] C'est avec la conférence de la Baule que le processus de la démocratisation en Afrique est lancé.

[187] BAYART (JF), L'Etat au Cameroun, Paris, Presse de la Fondation des Sciences Politiques, 1979, p258

[188] GONIDEC (PF) et BOURGUI (A), op cit, p262

Ceci confirme le rôle que l'armée entend jouer en tant que force politique qui affirme que le motif de son intervention politique est le redressement du pouvoir civil tombé en désuétude. Ce courant généralisé pour l'Afrique était connu l'euphémisme de "révolution".

Le coup d'Etat ne provoque donc pas des transformations profondes du système politique car il est le plus souvent exécuté par un petit groupe pour un petit groupe d'où il n'a guère de retentissement dans la société. C'est ainsi que depuis MICOMBERO, le haut commandement de l'armée qui était dominé par les officiers originaires de la province de Bururi chaque coup d'Etat profitait à ce même groupe. En dépit de l'expression trompeuse de révolution de palais, le coup d'Etat ne peut se comparer à la révolution ni quant à l'ampleur ni quant à l'intensité.

La différence s'établit de fait et les révolutions en Afrique et au Burundi sont des assimilations les plus abusives consistant à faire rentrer dans la même catégorie le simple coup d'Etat et la révolution.

b. La "révolution" et le "mouvement" au Burundi : une crise de représentations de légitimités et un conflit de générations.

Il apparaît aux avertis que la République inspirait beaucoup d'espoirs aux jeunes élites africaines par rapport aux vieilles structures monarchiques qui avaient maintenu les pratiques anciennes malgré les époques différentes.[189]

Ainsi, les fossoyeurs de la monarchie qualifiée de rétrograde et d'obstacle au développement étaient des Etudiants réunis au sein de l'UNEBA, surtout la section Europe. L'instauration de la République était donc conforme au voeu le plus ardent de la jeunesse comme cela ressort du congrès de l'UNEBA tenu à Presles:

> " *Nous ne nous cachons pas que la République ne constitue pas la panacée de tous nos malheurs;cependant, les nécessités d'un développement rapide et la conception du pouvoir de la jeunesse militent en faveur du régime Républicain Présidentiel*"[190].

La jeunesse voyait que le pays était plongé dans l'immobilisme depuis son indépendance et rétablir la République s'inscrivait dans le droit chemin de l'indépendance. C'est que déclare MICOMBERO alors premier Ministre du Prince héritier Charles NDIZEYE, en terminant son discours par: *"Vive enfin le Burundi indépendant" car* la royauté venait de creuser sa propre tombe en date du 8 juillet 1966 quand NDIZEYE détrôna son père. Cela facilitera la tâche aux révolutionnaires du 28 novembre 1966 d'autant plus qu'on reversait un roi devenu illégitime aux vues de la croyance populaire, un roi venu par coup d'Etat.

Ainsi, MICOMBERO n'était-il pas l'ardent défenseur de la monarchie avant de prendre la casquette républicaine. De même, BAGAZA et BUYOYA n'étaient-ils pas des hommes de confiance des maîtres du pays chacun à son époque? Les membres influents du CSR sous BAGAZA sont les bras droits du président BUYOYA en 1987. C'est ainsi que dans telles

---

[189] Lors des rivalités Casablanca-Monrovia, le roi MWAMBUTSA, devenu constitutionnel, avait profité de ces antagonismes pour reconquérir ses pouvoirs d'antan.

[190] Le congrès de l'UNEBA à Presles, in Remarques Africaines n°273 du 22/9/1966.

conditions, les révolutions burundaises n'ont été que des révolutions de palais et donc des raz de marée dans un verre d'eau. Par ces présumées révolutions c'est plutôt la prise du pouvoir par les militaires qui se trouve signifiée.

F. La dimensions des inégalités socio-économiques dans les concepts de "révolution" et de "mouvement".

1. En Afrique en général.

Si politiquement la colonisation avait créé un déséquilibre ethnique dans la plupart des cas[191], le secteur économique était lui aussi régionalement déséquilibré en fonctions des choix du colonisateur. Le monopole du pouvoir politique allant la plupart de fois avec le pouvoir économique, c'est cette situation qui devait d'abord changer au profit de la population dans le courants des indépendances et après les indépendances qu'on a qualifié de "révolution Africaine".

Au premier chapitre nous avons vu que les révolutions sont provoquées par des facteurs économiques et politiques. Les tenants des facteurs économiques se divisent entre marxistes et libéraux. Rappelons que les marxistes postulent l'existence et la lutte de deux classes antagoniste : la bourgeoisie et le prolétariat où la bourgeoisie exploite le prolétariat.
Quant aux libéraux, ils situent le phénomène révolutionnaire dans les ressentiments qu'éprouvent les classes inférieures à l'égard des privilégiés ou encore aux frustrations des sociétaires quant aux situations socio-économiques intenables qui se révèlent difficiles à redresser pour les élites aux pouvoirs.

Face à des problèmes posés par l'impérialisme,la stratégie néo-marxiste du développement mettait en priorité la modification des structures politiques, économiques,sociales et des relations internes et externes existantes. Il s'agit pour les pays sous-développés de se libérer de la dépendance extérieure et de la tutelle des minorités dirigeantes à l'intérieur par une *révolution démocratique et nationale qui élimine les classes parasitaires liées à l'impérialisme et associer les masses au pouvoir*[192].

Pour pallier à cette situation économique qui n'est pas des meilleures pour l'Afrique ; certains pays d'adopter une voie du développement qui n'est ni socialiste ni capitaliste que le président Julius NYERERE qualifiera de "socialisme africain". Ce socialisme africain ne parviendra non plus aux résultas escomptés. C'est face à cet désillusion que la plupart des acteurs politiques avaient fini par tirer la conclusion suivante suite à l'échec des premiers changements politiques post-indépendance:

> "*l'étape de la révolution nationale, démocratique et populaire aura conduit non pas au socialisme,mais au capitalisme,que celui-ci soit un capitalisme d'Etat ou un capitalisme classique* "[193].

---

[191] L'exemple est au Rwanda et au Burundi, mais partout le colonisateur avait le soin de se choisir un groupe ethnique pour relayer sa domination.

[192] NIYUNGEKO (L), Analyse des relations économiques et financières entre le Burundi à travers l'évolution de la balance des paiements : 1970-1983 : Dépendance ou indépendance, Bujumbura, Mémoire, UB, 1996, p17

[193] GONIDEC (PF) et BOURGUI (A), op cit, p 343.

Cette démocratie populaire fortement souhaitée qui naîtrait d'une révolution viserait la suppression des classes sociales en instaurant la dictature du prolétariat. Dans ces conditions, la démocratie ne concerne qu'une partie de la population.

Les premiers changements politiques de l'Afrique indépendante avaient pour la plupart une inspiration marxiste et se proposaient de liquider les structures politiques dominantes source de l'accaparement et la mauvaise gestion des ressources nationales. Tous ces changements politiques qui se réclamaient de révolutionnaires pour la plupart s'inscrivaient dans un mouvement et une dynamique d'essayer d'alléger les souffrances des populations Africaines asservies par une misère sans nom.

Toutes les voies de développement tentées en Afrique n'ont pas abouti du fait des structures économiques existantes .Jusqu' aujourd'hui, l'Afrique est synonyme de misère, de pauvreté extrême, d'analphabétisme, de la faim,...C'est pourquoi même aujourd'hui d'autres voies sont entrain d'être tentées telles le NEPAD, l'intégration régionale, l'intégration africaine à travers l'Union Africaine, les Etats Unis d'Afrique,... pour tenter d'alléger la souffrance du continent Africain.

2. Au Burundi en particulier.

Les régimes politiques sont instables et fragiles. Cette instabilité et cette fragilité viennent des situations de demandent toujours changeantes, les unes plus délicates que les autres. Cependant, le changement est du champ de l'indétermination .En effet, on ne peut pas mettre à plat toutes les causes de changement des régimes. Aristote conseille qu'à côté des causes de changement politique en étudiant chaque type de régime, il faut tenir en compte des conditions économiques, démographiques et ethniques.[194]

Karl MARX aura la grande originalité de lier la politique à l'économie. A partir de ceci nous allons voir ce qu'en est dans le cas du Burundi, à travers les différentes révolutions ayant induit différents changements politiques. Ainsi pour MARX et ARISTOTE, les facteurs socio-économiques peuvent être les facteurs de changements politiques.

a. La chute de la monarchie.

Tout pouvoir politique se légitime par le don ou la promesse d'un lendemain meilleur. C'est ainsi que comme le pressentait Napoléon BONAPARTE tout dirigeant doit être «*un marchand de l'espoir*». RWAGASORE promettait d'engager le pays sur la voie de la modernité en sévissant contre l'analphabétisme, l'ignorance et la corruption.

Tenue à l'écart du processus d'émancipation, la monarchie n'a pas réalisé sa place dans le Burundi post-colonial .Dans l'instabilité politico-institutionnelle des années 1962-1966 la monarchie y perdit la face et fût même accusée d'être un obstacle au développement.
Cet effritement de la légitimité des croyances traditionnelles avait conduit à souhaiter un autre régime que la monarchie. Ainsi, les Etudiants burundais réunis dans leur congrès à Presles quelques mois avant la chute de la monarchie pouvaient déclarer:

---

[194] LAUBIER (Patrick de), op cit, p143.

"Aucun régime n'est mauvais en soi, mais les conditions qui rendaient nécessaire le régime monarchique ne sont plus réunies."[195]

Le chemin de la rupture est emprunté. Le pari du développement étant l'un des référentiels légitimateurs de tous les régimes au Burundi, le mythe du développement poussait les élites des années 60 à opter pour le régime républicain en qui ils portent espoir pour la réalisation de rêve pour modernité et prospérité:

"Nous ne nous cachons pas que la République ne constitue pas la panacée de tous nos malheurs; cependant, les nécessités d'un développement rapide et la conception du pouvoir de la jeunesse militent en faveur du régime Républicain Présidentiel"[196].

Ce modèle républicain est suffisamment décrit dans tous ses contours par les étudiants burundais. Il s'agirait d'une république d'essence "socialiste" qui éloignerait autant que possible la naissance de la *"classe des privilégiés"* à l'image de l'aristocratie Ganwa[197]. C'est dire que l'aristocratie Ganwa était considérée comme une classe privilégiée et qualifiée d'exploiteuse et féodale. Pour le besoin de la cause, les républicains en puissance s'étaient appropriés la terminologie coloniale afin de légitimer leur intention d'abolir la monarchie.

Dans l'Acte de Proclamation du Prince Charles NDIZEYE, passant en revue la situation économique qui prévalait, il déclara:

" Enfin, il (le peuple) aspirait et espère encore au progrès et au mieux- être par le travail dans la paix et dans l'unité,(...), l'incurie, la stagnation et la tergiversation ont petit à petit sapé le programme économique et social lié au développement National "[198].

Après la chute de la monarchie, MICOMBERO partant de la situation lance des diatribes de toute sorte sur la monarchie qualifia l'aristocratie Ganwa «*de profiteurs*» et de«*classe féodale et exploiteuse*»[199]. Il n'hésita pas non plus à proclamer que la monarchie était «un goulot d'étranglement du peuple burundais».

Ainsi, l'abolition de la monarchie était considérée comme une clé vers le développement. Après l'instauration de la république, des mots d'espoir et de mobilisation comme «*les chaînes sont brisées*», *à nous de travailler*, ou encore «*Retroussons les manches*» sont sur toutes les lèvres de l'élite républicaine. En 1966, quelques jours après de vie républicaine, le ministre de l'information de l'époque déclarait que la «*royauté s'opposait freins serrés au développement* ».

Dans la conception républicaine, le 28 novembre 1966 marque dans l'histoire burundaise la victoire du peuple sur les forces "d'aliénation et d'exploitation". Micombero a su aussi jouer sur la "cupidité du roi" pour justifier et légitimer son comportement rebel.

---

[195] BIMAZUBUTE (Gilles) "Psychologie d'un congrès " in Remarques Africaines n°273 du 22 septembre 1966, p

[196] Le congrès de l'UNEBA à Presles, in Remarques Africaines n°273 du 22/9/1966.

[197] Lire à ce propos les Remarques Africaines n°279 du 17 Décembre 1966, pp 620-623.

[198] Extrait "Acte de Proclamation du Prince Charles NDIZEYE"in Infor- Burundi n°181 du 2 au 9 juillet 1966,p 1.

[199] "Retroussons les manches " in Unité et Révolution n°40 du 15 /3/1969, p 1.

A l'époque, le roi avait un traitement mensuel de 500.000 fbu, ce qui était énorme à cette époque.

A côté de ce salaire excessif, il demandait chaque jour 5000fbu depuis qu'il avait échappé à la tentative de coup d'Etat du 19 octobre1965. C'est sur cela que Micombero axera sa critique et prendra pour prétexte en renversant NTARE V et en montrant que la monarchie se souciait peu de l'intérêt du bas peuple:

> "*Mwambutsa yabonye igihugu kimuhaye umushahara munini aca yifatira akayira yigira i Bulaya kumererwa neza (...). Ntakindi yashaka atari uko amafaranga yose aja aramusanga i Bulaya,Turetse umushahara wiwe w' inusu y'umuliyoni ku kwezi; yama yaka ibihumbi 5 muri iyo misi yose yari i Bulaya* ".[200]
>
> (*Quand Mwambutsa a vu que le pays lui fait un grand salaire, il s'est envolé pour se la couler douce en Europe. Il ne voulait autre chose que le salaire lui parvienne en europe. En plus de ce salaire d'un demi million par mois, il demandait chaque jour cinq mille francs durant son séjour en Europe*)

En cette année de 1965, le salaire des ministres passa de 25000 à 50000 fbu. Les Etudiants de l'ENS comme de l'UOB organisèrent des manifestations avec des pancartes sur lesquelles il y a des caricatures du roi Mwambutsa où il a un ventre gonflé pour montrer son égoïsme et son insouciance pour le petit peuple. De la manière, le roi n'était plus la personne mythique dès lors qu'on pouvait polémiquer sur son salaire et faire des manifestations d'opposition. Il se retrouvait dans le commun des mortels et il devait faire de sorte à mériter ce salaire aux yeux de ses détracteurs. On accusa aussi le roi de détourner les deniers publics et l'aide étrangère à des fins personnels comme le dit Micombero:

> " *Au lieu d'utiliser le trésor public et l'aide financière des pays amis pour le bien commun,il préfère s'en servir pour satisfaire uniquement ses besoins personnels* "[201].

Aux yeux des républicains et en première ligne Micombero, cet homme qui consacre l'intérêt général à l'intérêt individuel et particulier, devait, avec l'ordre qu'il incarnait et symbolisait, céder la place aux "nationalistes", donc aux républicains et à la république. La révolution et le mouvement qui ont conduit aux républiques étaient le symbole du développement et c'est ainsi qu'après l'abolition de la monarchie que la devise monarchiste qui était Imana-Umwami-Uburundi (Dieu-Roi-Burundi) devient avec la République Unité-travail-progrès qui signifie:« Dans l'unité et le travail nous aurons le progrès».Cette nouvelle devise correspond en quelque sorte à une petite phrase que Ngendandumwe aimait prononcer «*la paix et le pain*».

---

[200] Infor Burundi n° 200 du 26 au 3 Décembre 1966, p 1.
[201] BOB n°1, 1967, p 2.

b. Les changements des régimes républicains.

Les concepts de "révolution" et de "mouvement" se justifiaient sous les républiques à travers les questions économiques et sociales. Ainsi, la 1ère république a été accusée de manquements socio-économiques par les hommes du "Mouvement" du 1er novembre 1976. Ainsi, BAGAZA pouvait déclarer que la situation tant «politique qu'économique» se dégradait dangereusement et que le pays était tiré dans tous les sens par des clans de politiciens égoïstes et «*avides de biens matériels, le tout au détriment du «paysan, du travailleur et de l'ouvrier*»[202].

Pour le colonel BAGAZA, la politique économique jugée incohérente avait favorisé le développement socio-économique séparé entre le "paysan" et le "bourgeois". C'est peut-être la raison de l'emprunt de la terminologie socialiste des concepts comme "paysans", "ouvrier", "travailleur industriel". Le colonel Bagaza critique son prédécesseur sur le plan économique et social:

> "*Aucune politique claire en matière économique et sociale n'a jamais été définie, le paysan a été abandonné à lui -même, et l'anachronique principe du laisser-faire,laisser-aller du siècle dernier a été la seule loi connue pour favoriser le développement économique et social (...)* ".[203]

Pour le leader de la 2ème république, le libéralisme économique n'était pas favorable et convenable au développement pour un pays aux ressources limitées et de surcroît sous -développé. A la place, il faut une "planification" qui aiderait à opérer des choix et des orientations prioritaires pour le décollage économique.

C'est là que se trouve l'origine de l'interventionnisme économique de l'Etat sous la 2ème république avec tous les grands projets que nous avons vus. Cet interventionnisme étatique se manifestait aussi dans la planification avec les fameux Plans quinquennaux, laquelle planification était d'inspiration socialiste. Pour attester la part des raisons socio-économiques dans chute de la 1ère république, ERNAUT déclara :

> " *Donc, l'économie a été confisquée par certaines et c'est une des raisons pour lesquelles ce coup d'Etat (du 1er novembre 1976) a eu lieu. Cette confiscation de l'économie était ressentie avec colère lorsque certains s'enrichissaient tandis que d'autres restaient dans la même situation* "[204].

Dès la prise du pouvoir, BAGAZA entendait rétablir la population et lui faire profiter des possibilités du développement. C'est ainsi que de vastes projets de développement du monde rural furent élaborés et les prix des produits d'exportation connurent une hausse. Le peuple était mobilisé au travail par des formules socialistes et maoïstes comme «vyose bizova mu maboko yanyu» ou encore «seul le travail et le travail dur nous sauvera»[205].

---

202 République du Burundi, Maison du parti : Pourquoi le changement, Bujumbura, 1976, op cit, p 5.
203 Ibidem, p 8
204 "Le Burundi vu par les autres", in Marchées tropicaux et Méditerranéens, p p5
205 Infor-Burundi, n°1083 du 8 novembre 1976, p 12.

Ainsi, par des hommes nouveaux avec une vision nouvelle, le régime de la 2ème république avait réussi à changer la situation socio-économique de la décennie précédente qu'a duré la 1ère république. Ajoutons que durant toute la décennie de la 1ère république, rien ne semblait apparemment avoir changé à l'intérieur du pays.

Au fil des années, le courant révolutionnaire a peu à peu diminué d'intensité mais le concept de "révolution" est resté dans l'usage des discours politiques.

En fait, les putschs qui ont eu lieu vers les années 80 ont changé de cachet. En cette période, il s'agissait généralement du second round de putschs, de nouveaux hommes émergeaient pour destituer les révolutionnaires des années 60. Autres temps, autres moeurs, ces gens amenaient une autre idéologie politique mettant en cause la précédente. C'est dans ce contexte que nous devons comprendre l'adoption du concept de "mouvement" dans le discours politique de la 2ème république.

Cependant, malgré la différence de la terminologie politique, le coup d'Etat du 1er novembre 1976 était similaire non seulement de celui de 1966 mais aussi de celui de 1987, ce dernier étant connu sous la dénomination de changement. L'auteur de ce coup d'Etat de 1987 n'a parlé que très rarement de "révolution" et jamais de "mouvement" dans ses discours politiques.

3. Les angles socio-économiques du discours des élites de l'opposition.

Les élites de l'opposition face aux différents régimes qui se sont succédés de la monarchie à la décennie 90 ont une lecture propre à elles de la situation socio-économique. Ces élites hutu interprètent la situation socio-économique à travers une analyse historique de l'évolution socio-politique du Burundi depuis NTARE Rushatsi jusqu'à la fin de la 3ème république ;une analyse qu'elles partagent avec les auteurs des premiers écrits sur l'histoire du Burundi[206].

De cette analyse d'essence marxiste, on aboutit à ce que sous la monarchie d'origine féodale, l'aristocratie Ganwa monopolisait le pouvoir politique et économique, le roi étant le propriétaire de toutes les terres et de tous les troupeaux de vaches. Au niveau de la population, les Tutsi (pasteurs) vus comme des pasteurs passaient pour être riches par rapport aux Bahutu (agriculteurs) qui l'étaient à leur tour par rapport au Batwa (potiers et artisans).

La richesse matérielle dans le Burundi traditionnel reposait essentiellement sur la vache et la terre, les privilèges des seuls Tutsi et l'aristocratie Ganwa. La vache était donc la source de richesse matérielle et considération sociale pour son propriétaire. Les Bahutu et les Batwa non propriétaires des vaches et de vastes étendues de terres se trouvent ainsi en bas de l'échelle et apparaissent comme une masse exploitée, des prolétaires[207].

---

[206] Pour plus de précisions lire à ce sujet, GHISLAIN, La féodalité au Burundi, LECHAT , Le Burundi politique ou encore Hans MEYER, Les warundi

[207] NTIBAZONKIZA (R), op cit, p25

Ainsi, la société burundaise se divise essentiellement en deux classes antagonistes : les seigneurs tutsi et le prolétariat hutu ajouté au parias Batwa[208]. Dans ces conditions les tutsi se présentent comme une classe de privilégiés et donc une bourgeoisie exploiteuse au lieu où ce que Mbonimpa appelle le *pays lui-même*, les Bahutu forment une classe de serfs corvéable à merci depuis la nuit des temps[209].

Cette thèse marxiste fait des Bahutu des prolétaires et les Tutsi des bourgeois, d'où l'Etat dominé par les Tutsi est un Etat bourgeois aussi. Il y a donc une mauvaise répartition des ressources en faveur des tutsi. Cette thèse marxiste des élites hutu de l'opposition a persisté après l'indépendance malgré que le système d'organisation traditionnelle (monarchie) ait changé. La monarchie a laissé la place à une république fondée sur une administration moderne. Vu que le pouvoir politique va de paire avec le pouvoir économique dans la plupart des cas, une course à la domination de l'appareil étatique et partant la maîtrise de l'administration, source de pouvoir et de richesse s'est engagée entre les élites hutu et tutsi.

Dans ces conditions, le diplôme, l'argent et le salaire dans le secteur public deviennent un modèle d'accession au pouvoir et à la richesse. La participation à l'administration ou à la gestion de l'appareil étatique à n'importe quel échelon se révèle comme une porte d'entrée pour une réussite sociale dans une économie sous développée. C'est ce constat que fait Raphaël NTIBAZONKIZA quand il écrit :

> *"..l'administration constitue un enjeu politique car dans une économie sous développée, où les emplois sont rares, l'administration apparaît à toutes les scolarisées comme une opportunité et comme un enjeu du pouvoir pour les individus et les groupes. Le diplôme, l'argent et le salaire dans le secteur public deviendront dès lors un nouveau mode d'accès au pouvoir et à la richesse ".*[210]

Les sources de légitimité et d'accession au pouvoir ont changé, ce n'est plus le commandement assuré et la naissance avec des semences dans la main mais le diplôme, la scolarité. Rappelons qu'on a déjà vu que l'élite tutsie a tout fait pour s'assurer la domination de l'appareil étatique[211]. Les élites hutu de l'opposition ont conclu à une domination procédant du mythe hamitique[212]. De là, l'oligarchie tutsi monopolise le pouvoir politique et économique et en dehors de toute concurrence "elles monopolisent les charges et les revenus de l'Etat[213].

Les discours socio-économiques des élites hutu de l'opposition qui s'inspiraient du marxisme établissaient un rapport de forces déséquilibré entre tutsi (seigneurs, bourgeois) et les hutu (serfs, prolétaires).C'est de cette situation vue avec les lunettes marxistes que Gervais NYANGOMA souhaitait l'instauration d'un nouvel Etat et d'une nouvelle économie, source à laquelle Ndadaye Melchior va puiser son idéologie pour imaginer son

---

[208] MBONIMPA (M), op cit, p43
[209] MEYER (Hans), op cit, p 15
[210] NTIBAZONKIZA(R), op cit, p51
[211] MADIRISHA (J)," Le Burundi, ses leaders et l'UNEBA" in Remarques Africaines n° 277 du 16 novembre 1966, p562
[212] MBONIMPA (M), op cit, p21
[213] NTIBAZONKIZA (R), op cit, p74

'Burundi nouveau". Le Burundi devait donc vivre dépourvu de la domination de la majorité par la minorité tutsi exploiteuse à l'image de la bourgeoisie marxienne. Tel serait le Grand soir pour le hutu à en croire la thèse de Melchior Mbonimpa où le Burundi va vivre sans la domination tutsi. A ce moment, les hutu n'auraient à subir l'autorité tutsi où «ce pays lui-même» ne manquerait de rien.

A ce moment, la démocratie authentique réclamée à cor et à cri lors de la lutte pour l'indépendance sera instaurée. La révolution populaire chère aux élites hutu sera donc assurée et le pays ne serait plus sous la domination de cette *bourgeoisie exploiteuse* venue du *nord.* Désormais la *civilisation de la vache et de la lance* aura succombée face à la *civilisation de la houe.*

CONCLUSION GENERALE.

Au cours de ce travail, nous avons pu montrer l'origine et la signification des concepts de "mouvement" et de "révolution". Cependant, ce sens peut être contingent selon l'époque et selon les acteurs ou les usagers.

Avec le concept de "mouvement" nous avons vu que *l'ordre social est toujours approximatif* et que le concept de "mouvement" porte *la dynamique des sociétés*. A ce niveau, on peut dire que dans le "mouvement" il y a *les forces du progrès* par rapport à la portion de la population qui n'a pas foi au changement. Quelle société ne planifie t-elle pas et ne se projette-t-elle pas dans l'avenir ? Comment dès lors peut-on y arriver si on ne veut pas bousculer l'ordre social existant afin de le conformer aux vœux des sociétaires ? Ayant à l'esprit que la gestion de la société ou du moins de la cité incombe au politique, ces projets sont imaginés à travers une ou des organisations politiques. Avec le concept de "mouvement" c'est l'expression de la population qui veut l'amélioration des conditions de vie et la gestion transparente des affaires publiques.

Quant au concept de "révolution", il se rapporte au renversement des régimes politiques et le monde *serait un cimetière des révolutions* et serait lui aussi l'instrument de rénovation sociale. Faut-il aussi rappeler que le concept de "révolution" comme on l'a vu au premier chapitre est l'expression paroxystique des forces de mouvement. Cette faculté de se défaire d'un régime politique jugé indésirable est entrée dans les moyens d'actions de l'homme à partir du 18ème siècle. A travers ce concept on veut aussi le progrès comme avec le concept de mouvement, lequel progrès doit inévitablement passer par l'instauration d'un régime politique dans lequel on a confiance. Depuis longtemps, il y a eu ce genre de changement dans la structure politique sans que les hommes ne se rendent compte de l'efficacité de cet instrument dont ils disposaient.

Ce concept vieux de quelques siècles ailleurs a été importé et utilisé très tardivement dans le courant de la 2ème moitié du 20ème siècle. Il a été introduit avec les vagues de coups d'Etats qui ont renversé les structures politiques dont la plupart portaient encore en elles les éléments traditionnels. L'Etat né de l'occupation coloniale a été l'objet de multiples pratiques de réappropriation et les luttes factionnelles au sud du Sahara ont représenté le facteur de rotation au pouvoir des autorités en lieu et place d'une menace "révolutionnaire" à peu près inexistante.

Au Burundi, le concept de "révolution" est introduit avec l'accession au pouvoir des *instruits* et a été le produit d'une réappropriation des concepts occidentaux qui en eux-mêmes étaient à la recherche d'une légitimation. A l'époque de la monarchie, les élites instruites ont revendiqué les concepts de mouvement et de révolution pour se légitimer face à la monarchie procédant du *mythe du commandement assuré*. Les nouvelles élites voulaient par là faire valoir leur nouvelle ressource : le diplôme.

Sous différentes républiques, la revendication de concept de "révolution" par les élites hégémoniques (au pouvoir) avait pour but de se rendre légitime et le régime qu'ils ont instauré par rapport au régime déchu.

Ayant vu que le concept de "révolution" avait dans l'antiquité le sens du *retour au vrai ancien*, la revendication : de ce concept s'inscrivait dans une restauration d'un paradis perdu.

Cependant, c'est plus par manque d'idéologie et d'efficacité socio-économique que les différentes élites ont revendiqué la "révolution".

Quant aux élites contre-hégémoniques (de l'opposition) qui elles aussi ont revendiqué l'usage des concepts de "mouvement" et de "révolution" avaient une interprétation tout à fait différente quant à l'émergence des différents régimes qui se sont succédés et les moyens d'y mettre fin, donc de mener une révolution. Partant d'une interprétation marxienne de la société burundaise, elles revendiquaient une *révolution populaire* qui devra assurer la dictature de la majorité *ethno-démographique* dans le cas qui nous concerne.

A travers ces concepts de "mouvement" et de "révolution" se sont cachés le clivage ethnique et le régionalisme qui ont produit des conséquences néfastes dans la gestion des affaires publiques. Tous les régimes qui ses sont succédés et se réclamant du Parti Uprona ont assuré une suprématie tutsi au prix de l'exclusion des élites hutu.

Ces concepts se sont introduits dans le discours politique burundais en jouissant des facteurs internes et externes. Mais c'est plus les facteurs externes qui ont le plus joué surtout avec l'évolution des relations internationales dominées par le conflit qui opposait le monde capitaliste et le monde socialiste ajouté aux séquelles du colonialisme.

Nous aurons ainsi montré à travers notre travail de recherche que les concepts de mouvement et de révolution longtemps usités dans les discours politiques étaient seulement des mots importés et instrumentalisés dans le cadre de la recherche d'un sens à donner à un pouvoir sans idéologie forte et sans efficience. Nous avons d'ailleurs montré que la signification de ces concepts a été contingente selon les acteurs politiques. Sans prétendre avoir réalisé un travail parfait, nous aimerions que ceux qui vont nous suivre explorent les aspects qui ne seraient pas abordés tels que le rôle des hommes en kaki ou encore les réalisations que les différentes révolutions peuvent mettre à leurs actifs.

BIBLIOGRAPHIE.

I.OUVRAGES GÉNÉRAUX.

1. BAECHLER (J.), Les phénomènes révolutionnaires, Paris, PUF, 1970,260p.

2. BAECHLER (J.), Qu'est-ce que l'idéologie, Paris, Gallimard, 1976,405p.

3. BALANDIER (G.), Anthropologie politique, Paris, PUF, 1967,240p.

4. BALANDIER (G.), Sens et puissance, Paris, PUF, 1971,384p.

5. BERG (E.), Le non-alignement et le nouvel ordre mondial, Paris, 1980,105p.

6. BON (F.), Le discours de la politique, Paris, Economica, 1991,269p.

7. BOUDON (R.), Traité de Sociologie, Paris, PUF, 1992,575p.

8. BURDEAU (G.), Traité de Science Politique .La dynamique politique, Tome 3, Paris, LGDJ, 2ème éd, 1968,800p.

9. BURDEAU (G.), Traité de Science Politique. Le statut du pouvoir dans l'Etat, Paris, LGDJ, 2ème éd, 197,693p.

10. BURNIER (A-M.), Histoire du Socialisme:1830-1978, Paris, PUF, 1977,108p.

11. CHEVALLIER (J.J), Les grandes Oeuvres Politiques de Machiavel à nos jours, Paris, A-Colin, 1979,303p.

12. CHEVALLIER (J.J) et CONAC (Gérard), Histoire des Institutions et des Régimes Politiques de la France de1789 à nos jours, Paris, Dalloz, 8è éd, 1991,1028p.

13. CAMBESSEDES (O.), Atlas économique de poche, Paris, Ed.SGB, 1989,760p.

14. DECOUFFLE (A.), Sociologie des révolutions, Paris, PUF, 2è éd, 1970, 126p (Que sais-je n°1298).

15. DELAVEAU (B.) et al, Décolonisation et problèmes de l'Afrique Indépendante, Paris, Edicef, 1983,160p.

16. DIVIGNAU (J.), La sociologie:Guide alphabétique, Paris, Ed de Noël, 1972,330p.

19. FREUND (J.), L'essence du politique, Paris, Ed .Sirey, 1986,828p.

20. GHISLAIN (J.), La féodalité au Burundi, Bruxelles, Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer, 1970,137p.

21. GONIDEC (P.F.) et BOURGUI (A.), Les systèmes politiques Africains, Paris, LGDJ, 2è éd, 1978,431p.

22 .GUICHET (Y.), La pensée politique, Paris, A.Colin, 1992,226p.

23. GURVITCH (G.) dir. Traité de Sociologie, Paris, PUF, 1968,466p.

24 .GRAMSCI (A.), Textes présenté par A.TOSEL, Paris, Ed.Sociales, 1983,588p.

25. GRAWITZ (M.) et LECA (J.), Traité de Science Politique. Les régimes Contemporains, Paris, PUF, 1985,714p.

26 .LAJUGE (J.), Les doctrines économiques, Paris, PUF, 1987,127p.

27. LAUBIER (P.), Introduction à la sociologie politique, Paris, Masson, 1983,193p.

28. LECHAT (M.), Le Burundi politique, Bujumbura, Service des Informations du Rwanda-Urundi, juin 1961,61p

29. LENAIN (J.), La chose politique. L a France demain, Paris, Economica, 1983,93p

30. MAINGUENEAU (D.), Les termes -clés de l'analyse du discours politique, Paris, Seuil, 1996,93p.

31 .MANDRAS (H.), Eléments de Sociologie, Paris, A.Colin, 1984,260p.

32. MARX (K) et ENGELS (F), Manifeste du Parti Communiste, Paris, Ed.Sociales, 1983,158p.

33. MARX (K), Oeuvres choisies, tome 3, Moscou, Ed.Sociales, 1983,611p.

34. MEDARD (J.F.), Les Etats d'Afrique noire:Formation, Mécanismes et crises, Paris, Karthala, 1991,405p.

36. MEYER (H.), Les Burundais, Paris, SFHO, 1984,272p.

37. MANIRAKIZA (M.), La fin de la monarchie Burundaise : 1962-1966, Paris, Mât de Misaine, 1992,105p.

38. MBONIMPA (M.), Hutu, Tutsi, Twa. Pour une société sans castes au Burundi, Paris, Harmattan, 1993,126p

39. NTIBAZONKIZA (R.), Bibliographie du Président NDADAYE. L'homme et son destin. Sofia, 1996,368p

40. NSANZE (T.), L'édification de la République du Burundi au carrefour de l'Afrique, Bruxelles, Remarques Africaines, 1970,150p.

41. PAMONTI (J.), L'Afrique trahie:Essai, Paris, Hachette, 1979,173p.

40. POTHOLM (C.), La politique africaine .Théories et pratiques, Paris, Economica, 1981,241p.

41. REYNTJENS (F.), L'Afrique des Grands - Lacs en crise:Rwanda- Burundi : de 1988-1994, Paris, Ed.Karthala, 1994,326p.

42 .ROSIER (R.), Le Burundi: pays de la vache et du tambour, Paris, Presses du Palais Royal, 1973,582p.

43. RYCKMANS (P.), Dominer pour servir, Bruxelles, Albert Dewit, 1931,199p.

44. SOBOUL (A.), La révolution française, Nouvelle édition, Paris, Ed. Sociales, 1983,609p.

45 .SCHWARTZENBERG (R.G.), Sociologie politique, Paris, PUF, 1990,576p

46. REZSOHAZY (R.), Pour comprendre l'action politique et le changement, Louvain-La-Neuve, 1996,423p.

47. REZSOHAZY (R.), Action et changement .Méthodes d'analyse des dynamiques sociaux et historiques, Louvain, Institut des Sciences Politiques et Sociales, 1973, 69p.

48. SAMIR (A.), La déconnexion. Sortir du système mondial, Paris, Ed la découverte, 1986,332p

II.THESES ET MEMOIRES

48. BARUMWETE (S.), Contribution à l'étude de l'idéologie hamitique comme facteur d'ethnisme et de violence politique au Burundi, Bujumbura, UB, 1998,125f.

49. BIRANTAMIJE (G.), Le pouvoir et la symbolique politique au Burundi, Bujumbura, UB, 2002,116f.

50. BUGAFIRO (P.), La politique étrangère de la 2ème République et son impact sur le développement socio-économique du Burundi : 1976-1986, Bujumbura, UB, 2002, 108f.

51. NIMUBONA (J.), Analyse des représentations du pouvoir politique. Le cas du Burundi, Paris, P.U Septentrion, 1998,644p

52. NINTERETSE (J.B), La chanson comme instrument de socialisation politique au Burundi, Bujumbura, UB, 2000,68f.

53. SIRIBA (P.), La colonisation et la tribalisation au Burundi, Paris, Thèse, 1977, 438p

54 .GAHAMA (J.), Le Burundi sous -administration Belge, Paris, CRA, Karthala, 1983,465p

55. MANARIYO (A.), La position du Burundi face à certaines questions internationales : 1963-1986, Bujumbura, UB, 1993,105f.

III.JOURNAUX.

1. Infor-Burundi
2. Remarques Africaines
3. Marchés méditerranéens et Tropiques

Table des matières.

0.Introduction générale 1
1.Présentation du sujet.....1
2.Intérêt du sujet.....2
3.Délimitation du sujet.....2
4.Les sources utilisées.....3
5.Difficultés rencontrées.....3
6.Articulation du sujet.....3
CHAPITRE I : CADRE CONCEPTUEL ET THEORIQUE.....4
A. Le concept de "mouvement".....4
1.Définition.....4
a. Du point de vue de la sociologie.....4
b. Du point de vue de la science politique.....8
2. Dynamique générale des systèmes politiques.....9
a. La conservation.....10
b. La réforme.....11
c. La "révolution".....11
3.La dialectique de l'ordre et du "mouvement".....11
a. L'ordre : du mouvement assimilé.....11
b. Le "mouvement" : de l'ordre en puissance.....13
B. Le concept de "révolution".....14
1.Définition du concept.....15
2. Evolution du concept de "révolution".....17
a. Evolution historique..... 17
b. Origine du concept de "révolution".....18
1.L'idée de progrès.....18
2.L'idée du droit naturel..... 19
3. Les facteurs de révolution.....19
a. La théorie marxiste des révolutions.....19
b. La théorie libérale des révolutions.....20

4.Typologie des révolutions.....21
a. Révolutions libérales.....21
b. Révolutions sociales marxistes.....21
c. Révolutions islamistes.....21
d. Révolutions libertaires.....21
e. Le cas particulier du socialisme révolutionnaire.....21

CHAPITRE II : IMPORTATION DES CONCEPTS DE MOUVEMENT ET DE REVOLUTION DANS LE DISCOURS POLITIQUE BURUNDAIS 23

A. Les mécanismes d'importation des concepts de mouvement et de révolution dans le discours politique Burundais.....23
1. Les facteurs exogènes.....23
a. Le "modèle rwandais" d'abord.....23
b. La décolonisation.....26
c. Le mouvement du non-alignement.....26
d. L'idéologie progressiste.....27
2. Facteurs endogènes.....28
a. La littérature ethno- raciale coloniale.....29
b. La lutte pour l'indépendance.....30
c. Le partis politiques à propension révolutionnaire.....31
d. Les changements de régimes.....32
e. L'opposition aux régimes.....33

B. Identification des concepts de mouvement et de révolution dans le discours politique burundais.....33
1. Le concept de "révolution".....33
a. Méthodologie.....33
b. Le concept de "révolution" dans le discours politique burundais.....35
1°. Les années 1962-65.....35

2°. La chute de la monarchie.....36
3°. La 2ème république et le concept de "révolution".....39
4°. Le concept de "révolution" dans le discours de la 3ème république.....41
d. Le concept de "révolution" chez les élites de l'opposition.....43
2. Le concept de "mouvement".....44

CHAPITRE III : FONCTIONNALITE DES CONCEPTS DE MOUVEMENT ET DE REVOLUTION DANS LE DISCOURS POLITIQUE BURUNDAIS.....46
A. **Construction de la mémoire républicaine contre les fondements de la Monarchie**.....46
1. De la tradition à la modernité : une dynamique difficile 46
2. La symbolisation de la république 47
a. Anciens objets, nouveaux enjeux.....47
b. Une république sur les traces de la monarchie.....47
B. Auto-légitimation des régimes politiques issus des coups d'Etats.....48
1. Le mythe du paradis perdu 48
2. Les mythologies présidentielles 49
a. Micombero et le mythe de la personnalité.....49
b. Bagaza et le mythe du développement.....50
c. Buyoya et le mythe de l'Unité.....51
C. Le masque du clivage ethnique.....51
1.Du côté du pouvoir 52
2.Du côté de l'opposition 53
D. Masque du régionalisme.....55
E. La satisfaction des courants internationaux.....57
1. Insertion dans les relations internationales 57
a. La politique extérieure du Burundi.....57
b. Le non-alignement.....57
c. Le soutien aux mouvements de libération.....57

d. Le Burundi dans le mouvement des non-alignés.....58
e. Le Burundi face à l'impérialisme.....59
2. Le parti unique à la recherche de l'idéologie.....61
a. Options socialistes de l'Uprona.....61
b. L'Uprona et ses relations avec d'autres partis progressistes.....62
1°-En Europe.....63
2°-En Asie.....63
3°-En Afrique.....63
3. Les révolutions africaines : D'une illusion aux désillusions.....64
a. La "révolution" en Afrique : Un raz de marée dans un verre d'eau... 64
b. La révolution et le mouvement au Burundi : Une crise de représentation et un conflit de génération.....65
F. **La dimension des inégalités socio-économiques des concepts de mouvement et de révolution**... 66
1. En Afrique en général.....66
2. Au Burundi en particulier.....67
a. La chute de la monarchie.....67
b. Les changements des régimes républicains.....70
3. Les angles socio-économiques des discours politiques de l'opposition.....71
Conclusion.....74
Bibliographie 76
Table des matières.....80